TOME X. N° 11 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er SEPT. 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Sylla et son destin (1)

Le tacticien de la contre-offensive.

AYANT affaire à la fois à Mithridate Eupator, roi de Pont, dont la vanité était extrême comme la fureur et à la démocratie romaine, éparpillée entre plusieurs clans, Sylla, passé et campé en Béotie, avait imaginé une méthode dont il ne se départit point, même si elle lui donnait des mécomptes ; méthode tirée de cet esprit et zèle de réaction, par qui seul les États, comme leurs capitaines politiques, sont tirés de situations bien mauvaises, et même désespérées. A ses lieutenants les plus chers et éprouvés, un Murena, un Ericius, un Gallus, lui demandant le secret de sa fortune, il répondait, montrait son anneau : « Aphrodite, sœur de Bellone, et comme elle, en tous ses jeux et délices, non moins cruels et sanglants, s'arc-boutant à la contre-attaque. » Car il usait volontiers de l'ellipse, qui est une figure de brièveté et de demi-secret, jusque dans son commandement, qu'on devait parfois saisir au vol et interpréter. Mais il arrivait aussi qu'à table il développât son idée en ces termes : « Il faut laisser l'adversaire épuiser d'abord les flèches et dards qu'il a dans son carquois, donner

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 août 1922.

le dessin de ses stratagèmes et manigances, montrer ses qualités guerrières et ses défauts de jugement, bref vider sa substance attaquante. Alors seulement, toi, Sylla, interviens. » Il disait encore que cette maxime interdit d'attendre l'agression sur son propre territoire qui en serait ravagé, mais ordonne d'aller au-devant d'elle : « Ainsi, simple petit lieutenant, et modeste et dans mon coin, persuadai-je cependant à l'épaisse brute Marius, tout en assurant l'intendance (ce qui n'était point mince besogne) d'aller forcer et déconfire les Cimbres et Teutons à Aquæ Sextiæ, Pourrières et Fosse. Je suis né tel, formant en mon esprit cette image de lutte dont j'ai acquis depuis la certitude qu'elle était la meilleure et la plus propice. » Puis, après un silence, où brillaient et ardaient ses yeux verts, piquetés de jaune et d'or : « Au Forum, qu'il en soit de même, et à l'assemblée et partout ! Laisse-toi assaillir, Sylla, et insulter et outrager et couvrir d'arguments médiocres, guettant, chez ton homme, le défaut de la cuirasse et le trou du discours. Puis, sa première impulsion et impétuosité dépensée, saute dessus à ton tour, avec toutes tes forces, et ne le lâche qu'écrasé et anéanti. »

Quelqu'un critiquant la dangereuse tendance bienveillante, paresseuse et euphorique, qu'a le vainqueur à coucher sur sa victoire et à en rester là, démonstration de sa victoire une fois faite, tel le professeur satisfait et craie en main devant son tableau : « C'est, répliqua le chef, la mauvaise habitude des militaires de profession, limités à leur critique et stratégie courante et ne songeant point aux conséquences politiques du succès. Excuse-moi, Murena, et toi, Cneius. Vous ne voyez que le champ de bataille et le plaisir de la déroute infligée. Il faut songer au relèvement possible du vaincu, actuellement à genoux, et lui couper les tendons des jarrets. Ainsi ferai-je avec Mithridate, comme vous en aurez bientôt la preuve, et avec Flaccus, les Dieux demeurant mes soutiens. »

La nouvelle courait en effet, transmise par des espions éprouvés et aussi par des courriers de Metella, parvenant chaque mois avec régularité, que Cinna et la faction démocratique dépêchaient, à travers la mer Ionienne, le consul Flaccus avec Fimbria, et une puissante armée, afin de combattre et molester Sylla, sous couleur de maintenir Mithridate. Trahison bien digne du tempérament révolutionnaire

et républicain, enragé contre toute supériorité, même et surtout au service de la patrie. Depuis qu'il savait ce projet fratricide, le proconsul nourrissait une colère froide et une résolution qui décuplaient les forces de son génie. Auprès d'Archelaos, second de Mithridate sur mer, il entretenait quelques agents bien placés par lesquels il comptait gagner rapidement Archelaos lui-même, encore pantelant de l'affaire du Pirée. Lucullus qui avait le sens de l'eau et du combat sur l'eau — très spécial et indispensable en l'occurrence, afin de n'être point bloqué — colligeait et recueillait partout des navires de toutes dimensions. L'argent ne manquait point, provenant des temples et sanctuaires et des impositions aux villes moyennes. Enfin, Lucius Cornelius connaissait de longue date, avec le peu de capacité de Flaccus, l'intrigue et ambition de Fimbria et avait dans leur camp des intelligences susceptibles de les mettre aux prises et de les entrechoquer. Comblant d'or et de distinctions méritées ses propres légionnaires, Sylla se servait d'eux habilement (par les mille canaux de famille et autres qu'ont entre eux les soldats d'une même nation) pour dégoûter et écœurer et révolter, à l'aide de la comparaison et envie, les troupes de celui qu'on lui opposait. Il avait institué en son propre état-major un service spécial, avec limiers déguisés en paysans et commerçants, pour le merveilleux travail de dénonciation et corruption, qui l'occupait pendant des jours entiers et parfois fort avant dans la nuit.

Car il était incomparable dramaturge, composait même quelques Atellanes, pleines de goût et de sel, mais surpassait les meilleurs metteurs en scène pour la combinaison et contexture de ses longues visées militaires et politiques. De quoi ne se doutait guère Mithridate au milieu de sa pompe, de sa gloire, de ses courtisanes, favorites, danseuses et d'une cour tellement brillante et ornée, regorgeant de richesses et somptuosités de toutes sortes, qu'on n'en connaît aucune de comparable, ni approchante. Aux yeux de Mithridate, entouré de flatteurs et se tenant à l'égal d'un dieu, ce capitaine romain qui le traitait légèrement de barbare était lui-même un barbare, disposant de piteux moyens, une trentaine de mille hommes tout au plus, jouet du parti conservateur, en butte à la haine du populaire, et dont on brûlait la villa et chassait la femme, les enfants, les esclaves. Car le roi de Pont était de ces souverains absolus et même tyran-

niques, mais d'esprit faible, qui croient aux nouveautés et font risette aux révolutionnaires et les achètent plus cher qu'ils ne valent. Il prisait fort la quantité, au détriment de la qualité, sans réfléchir que deux cent mille hommes mal conduits, bien qu'admirablement équipés, peuvent être battus par vingt mille dépenaillés, dont le chef sait ce qu'il veut et où il va. Ce qui était le cas de Sylla, aussi clair en ses visées que Mithridate était confus, négligeant de s'accoutumer aux poisons, attendu que nul ne se fût risqué à l'empoisonner, et ne dissipant ses ressources réduites que pour un résultat positif. Dans la balance, le poids de Sylla l'emportait autant sur celui de l'exubérant Eupator, que le poids du lion sur celui du putois doré, qui est l'espèce la plus rare et de pelleterie la plus chère. Le beau est que le roi infatué se régalait et saoulait de la conviction contraire et se cuidait le maître de l'univers, n'ayant qu'à prendre entre le pouce et l'index ce ciron romain, au teint rouge moucheté de plâtre, et à l'écrabouiller.

Sur ces entrefaites, Sylla reçut de Metella, apporté et transmis en toute hâte et diligence, le préoccupant courrier que voici : « Très cher époux, la situation romaine réclamerait tout de suite ta présence si tu n'étais à besogner durement contre le cabotin au bracelet d'or qui se dit prince d'Asie et de Grèce, en attendant de fondre sur l'Italie. Cinna et Carbon font ici une existence intolérable à tout ce que Rome compte de braves gens et de bons citoyens. La canaille règne et du haut en bas, occupant les charges et comptoirs, terrorisant le Sénat, accaparant les questures et prétures, pillant et tracassant la chose publique. C'est au point que tes meilleurs et plus fidèles amis sont persécutés et contraints de fuir. Quelques-uns se proposent de fréter un navire et de te rejoindre. Je les eusse encouragés volontiers (me trouvant heureuse seulement auprès de toi), n'étaient le grand âge et la faiblesse de père, auquel on en veut de son affection pour toi, et les mille tracas de nos hommes d'affaires. Car on nous a brûlé la ferme de Vindes, avec les champs attenants, non la villa de Cumes heureusement, et je fais actionner en justice (quel toupet !) devant le seul préteur et démocrate à peu près convenable, comme tel demeuré suspect aux autres, Hypatius. A Brundisium où nous sommes, ni moi ni les enfants ne craignons rien. Mais la dictature que tu projettes, ô suprême espérance de la

patrie, serait gravement compromise si tu tardais et macérais encore des années durant, parmi les difficultés asiatiques. Après avoir longuement réfléchi, médité là-dessus, parlé avec celui-ci et celui-là, imploré les dieux et recueilli les plus sages conseils, je pense que le mieux serait qu'après une belle et bonne victoire, remportée sur l'homme aux cent poisons divers, tu l'amènes, vaille que vaille, à composition et à la paix. Car il ne menace, ce chien de Mithridate, que les membres et extrémités de l'empire, au lieu que Cinna, Carbon et la révolte des villes italiennes menacent le corps et le cœur de la nation, d'où la force avec la cohésion est dispensée et irriguée à tout le reste. Sans méconnaître l'intérêt qu'il y aurait à en finir avec l'Eupator par le glaive et le feu, la décollation et toutes les gentillesses que je lui souhaite, j'aimerais mieux le savoir en vie après le massacre de tant de Romains et que Cinna et Carbon fussent au diable ou pendus, et toi tenant ici les rênes du pouvoir. Dès que j'apercevrai une éclaircie (s'il s'en produit une), j'irai défendre auprès de toi, mon mari aimé, cette cause si chère à moi-même, usant de l'éloquence de cette Sabinia qui gagnait naguère tous ses procès, bien que les lois interdisent aux femmes d'ester et plaider en justice. Celui qui transmettra ceci et qui est très sûr, ayant servi jadis sous toi, reviendra à Brundisium pour me dire, oralement, ou en deux mots de ta main, ce que tu auras résolu. De toutes façons, ne traîne pas trop. Je suis, mon très cher amant, ton humble et fidèle servante, et qui ne cesse de te voir en songe et vivre auprès de toi. — Cecilia METELLA. »

L'impression fut d'autant plus forte et durable que Sylla connaissait le sang-froid de sa femme et qu'elle n'intervenait ainsi que dans les circonstances tout à fait critiques. Pour qu'elle lui parlât d'une paix avec Mithridate, elle si profondément romaine par le sang, l'honneur et toutes les fibres, il semblait que l'état des choses fût, en Italie et à Rome, pire encore que ce qu'elle avouait, et que confirmèrent peu après les fugitifs annoncés.

Lors Sylla entra en état second, car il faut bien appeler ainsi sa transe imaginative et volontaire, qui lançait sur la piste ses amis et partisans et fascinait à distance ses ennemis comme un gibier. Chacun connaît ce genre de chasseur auquel le sanglier vient sous la main, ou le renard, de pêcheur attirant le saumon ou l'esturgeon, d'oiseleur médu-

sant le faucon ou l'émouchet, par ses appeaux et piperies. Tel était le Romain se distrayant apparemment des choses, quand il les guidait et dirigeait, des hommes quand il les commandait, dur, brillant et sournois comme certains métaux, qui en meuvent d'autres à distance. Il n'aurait pu dire à telles heures, s'il était dormant ou éveillé, bien qu'il accomplît, et avec minutie, toutes les actions de vigilance et précision, attentif à tout, prompt comme l'éclair, impénétrable et soudain. L'incendie de sa ferme de Vindes et la persécution de ses amis et de sa femme suscitaient en sa bouche le goût de l'acier froid et lui faisaient le cœur palpitant. Il souffrait de ne pouvoir mettre de nom sur sa froide fureur et de demeurer dans le doute, quant aux représailles ultérieures à exercer.

L'important était de gagner complètement Archelaos, confident de Mithridate, de le faire parler, de le lier. Il y avait à l'état-major de Sylla, dans le groupe d'espions que j'ai dit, un métis de Carthaginois et de Romaine, jeune et beau, du nom de Rufus Hammonius, et peut-être descendait-il du suffète Aumon. Ce fut lui que le procureur chargea de la mission difficile que voici : 1° obtenir d'Archelaos, qui était vénal, à l'aide de deux cent mille sesterces, immédiatement versés, et d'une promesse de deux cent mille autres, le libre passage pour Hortensius, conduisant à Lucius Cornelius un important renfort de Thessalie, par les défilés ; 2° amener le même Archelaos à embrouiller et exposer auprès de Chéronée, son compère Taxile, deuxième général mithridatien. Pendant cette mission, un habile Phocéen, du nom de Caphis, était expédié à Hortensius, afin de modifier son itinéraire, de telle façon qu'en toute occurrence, il fût sauf. Enfin Ericius, tribun des soldats, fut dépêché à Chéronée avec pleins pouvoirs, et, vu ses connaissances en poliorcétique, mit la ville en parfaite défense et guerrière condition. Ce qui est un art tout spécial que certains ont, comme d'autres celui de se faire battre, ou de ne rien préparer, se fiant au hasard. Ces rets tendus, et pour ne pas s'énerver dans l'attente des résultats, le chef, trouvant à ses propres troupes un peu trop de mollesse et d'impressionnabilité (car la réputation des armées de l'Eupator était grande), les contraignit à creuser des tranchées et détourner le cours du vaseux Céphise, dans la plaine d'Élatée.

Il faisait chaud sous un soleil plombé qui suscitait des nuées de moustiques. Ceux-ci, de leurs millions de trompes et suçoirs, piquaient et dévoraient les travailleurs, que la fièvre quarte ou quinte prenait subitement, la pioche ou la pelle à la main. On les voyait s'asseoir, grelottant et suant, au revers d'un fossé, les yeux caves et buvant à larges clapotis ou s'étendant tout de leur long, comme des cadavres, et demeurant là, les muscles raidis, ou saisis d'hallucinations brusques, décrivant des bêtes et des animaux fantastiques, qu'ils feignaient d'attraper au vol ; ou se chamaillant ou querellant pour un rien, puis incapables de se colleter et demeurant benêts et face à face, ainsi que des chiens irrités. De quoi s'étonnaient et s'inquiétaient les centurions, à la pensée que l'ennemi arriverait et surprendrait les Romains en cet état et n'en feraient à l'apparence qu'une bouchée. Mais le soir venant, Sylla apparaissait, grave et confiant, à pied, suivi d'une dizaine de ses lieutenants, qui le laissaient toujours à la découverte et en belle vue. Il s'approchait des hommes, les interpellait, sans tenir compte du grade ni de la fièvre, leur demandait s'ils préféraient de tels travaux, ou la bataille. Alors les plus proches et las et gisants, d'un seul bond, se relevaient, prenaient l'attitude déférente et militaire et s'affirmaient prêts au combat et à la mort.

— Vous aurez bientôt le combat, camarades, mais quant à la mort vous connaissez ma règle et devise et le pouvoir que je tiens d'Aphrodite : cinquante Asiates et Grecs pour cinquante Romains.

— Oh ! oh ! cinq cents, chef, c'est la bonne mesure... répondaient les plus farauds, en riant à gencives sèches et bleues, à cause de la quarte qui les grillait.

— J'ai dit cinquante et pas davantage. Voyez le lieutenant Murena qui m'approuve de la tête. Rappelez-vous le siège d'Athènes. Maintenant, voici l'ordre des dieux : demain, l'ennemi arrive. Après-demain et malgré lui, nous faisons jonction avec Hortensius qui n'est plus qu'à quelques lieues de marche. Le jour suivant, Archelaos et Taxile nous attaquent et viennent se perdre dans ces tranchées, dont vous ne regretterez alors ni la fatigue, ni les trous puants, ni la fièvre. Puis, d'après l'oracle de Trophonius et le secret de Sylla, c'est la victoire, immense et retentissante, portant la terreur auguste du nom romain jusqu'aux extrêmes

confins de l'Asie. Je vous promets enfin à Thèbes une semaine de fêtes et divertissements où les fontaines verseront du vin, où vous jouirez des plus belles femmes, cependant que l'or du Pactole coulera dans vos mains et dans vos poches et ruissellera sur vos équipements.

En général, ces encouragements étaient accueillis avec fierté et reconnaissance, sinon avec enthousiasme. Certains rustres du Latium et d'ailleurs demandaient ce qu'était l'oracle de Trophonius ou de Libadée et si elle se mangeait ou buvait. Ses centurions, l'ignorant eux-mêmes, ne les en renseignaient et endoctrinaient pas moins, leur contaient sur le proconsul invincible et la réalité de ses prédictions, toujours vérifiées, mille prodiges. D'autres soldats demeuraient sceptiques et silencieux, mauvaises têtes en qui la méfiance gîte plus aisément que la confiance et qui préfèrent le labour aux armes, de quoi on ne saurait les blâmer. Cette fois-là, un grand diable vert de fièvre, aux os saillants, à la figure carrée et entaillée comme d'une médaille, se dressant sur ses énormes pieds déchaussés et noirs et s'approchant du chef jusqu'à ce que son haleine touchât la sienne, lui cria un seul mot : « Menteur ! » Déjà le lieutenant Galba s'élançait. Mais Sylla, d'une main, le contint ; de l'autre, saisissant le glaive bref et massif qu'il portait constamment à la ceinture, il le plongea avec cette lourde agilité qui était sienne, dans la poitrine bombée de l'audacieux. L'homme s'affaissa comme une victime sacrée, sans que le sang jaillît de la blessure, ce qui était d'un heureux augure ; et bien loin de s'indigner, il implora son pardon dans un râle, puis fit le mouvement de s'agenouiller suppliant, et roula de son long sur le sol boueux. Comme un silence accueillait cette sévère leçon : « Il le fallait, mes enfants, dit le proconsul. Celui-ci m'avait insulté, moi le père de famille, de la grande famille que vous êtes tous, ne l'eussé-je aussitôt châtié, vous en concluiez que j'étais indigne du commandement. Si quelqu'un me blâme, qu'il le montre, il sera exécuté immédiatement de la même façon que celui-ci. Sinon, prenez sur-le-champ vos armes et allez camper sur cette colline qui est de l'autre côté de Céphise, auprès de ce mont Hedylium. » Ainsi donnait-il un but à l'irritation et au malaise qu'il sentait planer, mêlés au sentiment de la justice faite, et par la main qui convenait.

Les soldats se précipitèrent comme à l'assaut, précédés

de leurs sectionnaires. Groupant autour de lui ses officiers, Sylla, qui avait soigneusement étudié le terrain, leur montra comment aurait lieu la bataille, à la condition que Rufus Hammonius eût réussi dans sa mission, et comment, dans le cas contraire, elle se déroulerait vraisemblablement. En chaque cas, les dispositions, d'une grande simplicité, concluaient à la contre-offensive acharnée, qui délivrait Chéronée et sans doute la Béotie tout entière :

J'espère, ajouta-t-il, que ce sera à peu de frais, même si on dépasse le chiffre de cinquante que je donnais aux enfants tout à l'heure. Peut-être faudra-t-il recommencer quelque temps après, si le nettoyage est imparfait. Quant à vous, mes amis et collaborateurs, qui connaissez le fond de ma pensée, retenez la précaution que j'ai eue de venir quérir et dissoudre ce maudit animal, souverain du Pont, en Asie, contrairement au principe démocratique, qui ordonne de se laisser attaquer sur son propre sol, afin de mettre le bon droit apparent de son côté. Qu'en résulte-t-il?... l'invasion, la ruine, une multitude de petits Marius qui prennent texte de tant de ravages pour susciter la plèbe et la sédition.

— Et que vas-tu faire de Flaccus et de ce Fimbria?... demanda Gallus, grand amateur de vues d'ensemble.

— Je les rendrai comestibles l'un par l'autre, comme deux bons républicains qu'ils sont..., répliqua Sylla en riant.

Les choses se passèrent à peu près comme il l'avait annoncé, car il y a toujours un léger décalage de l'événement sur le présage qu'en forme le plus habile et Lucius Cornelius comptait avec ce clinamen. Le lendemain, en effet, les troupes ennemies, au nombre de plus de cinquante mille hommes, se répandirent dans la plaine où les Romains étaient retranchés, avec un épouvantable vacarme de chars et de chevaux caparaçonnés et force colonnes de poussière rose et grise qui obscurcissaient le soleil. Jamais torrent roulant sur ondes mugissantes n'eut plus éblouissante et écumante allure, de myriades d'armures médiques, scythiques et de tous les peuples barbares en cette extrémité du monde oriental, flamboyants, hurlants et emmêlés. Pour la quantité et pour le luxe, les Cornéliens, groupant en tout une vingtaine de mille combattants, dont quinze cents chevaux, faisaient mine d'assez pauvres gens, et derrière leurs glacis et palissades, considéraient avec quelque mélancolie (je parle pour les meilleurs) ce déploiement d'équipages, cet

étincellement de fer, d'airain, d'or et d'argent. Il semblait qu'un magicien furieux eût transformé, en escarboucles rugissantes, chacun des cailloux de ce val enchanté. Galopeurs, trotteurs, chalcaspides, gens de pied, conducteurs de chars hérissés de faux aiguisées, prenaient leurs postes en une sorte de fantasia, comme pour une fête, non pour une bataille, cependant que Sylla, secrètement averti de l'heureux succès de l'intrigue de Rufus Hammonius et de la trahison prochaine et concertée d'Archelaos, ne manifestait aucune émotion. Durant que tournait et cavalcadait ce carrousel asiatique, le grand chef, confiant dans l'intelligence de ses lieutenants et la solidité de ses légionnaires, réduisait à quelques plans et lignes très simples la bousculade qu'il projetait dans la direction du mont Thurium, qui est une raide éminence, terminée en cône, consacrée à Apollon Thurien et que les Grecs nomment Orthopagus. Quant aux chars tranchants et fauchants, dont il ne possédait point la réplique, en ses remises, il comptait se jeter sur eux et les rendre aussi inefficaces vu qu'ils n'auraient plus le champ ni l'élan indispensables à leur brutalité. Tel celui qui, assailli par une bête fauve, se précipite aussitôt vers son gésier et ses tripes, passant, pour ainsi dire, entre les griffes et crocs, privés de jet. Il avait remarqué, sous Marius, que la victoire générale dépend d'une victoire localisée au centre, ou aux ailes, de préférence à l'aile gauche, et parfois petite, mais intense, qu'il appelait l'œuf de la décision. C'était à obtenir cet œuf que, contre-attaquant à l'aide de bataillons éprouvés, il consacrerait son effort ; soucieux avant toute chose de déterminer le moment où fléchirait l'agression adverse.

Les dieux se montraient favorables. A Lébadée, une génisse que l'on allait immoler poussa un rugissement semblable à celui du lion et remplit de terreur les prêtres assemblés devant l'autel. L'onde, qui est dans l'antre de Trophonius, se mit à bouillir sans raison, répandant une vapeur soufrée. Enfin, comme le chef donnait lui-même, sur les bords du Céphise, un sacrifice propitiatoire à l'arrivée sans encontre d'Hortensius, six colombes blanches, fort rares en ces régions, volèrent de gauche à droite pendant les paroles consacrées. Voyant ceci, Lucius Cornelius chargea Gabinius et Gallus d'occuper avec un millier de soldats les hauteurs du Thurium, sous la conduite de deux Ché-

ronéens fort au courant de ces parages, nommés Homoloïchus et Anaxidamus, ce sans attirer l'attention de l'ennemi tout occupé d'ailleurs à ses campements. C'était l'habitude des Asiatiques, communiquée par eux aux Macédoniens et même aux gens du Péloponèse, d'outrager et gouailler leurs adversaires, avant que d'en venir aux mains. Ils ne faillirent point à cette coutume, beaucoup plus puérile que guerrière, et les lieutenants de Sylla s'en félicitaient, à cause de la susceptibilité de leurs hommes, que mettaient hors d'eux ces insultes au nom romain et à l'honneur de leurs épouses, ou de leurs mères et sœurs.

La seconde journée ne fut marquée par rien de saillant, que la poursuite des préparatifs militaires de Taxile et de son second, très visibles à l'œil nu pour de bons observateurs ; on en pouvait aisément conjecturer la tactique projetée consistant à allonger l'aile droite, afin d'envelopper les Cornéliens. C'était là, à n'en point douter, le premier gage donné par Archelaos et comme une indication, à grande distance, de sa prochaine félonie. Comme se levait l'aube du troisième jour, un immense murmure et piétinement, bientôt accru du bourdonnement de la cavalerie, sur la rive du fleuve opposée aux Barbares, vers Patronis, annonça l'arrivée des renforts d'Hortensius, lieutenant fidèle et qui guidait Caphis. Sylla, qui ne dormait guère et couchait tout botté de ses cothurnes, guettant l'événement, se porta au-devant du nouveau venu, pour le féliciter de sa diligence. L'entrevue des deux fiers capitaines fut très bonne, et leur accord sans aucune feinte. Plus encore que la valeur et le nombre, c'est la doctrine qui dispose de la fortune des armes comme de la fortune politique. A qui applique les meilleurs préceptes vient le plus prompt et facile succès. L'école de Mithridate et de Taxile, ainsi que de tous les Asiates et barbares, sur terre et sur mer, s'épaulait sur cette unique idée que la bataille est une confusion, où il s'agit, au point essentiel et au moment convenable, de disposer de la supériorité brute et quantitative. L'école proprement romaine et gardée dans l'aristocratie consulaire et militaire (à laquelle appartenait la gens Cornelia) consistait à opposer à la foule impétueuse le rempart de l'autorité, de la discipline et de l'ordre. Cela aussi longtemps que faire se pouvait. La colère des assaillis était contenue et accumulée, jusqu'au moment propice de refouler les assaillants, et de prendre alors, aux

ailes comme au centre, un avantage sérieux. Il en était, de ce point de la tactique et stratégie, comme de tous les autres, où le génie patient et retors de la Louve devait finalement avoir raison de la frénésie chaotique et de l'improvisation orientales. Sylla, comme Fabius et Scipion, définissait la bataille : « La projection sanglante d'un propos tenace. » Il n'admettait point que le hasard y fût autre chose qu'un condiment, l'essentiel dépendait de l'esprit et du vouloir, et la plus magnifique soudaineté ne remplaçant jamais une prévision, même déroutée. Il disait que celui qui a conçu (même si sa conception défaille, ou est déviée en cours de route) abat et déconfit, en fin de compte, celui qui s'est livré à la seule circonstance. Raisonnement d'autant plus méritoire de sa part qu'il était le favori d'Aphrodite.

Il prétendait aussi que l'heureuse issue d'une entreprise est une somme des insuccès et succès partiels, ce qui justifiait son application au détail. Hortensius, arrivant au débotté, trouva des campements prêts, de la boisson, des vivres et des récompenses, en argent comptant, pour ses officiers et centurions. Il leur fut octroyé même au cas où l'action s'engagerait tout de suite, trente-six heures d'un repos bien gagné, ainsi qu'aux troupes. On lui indiqua la position qu'il devait prendre et le mouvement qu'il aurait à effectuer. Tel le joueur d'échecs combine tout, avant que la partie soit commencée, en maintenant l'hypothèse d'un embrouillis inattendu et écheveau, que saura dénouer son calcul.

Il advint que les soldats de Taxile et d'Archelaos, trop confiants dans leur multitude et la supériorité (plus apparente que réelle) de leur armement, s'égaillèrent et dispersèrent pendant une demi-semaine ; ils ne résistaient pas au plaisir d'aller piller des villes du voisinage et jusqu'au sanctuaire de Lébadée. Ainsi indisposèrent-ils à la fois les dieux et les hommes, au grand contentement du proconsul, qui les eût payés volontiers pour agir ainsi. Si grande était leur négligence que Sylla, contournant leur camp, accompagné seulement d'une centaine d'hommes, alla de nuit encourager les gens de Chéronée qui lui remirent une couronne de lauriers. Il la rapporta dans ses lignes comme un trophée et un signe de triomphe indubitable, parmi l'affluence, les acclamations et les rires de ses compagnons

ragaillardis. Toujours il avait excellé dans ce genre d'exploits et ranimé, en payant de sa personne, le zèle d'autrui. A ces occasions, il racontait volontiers un apologue, une fable, où il se mettait en scène sous les traits tantôt du renard, tantôt du lion, par lesquels on le symbolisait.

Le neuvième jour enfin, les Barbares se portèrent en avant au son des trompettes et des tambourins, lançant leurs cavaliers et leurs chars, leurs chalcaspides et leurs porte-piques. Dans leurs rangs combattaient quinze mille esclaves, enrégimentés parmi les hoplites, affranchis par décret dans les villes de Grèce, comme pour quelque immense Saturnale. Ceux-ci, après une première poussée et ruée assez convenable, furent rapidement démoralisés par la froide méthode des légionnaires, lesquels ripostèrent à leurs piques et tridents par des jets de javelots si nombreux que le soleil en était obscurci. On leur avait assuré, pour les entraîner, que les cohortes de Sylla, rongées de fièvre, ne tiendraient pas le choc des Mèdes et des Scythes, alors qu'elles leur opposaient une muraille de traits et d'acier infranchissable. Au même moment, Gabinius et Gallus dévalaient du sommet du Thurium, avec leur millier de guerriers qui faisaient un vacarme comme dix mille, et jetaient le trouble sur le flanc ennemi. Au lieu de parer à cette alerte imprévue, Archelaos, afin de gagner honnêtement ses 200 000 autres sesterces, étendit son aile droite démesurément, se prêtant ainsi à une menace audacieuse d'Hortensius. Taxile abandonné et demeuré en l'air, avec la lourde masse de chalcaspides, voyait surgir et fondre Murena qui lui portait des coups pressés, rudes, à la façon d'un bélier battant un mur, mais formé de cinq mille guerriers de premier choix, entraînés par tant de campagnes, au dehors et en Italie même.

Immobile et calme comme un vautour qui surveille la frairie de ses petits, avant de se porter à leur aide, Lucius Cornelius, à la tête de trois phalanges, formées en triangle et opposant deux pointes aux agresseurs (il affectionnait cette figure mobile), attendait l'instant d'intervenir. Vous eussiez cru, sous les rayons déjà obliques de son camarade et complice Apollon, une statue à cheval, casquée, d'aspect étincelant, suivant du regard les diverses phases de la lutte, et figée dans le pressentiment de la victoire. Il pensait bien qu'Archelaos plierait perfidement, et il lui savait gré de

tenir si exactement son emploi. La dégringolade des sommets du Thurium lui donna toute satisfaction. C'était donc Taxile qui le tentait, aux prises avec le cher Murena, et exposé au premier choc latéral qui pourrait lui être asséné. Prompt et hardi, le chef suprême, portant avec lui le destin de Rome et cent cinquante ans de prospérité future pour l'empire (ce n'était rien de moins qui se jouait en une telle minute), bondit vers la sorte de rose tournante et tumultueuse que formait la mêlée de ce côté-là. Voyant fondre à la rescousse les Cornéliens et comprenant que c'était là le dernier acte, les Muréniens poussèrent d'immenses clameurs joyeuses, que répercutèrent les échos. Clameurs auxquelles répondirent les cris d'effroi des esclaves, se débandant et se sauvant, jetant leurs équipements et leurs piques ; telle était la terreur du nom de Sylla, portée jusqu'aux confins de la terre habitée par les brises et les alizés, de la valeur romaine. Là commença le vaste carnage, auquel n'avait voulu croire Mithridate, la pluie de sang et rage de fer, que soufflait le héros irrésistible, du moment où, tel Hercule, il entrait en branle. Sans se désunir un instant, ses trois phalanges, ainsi que les trois tranchants d'une hache, fouillaient et taillaient l'armée opposite ; il paraissait, lui, en tenir la cognée, exposé autant que quiconque, encourageant les siens, les frappant, s'ils faisaient montre de quelque mollesse, fumant de certitude et de courroux.

Murena, Galba, Teius, Gallus, Hortensius et les autres racontèrent ensuite qu'ils avaient vu, distinctement, au-dessus du maître, pendant la mêlée, une vapeur en forme de Bellone, armée d'un fouet aux lanières de feu, et qui fustigeait la mithridatesque. Des quatre-vingt dix mille qui avaient participé à l'affaire et du début à la fin du jour, il ne demeura qu'une bouillie rouge et noire, puante charognée, infecte, sur laquelle, un mois durant, s'abattirent et déchiquetèrent des nuées et cercles de rapaces et de voraces. Des douze mille environ qui s'échappèrent (car on ne fit aucun prisonnier qu'il aurait fallu nourrir et choyer, bien à contre-cœur) la plupart s'enfuirent à Chalcis. Les Romains, de leur côté, perdirent quelques centaines d'hommes, que Sylla ramena au nombre de quatorze, ajoutant même, en son désir de perfection et de petites estimes, que deux de ces quatorze étaient revenus le soir au camp. Archelaos et Taxile en réchappèrent, ainsi que leurs principaux offi-

ciers, lesquels, voyant comment les choses tournaient, avaient lâché pied sous couleur de porter à Mithridate Eupator la nouvelle du désastre, encore chaude. A quoi le proconsul : « Si pressé et impatient que soit ce cabotin aux bracelets d'or, il aurait bien tout de même attendu, quelques jours de plus, le régal d'un semblable récit ! »

. . . .

Des trois sénateurs de droite qui accompagnaient Sylla en Grèce, Téson et Castula, bien qu'assez grincheux et enclins à clabauder contre le chef étincelant de leur faction, furent chargés officiellement de porter à Rome la nouvelle de cette puissante victoire. A Castula, dont la femme était liée avec la sienne, le vainqueur remit une autre lettre, très détaillée, pour Metella, où il inséra amoureusement quelques herbes odorantes cueillies au pied même du Thurium. Au sommet de ce même mont fut érigé un monument en forme de pyramide rappelant les noms d'Homoloïchus et d'Anaxidamus et le service éminent rendu. Trois imposants trophées de dix pieds de haut, consistant en chars, armures, piques et glaives, dédiés à Mars, à la Victoire, à Aphrodite, se dressèrent dans la plaine sur les bords du fiévreux Céphise et de son petit affluent, le Molus ou Morius. Le contentement des soldats était extrême, comme celui des lieutenants, à cause du petit nombre de pertes et aussi de la distribution de luxueux équipements médiques et scythiques. Sylla se promenait parmi eux, se faisait raconter les bons mots, racontars et brocards de tel ou tel pendant la bataille, distribuait à pleines mains l'argent, les brevets d'avancement, les insignes honorifiques. Il lui tardait d'être dictateur pour avoir le droit d'ennoblir et de prolonger sur toute une lignée les témoignages de sa satisfaction, ainsi que ceux de son courroux. A mesure que sa fortune grandissait et que la déesse aux beaux flancs le comblait davantage, il songeait plus ardemment à la postérité et à la nécessité de mordre, même après la mort, sur le temps. Il répétait volontiers : « Mon seul ennemi sérieux, ce ne fut point Marius, ce n'est point Mithridate, ce n'est point Cinna, c'est le père Chronos et je veux, à tout prix, faire de lui un ami. Mais la difficulté est de le rattraper. Car il court vivement, le bougre ! »

Après une si chaude affaire et un effort de cette taille, le droit de chacun au repos et au plaisir était indiscutable.

Lucius Cornelius ordonna que des fêtes magnifiques fussent données à Thèbes, à cause de son théâtre renommé et de ses acteurs pleins de zèle et de talent. Les Thébains n'avaient jamais eu la moindre sympathie pour lui, étant gens médiocres et de petit jugement ; il le savait, mais n'en avait cure, et accueillit fort bien les archontes qui vinrent lui proposer, comme lieu de réjouissance, la fontaine d'Œdipe, où accourt puis stagne et repart une eau d'une limpidité sans pareille, et ombragée d'arbres fort rares en ce pays aride et pelé. Ces respectables vieillards étaient accompagnés de dix jeunes filles de toute beauté choisies parmi les plus élégantes et de noble famille, destinées au chef et à ses officiers, bien qu'il n'en eût point fait la demande. Chacune d'elles jouait d'un instrument différent, était vêtue d'une tunique légère (la saison étant chaude) de couleur brillante et présentait un type de séduction variée. Elles manifestaient moins de crainte et de timidité que de curiosité galante, coiffées, à la mode de leur nation, de manières de petits paniers creux, où ondulaient les touffes dorées ou brunes de leurs cheveux fins. Sylla en choisit une du nom d'Eucharis, c'est-à-dire « pleine de grâce », qui avait les yeux noirs et moqueurs, les jambes longues et les chevilles particulièrement fines. Elle savait par cœur un chant entier d'Homère et psalmodiait à ravir. Il la pria seulement de ne point l'implorer pour qu'il prît à son compte les frais des spectacles, comme c'est trop souvent l'habitude de ces adorables suppliantes stylées par des magistrats trop malins. Il lui déplaisait que l'on mêlât les questions d'intérêt à celles, autrement pressantes, de la volupté. Eucharis se le tint pour dit.

On vit alors, tout chaud encore de sa victoire, le plus réputé des Romains (et qui effaçait tous ses prédécesseurs rivaux) s'occuper de ces représentations et des rôles et décorations, comme un régisseur de théâtre. Chaque matin il quittait sa résidence de bonne heure, accompagné de la jeune et souple Eucharis, se rendait à la fontaine d'Œdipe, prenait son bain brièvement, puis, après le massage, se faisait montrer les plans et maquettes et interrogeait les acteurs. C'étaient pour la plupart d'assez pauvres diables, plus errants que stables ; quelques-uns fort prétentieux, dont la suffisance enchantait le proconsul. Il leur faisait réciter des passages de Sophocle, d'Euripide et d'Aristo-

phane, de ce dernier surtout, en qui il prisait le peintre le plus fidèle et le plus joyeux des démagogues, il les interrogeait sur leur façon de vivre, leurs préférences en nourriture, leurs bonnes fortunes, comme si leur avis avait eu, à ses yeux, quelque importance. Les autres se gonflaient, se dandinaient, faisaient la roue, prenaient des mines altières ou railleuses, s'enhardissaient à contredire et morigéner le plus vaste esprit et le plus instruit de leur époque. Ils ne s'embarrassaient point de l'ironie, cependant assez visible, de leur protecteur et disaient ensuite à Murena, Hortensius, Gabinus et autres de l'état-major : « Vous avez vu si nous l'avons collé !... » A quoi les lieutenants, enchantés, répliquaient qu'on peut être un grand capitaine et rendre les armes, sur son terrain, à un comédien réputé.

Les archontes s'étant enhardis, sur le conseil de ces nigauds de porte-masques, à présenter un cahier de doléances politiques et religieuses (concernant le pillage du temple), Sylla les manda à son conseil. Là, d'un visage tout autre que celui qu'il montrait aux pauvres cabotins, il leur lut un décret enlevant aux Thébains la moitié de leurs terres et les consacrant à Apollon Pythien et Jupiter Olympien : « Ainsi, ajouta-t-il, seront remboursés ces dieux augustes des sommes que j'ai dû leur emprunter pour faire la guerre. » Les archontes n'en revenaient pas, croyant d'abord à une plaisanterie de mauvais goût, rapidement convaincus que la chose était sérieuse. Ils ergotèrent pendant deux bonnes heures, invoquèrent le droit de propriété urbaine et suburbaine, la jurisprudence hellénique qu'ils connaissaient à fond, la romaine qu'ils inventaient à mesure, firent appel au cœur de Lucius Cornelius, le flattèrent de mille façons. Leur interlocuteur les regardait alternativement de ses yeux jaunes et verts, qui faisaient perdre contenance aux plus braves. Quand ils eurent achevé : « Cette comédie est bonne, leur dit-il, mais un peu monotone et moins bien jouée que par vos émules (il voulait parler des comédiens de métier). Elle a encore besoin de quelques retouches. » Il leur indiqua en outre qu'un certain article de la loi Valeria (tirant son nom comme par hasard du sénateur demeuré à Thèbes) interdisait aux vaincus la discussion quant aux transmutations de biens vers le vainqueur, tant que durait l'occupation territoriale. (C'était naturellement lui, Sylla, qui avait dicté ce texte à Valerius, son truchement, et très

docile.) La peine, au cas de contradiction, était de 10 000 sesterces. Les archontes n'insistèrent point.

Le matin du jour où commençaient les fêtes (tout étant à point et réglé), un centurion de la phalange de haute police, nommé Tremula, reçut avis d'un complot ourdi par quelques riches Thébains et visant à empoisonner le proconsul, sur l'ordre de Mithridate. Une jeune fille devait verser le venin, dont on ignorait la nature, dans l'oreille du maître, pendant son sommeil. Le soupçon se porta naturellement sur Eucharis, que Sylla manda aussitôt, afin de l'interroger en secret. Sa fureur intérieure était grande, car il avait bien traité la jeune fille depuis qu'elle lui appartenait et consenti à ses parents quelques avantages très réels. Cependant l'esprit de justice (qui ne se taisait jamais en ce véritable chef) lui représentait le courage civique nécessaire à une telle entreprise, dans cet être frêle et livré à lui.

— Avance, petite, et examine avec attention comment est conformée la cupule de mon oreille. Vois-tu la possibilité d'y verser, sans qu'il s'écoule aussitôt, un poison... comme celui qui est là dans cette coupe, par exemple, mais que Mithridate n'a pas composé.

A peine achevait-il que la Thébaine, devenue aussi pâle qu'il était rouge, se jetait à ses pieds, se voyant prise, et bien que muette (que pouvait-elle dire pour sa défense ?) manifestait une profonde contrition. Elle avait cru lire dans son regard une résolution douloureuse et farouche.

— Je ne puis te pardonner, Eucharis. Car c'est à Rome que tu aurais nui, si ton projet scélérat eût été exécuté. Magistrat civil et militaire, opérant au nom de ma Ville, je suis contraint de te juger et condamner. Je le fais souverainement, afin de t'épargner toute honte et la torture. Tes parents n'auront aucun mal. Je te laisse seule avec cette coupe. Tu la boiras à ta convenance, d'ici la chute du jour, et inscriras, sur ces tablettes, tes adieux à la vie et aux tiens.

Ayant ensuite fait venir Tremula, il lui conta ce qui s'était passé (car il devait telle confidence à son avertisseur et sauveur), le préposa aux funérailles, lesquelles devaient être secrètes, et lui ordonna, sous peine de dégradation, le silence total. Il sut vers le soir qu'Eucharis s'était fait justice, quelques minutes après son départ, et qu'elle avait inscrit son regret sur les tablettes en termes fort décents.

De toutes les jeunes filles de l'Hellénie, les Thébaines passent pour les mieux instruites et les plus déterminées. Naturellement la chose s'ébruita, non par le centurion, mais par les servantes et les valets, qui remarquèrent le désordre et la sortie du cadavre. On échafauda là-dessus, dans la société bavarde et irritée, mille suppositions désobligeantes, non conformes à la vérité, et les commères s'en donnèrent à cœur joie. Le départ de la famille de la morte pour les îles laissa supposer qu'elle était au courant et redoutait quelque contre-coup.

Le cérémonial des fêtes en l'honneur de la bataille de Chéronée se déroula avec toute la pompe requise et un vaste concours de populations. En quelques jours les habitants de Thèbes et des environs avaient appris à connaître le personnage qui leur était imposé par la Louve et qu'il eût été dangereux de molester, même de contredire trop âprement. Ils avaient donc pris le parti fort sage de s'amuser et de se divertir, comme si la commémoration d'un tel événement, qui les tarabustait, leur était heureuse et agréable. Les combats de gladiateurs, négligés par eux depuis la période resplendissante et lointaine de leur histoire, réveillèrent une fibre qu'ils croyaient assoupie. Grand amateur de ces exercices, Sylla avait requis, dans son armée, les lutteurs et manieurs d'épée les plus réputés et institué des prix nombreux. Les coups mortels étaient interdits, lesquels se donnent en taillant et frappant de trop près. Ce qui n'empêcha point deux jeunes Romains d'excellente famille de s'écharper et traverser de part en part, au vif mécontentement de leur chef. On n'avait pu avoir, en fait de bêtes féroces, que quelques ours et loups assez maigres, capturés dans les montagnes de Thessalie, que les condamnés à mort servirent mollement, et qui se laissèrent faire avec non moins d'insouciance ; ce qui fit dire à Murena qu'en cette région, autrefois courageuse, les fauves et les gens présentement se valaient. Mais le clou d'or de ces journées (et bien au delà des représentations dramatiques, assez médiocres en somme), ce furent les auditions musicales, admirablement réglées, accompagnées de chœurs et contre-chœurs d'un rythme parfait, et telles qu'en aucune région de l'Italie on n'eût pu en former ni réunir de semblables. Les Grecs emploient en effet de nombreux instruments à cordes et à anches, de nom bizarre, de forme plus bizarre

encore, à la sonorité agréable et douce, aisément mariée aux voix, polyphonique, imitant le bruit de la mer et celui du vent dans le feuillage, la tempête et son accalmie, les mouvements des passions et l'apaisement dans la sérénité.

Encore occupé de son cher Aristote, de la lecture qu'il en avait faite, grâce au gardien Ephastès, et de la récitation du plus beau et noble chant de l'*Iliade* par la perfide et regrettée Eucharis, le proconsul goûtait le contraste de ces chants et des rauques clameurs de la mêlée guerrière. Il déplorait presque d'avoir dû faire un tel carnage de si aimables chanteurs et diseurs, descendant de poètes et de philosophes incomparables. Il en détestait davantage Mithridate, qui avait entraîné tout ce peuple, aimablement dégénéré de poètes et de baladins, dans des aventures pour lesquelles il n'était plus fait, et qu'il payait de son sang et de ses femmes. Le soleil jouant sur ces assemblées de magistrats, de belles filles, de citoyens aux visages réguliers, mêlés à des guerriers rudes et joyeux, le soleil, courant le long des gradins coupés de figuiers, vers la scène et les choristes, le soleil rond et chaud de ce qui fut Thèbes-aux-cent-portes apparaissait comme une cymbale géante, mère des sons et de la lumière. Les enfants s'appelaient, se poursuivaient, lutinaient les marchands de pâtes et de tartines d'huile sucrée aux amandes, et, avec la gaminerie de leur âge, plaisantaient les lourds uniformes romains. Or, au milieu de ces sensations agréables en raison de leur confusion même, voilà que monte et grandit soudain en Lucius Cornelius l'obsédant souvenir de Rome, de Metella, de ses ennemis déchaînés, du péril menaçant sa famille et ses amis. Il s'en veut des délices où il est plongé, pendant que son peuple et les siens gémissent et souffrent. Il se reproche cet intermède et loisir bien dû, néanmoins, à de telles fatigues. Il amasse, dans son esprit et dans son cœur, un nouvel appétit de justes châtiments, accompagné d'un ardent amour pour son épouse vertueuse et son pays.

Sylla contestait ce dicton d'après lequel un même événement, heureux ou malheureux, n'est jamais redoublé, à un court intervalle, dans des circonstances identiques. Il avait remarqué, au contraire, que la Fortune retourne souvent deux fois de suite les dés selon les mêmes chiffres. Ce qui fait qu'après une victoire il attendait une autre victoire ; après une trahison, une autre trahison ; après une disgrâce

du sort, une autre disgrâce ; après une chance favorable, une autre chance. Cette idée le poussait à chercher comment et sous quelle forme lui viendrait la réplique de Chéronée, qui amènerait le roi de Pont à conclure la paix. Elle lui arriva en effet, mais par un détour assez imprévu.

En effet un autre lieutenant de Mithridate, Doryloüs, ayant débarqué à Chalcis avec cent autres mille soldats bien équipés, et cherchant à entraîner le Romain à une bataille, Archelaos l'en détourna par des raisonnements spécieux, car c'était un homme faible et impulsif que Doryloüs, toujours la proie du dernier interlocuteur, et plus parlementaire que militaire. Mais cette fois l'opération étant négative parut suspecte. Un fils du premier mariage d'Archelaos, combattant et officier de haute valeur nommé Diogène, fit à son beau-père de telles remontrances que celui-ci résolut d'accomplir ce qu'il avait dissuadé Doryloüs d'accomplir. Il attaqua Sylla furieusement comme s'il n'avait jamais eu la moindre tractation secrète avec lui, soit qu'il voulût encore 200 000 sesterces, soit qu'il eût remords de sa forfaiture antérieure. Ainsi s'engagea la bataille d'Orchomène, seconde mouture de celle de Chéronée, la reproduisant jusqu'en ses détails et jusqu'en sa topographie.

Le choc inattendu fut si dur que trois rangs de légionnaires, en train de creuser des tranchées, reculèrent en désordre et furent à un cheveu de se rendre à merci, ce qui eût été un opprobre sans nom, aux conséquences incalculables. Voyant cette débandade, le proconsul saisit une enseigne, sauta à bas de son cheval et se jeta au milieu de la mêlée, en criant de sa terrible voix caustique : « Romains, quand on vous demandera où vous avez abandonné à la mort votre général, vous répondrez : à Orchomène ! » Cet appel, ce mouvement, la vue de l'étendard brandi par cet autre étendard vivant qu'était leur chef, remplirent de confusion les Córnéliens. Ils reprirent cœur et chargèrent si soudainement ceux qui les chargeaient (toujours la contre-offensive !) que ces derniers tournèrent les talons à leur tour. Murena, Galba et Teius, accourus au secours de leur général, firent un terrible carnage de l'ennemi. Si terrible que le fleuve et l'étang Mélas, dont les eaux sont noires comme le nom, et qui baignent les murs d'Orchomène, en devinrent rouges du sang répandu. La tuerie immiséricordieuse, plus dense et sauvage encore qu'à Chéronée, dura six heures,

et reprit le lendemain, par l'impossibilité où était Archelaos d'arracher ses débris à une plaine maudite. Le doute subsista s'il n'embrouilla pas la retraite à plaisir, bien qu'il eût demandé en toute hâte à Doryloüs des renforts que celui-ci (le tenant pour versatile et peu sain de jugement) lui envoya avec parcimonie.

Au cours de la bataille, Diogène, qui coupait les cols par dizaines, à l'aide d'un sabre courbe et spécial, présent de Mithridate, se trouva nez à nez avec Galba, le meilleur athlète de sa cohorte et, comme tel, toujours en avant.

— A nous deux !... s'écria le Romain.

Il poussa son cheval avec tant de violence qu'il culbuta celui de son adversaire et chut de son côté sur le sol. Comme il se relevait, Diogène lui asséna un coup de son arme fatale, qui lui trancha net un bras au niveau du coude. Mais Galba, de l'autre main, poussant sa pique courte et acérée, en cloua le jeune homme au sol par le ventre. Le bruit du trépas du héros, beau-fils d'Archelaos (qui était tout le contraire d'un héros), en se répandant, brisa l'énergie des Asiatiques. A partir de là, ils succombèrent à la façon de moutons ou de bœufs dans l'abattoir, sous le marteau sans relâche de Sylla. La lune se leva, pleine, sur des amas de cadavres, chauds encore, qu'elle faisait semblables à des poupées d'argent et d'airain. Comble d'horreur : alors que les roseaux, dont on fait les flûtes, abondent aux marais du Mélas, affluent lui-même du Céphise, un effrayant concert de l'instrument cher à Pan retentit soudain à travers la nuit et glaça les os des vainqueurs. C'étaient, dirent-ils, les morts du charnier aquatique qui se consolaient ainsi, en soufflant dans la vase et ses syrinx, et donnaient la sérénade macabre à leurs bourreaux. Le chef raconta par la suite que jamais il n'avait ouï concert si désolé, ni témoignant d'une aussi lugubre nostalgie.

Par ailleurs, l'économe tacticien se félicitait de n'avoir perdu que quatre centaines d'hommes et de ce que Galba eût tranché, dans Diogène la principale espérance militaire du roi de Pont. Il ordonna que des funérailles convenables fussent faites au jeune guerrier à la place même où il avait été fiché en terre et déboyauté, déplorant en lui-même qu'un si fier rejeton fût issu d'un père indigne et perfide.

(*A suivre.*) LÉON DAUDET.

La Connaissance de la Guerre[1]

II

Pour bien voir le désordre que jeta Clausewitz dans les esprits et quel abîme d'erreurs il entr'ouvrit sous les pas de ses disciples, il faut lire les *Études* du capitaine Gilbert.

Prématurément écarté du service actif par ses infirmités et très versé dans l'étude de l'histoire militaire, le capitaine Gilbert occupa ses longs loisirs de malade à formuler des aphorismes et des prophéties sur la conduite des guerres futures. Il devint très vite un oracle et jouit dans les milieux militaires dirigeants d'une autorité quasi absolue. Et c'est pour nous un sujet d'étonnement profond, car Gilbert ne possédait aucune expérience personnelle des choses de la guerre ; *il tirait tout des livres;* et, pauvre d'imagination technique, il succombait presque toujours aux deux graves dangers que présente l'investigation historique quand elle est exclusive, dangers que nous avons définis dans notre premier article.

Je pense qu'il dut une partie de sa vogue à la grande publicité de la *Nouvelle Revue* où paraissaient d'abord ses études. Mais la cause profonde de l'incroyable autorité

(1) Voir *la Revue universelle* du 1er août 1922.

qu'il prit rapidement dans les milieux militaires, c'est qu'il y compléta, à la française, ce miracle ébauché par Clausewitz et dont nous avons parlé : *faire concevoir à des hommes de bon sens habituel que les forces morales sont des entités métaphysiques vivant d'une vie en soi et capables à elles seules de vaincre. Inculquer en conséquence à ces hommes le mépris de la technique et des grandeurs matérielles à la guerre.* Et la grande habileté de Gilbert fut de déguiser Clausewitz et de nous faire croire qu'en allant à lui nous revenions à la tradition napoléonienne... D'ailleurs, il parlait *ex cathedra.* Son assurance et son intransigeance furent telles que, reconnu prophète en quelque sorte officiel, personne n'osa le contredire.

Il s'est trouvé que l'événement a démenti ses affirmations tranchantes, ruiné ses hautaines prophéties. Et ce qui est grave dans son cas, c'est que presque toutes les erreurs qui ont failli nous perdre, de 1914 à 1918, c'est Gilbert qui les a le premier énoncées, prônées, affirmées, avec une précision qui nous donne aujourd'hui la chair de poule.

Il s'est tout d'abord signalé par ses attaques violentes contre le principe de la fortification en général, et le système défensif de Séré de Rivières en particulier. Ces attaques incessamment renouvelées dans la grande presse ont fini par émouvoir l'opinion et le Parlement, au point qu'on a abandonné l'achèvement du plan de Séré de Rivières ; en sorte que, la guerre venue, les lacunes de ce plan se sont cruellement fait sentir, tandis que les parties qui avaient pu en être réalisées, mal achevées, amèrement critiquées par Gilbert et son école, n'ont été utilisées qu'avec défiance, parfois même à contresens, quand elles n'ont été simplement abandonnées sans combat comme Lille et les ouvrages de la position de Laon-Reims-la Fère. Ici je dois entrer dans quelque détail.

Lorsque, après nos désastres de 1870, il fallut réorganiser la défense de nos frontières, on confia l'étude de la question à un comité supérieur de la défense (1873) dont l'âme fut le général Séré de Rivières. Au lieu d'aller se perdre en fantaisies verbales sur la métaphysique de la guerre et d'en arriver, comme allaient le faire bientôt les clausewitziens français, à la conception chimérique d'une guerre exclusivement « de mouvement » qui se déroulerait dans un pays imaginaire, où les « positions » naturelles n'auraient plus

aucune influence stratégique ni tactique, les braves gens du comité regardèrent la carte de France et étudièrent pieusement les positions de France, telles que le destin nous les avait faites. Reprenant une idée émise en 1816 par le général Poitevin de Maureilhan, ils pensèrent que, puisque les futurs conflits devaient se régler, non pas dans un pays de rêve, mais sur des théâtres d'opérations déterminés et connus, la configuration générale du sol, les voies naturelles d'invasion, les grands confluents, les lignes d'eau, les montagnes, etc., *les positions* en un mot, joueraient, comme par le passé, un rôle considérable dans les mouvements et les chocs des armées.

L'idée maîtresse et neuve de Séré de Rivières fut que ce rôle des positions deviendrait *d'autant plus important que les masses des armées seraient plus considérables*, et que l'étendue immense de leurs fronts nécessiterait toujours davantage, sur de vastes secteurs, l'arrêt et la défensive momentanées ; c'est-à-dire l'utilisation intensive des positions et leur renforcement par la fortification.

Pouvait-on, pour les premières heures de la guerre, prévoir sur quels secteurs il y aurait intérêt à s'arrêter ainsi et à s'accrocher au sol, en s'y fortifiant par avance? A cette question, Séré répondit par l'affirmative et fit adopter par le comité tout un plan d'organisation défensive qui comportait de vastes secteurs ou régions et rideaux fortifiés, séparés entre eux par de vastes espaces libres. En proposant son système, il voulut, comme il le dit lui-même :

« Couvrir la mobilisation, la concentration, la formation de combat des armées, régler le débouché des invasions, organiser tant à la frontière qu'à l'intérieur du pays de solides points d'appui, qui, sans entraver la liberté des opérations, exaltent les propriétés stratégiques du territoire. »

Cette collaboration étroite de la stratégie et de la fortification avec subordination de celle-ci à celle-là était, ainsi que l'événement l'a prouvé, une vue positive et véritablement prophétique. Elle ne pouvait être partagée par des « livresques » comme Gilbert : pour eux, en effet, le phénomène se décompose en deux entités absolument distinctes : *les armées de campagne*, d'une part, et, d'autre part, les *positions* fortifiées ou non. A l'instar de Clausewitz, quand il creuse un fossé profond entre les grandeurs morales et les grandeurs matérielles, Gilbert et ses disciples ont imaginé

une frontière infranchissable entre ces deux abstractions : *armées de campagne, positions fortifiées*. Aux unes la guerre « de mouvement », aux autres la guerre « de siège », et ils posent en principe indiscutable que nul compromis n'est possible entre les deux ; qu'elles ne sauraient agir en liaison pour un but commun. Et c'est bien, en effet, le reproche essentiel que Gilbert adresse à Séré de Rivières d'avoir voulu « rechercher une liaison entre les armées de campagne et ces lourdes masses qui, suivant l'expression de Vauban, ne se meuvent pas et n'interdisent à l'ennemi que le point qu'elles occupent ». Et encore : « L'idée maîtresse (de Séré de Rivières) qui consiste à augmenter par la fortification permanente la force de résistance des armées est radicalement fausse ; ses conséquences néfastes seront l'ataxie et la dispersion... » Il suffisait pourtant d'un peu de réflexion pour voir aussitôt que des régions fortifiées de quatre-vingts kilomètres d'amplitude, comme celle de Verdun-Toul par exemple, n'ont aucune ressemblance, de fait ni de destination, avec les petites places du temps de Vauban.

Certes, l'événement nous a cruellement montré qui avait raison, de Gilbert ou de Séré : *Nous avons vu pendant quatre années les armées de campagne en liaison étroite avec des positions fortifiées*. Bien qu'inachevé et laissé à peu près à l'abandon dans ses parties existantes, le système de Séré de Rivières a joué un rôle considérable et a puissamment aidé à notre salut. D'abord, comme le pensait son créateur, il a « réglé le débouché de l'invasion », puisque, de l'aveu de Ludendorff dans ses *Mémoires*, les Allemands ont violé la neutralité belge pour n'avoir pas à se heurter à nos régions fortifiées de Lorraine. Ensuite et bien qu'il eût été laissé à peu près à l'abandon, le rideau défensif Verdun-Toul a joué un rôle important dans l'ensemble des opérations qui ont abouti à la victoire de la Marne.

Quand, au début de septembre 1914, les illusions furent bien tombées, et qu'il fallut enfin se convaincre que l'attaque principale de l'ennemi se faisait par la Belgique, nous dûmes en toute hâte ramener des troupes de Lorraine en Champagne et ne laisser que des forces réduites entre Verdun et Belfort. Si, à ce moment, les Allemands avaient pu déboucher brusquement entre Verdun et Toul, ils tombaient sur les derrières de nos armées déjà presque victorieuses. Et c'est bien ce qu'ils essayèrent de faire en perçant le rideau

défensif Verdun-Toul vers son centre, avec toutes les forces dont ils disposaient sous Metz. Armés d'un formidable matériel, ils se ruèrent donc, du 8 au 12 septembre, sur le fort de Troyon et l'écrasèrent sous une avalanche de plus de 3 000 projectiles, dont plus de 300 du calibre 305. En sorte que le vieux fort, qui datait de 1875 et n'avait jamais reçu aucun renforcement, se trouva réduit à l'état de ruine absolue.

Et, pourtant, quand l'ennemi voulut franchir cette ruine, il se heurta à la résistance invincible d'une poignée de héros qui s'étaient accrochés aux débris de la fortification. Et il dut finalement se retirer.

Enfin, le système de Séré de Rivières a déterminé les conditions mêmes de la victoire de la Marne. Et ici s'accuse d'une manière éclatante et tragique cette frontière métaphysique que les disciples de Gilbert avaient imaginée entre les deux abstractions : *armées de campagne, régions fortifiées.* Du 28 août au 5 septembre, on ne voit, en effet, à aucun moment, que nous ayons eu la moindre intention d'ordonner la retraite de nos armées *en liaison*, d'abord avec les positions préparées par Séré de Rivières sur le front Laon-Reims-massif de Saint-Gobain-la Fère, ensuite avec les camps retranchés de Paris et de Verdun ; la volonté bien arrêtée de séparer nettement le destin de l'entité *armées de campagne* du destin de l'entité *régions fortifiées* se témoigne au contraire dans tous les ordres et, finalement, la fameuse instruction n° 4 du 1er septembre, complétée par la note secrète du 2 septembre, ordonne que les armées se replieront *jusqu'à la ligne Pont-sur-Yonne-Joinville*, c'est-à-dire abandonneront à leur propre sort les camps retranchés de Paris et de Verdun : à eux la guerre « de siège », à elles la guerre « de mouvement ». Telles sont les deux catégories qu'oppose toujours le disciple de Gilbert au simple bon sens quand celui-ci évoque l'unité de but, suggère qu'avec les immenses fronts actuels, la liaison est inévitable, et qu'il y a un intérêt de premier ordre à la prévoir, à l'organiser au lieu de la nier d'avance au nom d'un concept purement livresque.

De cette liaison a dépendu pourtant le salut de la France : le commandant de la 3e armée a montré, en effet, une telle répugnance à abandonner Verdun et les Hauts-de-Meuse et a mis une telle mauvaise volonté à se retirer vers Joinville,

à 90 kilomètres en arrière, comme il en avait reçu l'ordre, que nous le trouvons encore *en liaison avec le camp retranché de Verdun* au moment de la reprise d'offensive, et qu'il peut ainsi s'appuyer très efficacement sur lui pour le redressement de la victoire. On sait, d'autre part, que la bataille de la Marne a été en quelque sorte imposée par la manœuvre-surprise de l'Ourcq qu'a précipitée brusquement Gallieni, *en liaison avec le camp retranché de Paris*. Cette manœuvre, c'est en effet le camp retranché qui *l'a couvée :* le camp retranché, nous le rappelons, a fonctionné comme un immense réservoir de forces, à l'abri de toute investigation de l'ennemi. Et, au moment voulu, sans que rien les pût déceler, il jette sur l'aile droite de von Kluck la triomphante 6e armée avec les divisions de réserve et la garnison de Paris.

Voilà le secret de la victoire. *Il tient presque entièrement, dans le domaine stratégique, à cette liaison entre les armées de campagne et les régions fortifiées* qu'avait si prophétiquement prévue Séré de Rivières et si dogmatiquement niée Gilbert. Mettez à la place de Gallieni, grand réalisateur colonial, un disciple de Clausewitz et de Gilbert, et, aussitôt, la *liaison* salutaire devient une *hérésie :* on ne la tente point. Le gouverneur de Paris se renferme dans sa « guerre de siège », les armées de campagne continuent leur « guerre de mouvement » jusqu'au front Pont-sur-Yonne-Joinville, et de là, sans doute, jusqu'au Morvan et au Massif Central... La France est peut-être perdue. Tel est, répétons-le sans lassitude, le mortel danger de l'abstraction métaphysique appliquée aux choses de la guerre.

Certes, ce ne fut point la faûte de Séré de Rivières si on n'a pas voulu achever ni entretenir le front des Flandres ; si, défendable comme il l'était pourtant, on a abandonné ce front sans combat, laissant Maubeuge en l'air, vouée au désastre (1) ; si on a ainsi livré à l'ennemi Lille, nos industries du Nord et cinq provinces. Ce n'est pas sa faute non plus, si, après Charleroi, on ne s'est pas accroché aux positions du front Laon-Reims-la Fère, qu'il avait justement organisées pour rallier et appuyer nos armées battues dans

(1) Il était contraire au système de Séré de Rivières de laisser ainsi une place isolée. Selon les vues de Séré, on professait à Fontainebleau en 1885 « qu'aucune fortification ne doit être établie si elle n'est appelée à faire partie d'un ensemble de fortifications pouvant combiner leur action sur une très vaste région ».

le Nord en cas de violation de la neutralité belge. Et il avait vu tellement juste que, par la force des choses, *ce massif de Saint-Gobain, cette falaise de Laon-la Fère, a été la pierre d'angle de l'immense front;* qu'on s'y est battu avec acharnement pendant plus de quatre ans, et que c'est là finalement que la victoire s'est décidée. Seulement, dès le mois d'août 1914, nous en avions abandonné sans combat à l'ennemi les ouvrages fortifiés, ouvrages que Gilbert avait condamnés, ouvrages inachevés, négligés et néanmoins tellement défendables que nous n'avons jamais pu les reprendre aux Allemands jusqu'à la bataille décisive de 1918.

Le général Séré de Rivières avait d'ailleurs prévu très exactement à peu près tout ce qui s'est passé, car tenant compte « *des modifications profondes introduites dans l'art de la guerre par la transformation de l'artillerie et par l'accroissement des effectifs des armées* », *il imaginait techniquement* les éventualités probables et voyait très bien dès 1874 « *qu'en raison des masses considérables qu'il aura à mettre en mouvement, l'ennemi devra suivre les grands courants de circulation déjà établis par les voies ferrées aboutissant à leurs bases d'opérations* ». Pour lui, en conséquence, il était très probable que les Allemands prendraient la route directe de Cologne à Paris par le « plateau des batailles » belge, sur la rive gauche de la Meuse ».

Gilbert, lui, n'a pas assez de sarcasmes pour cette conception. Il affirme avec une assurance imperturbable que la presque totalité des forces allemandes « affluera sur le front de Metz-Strasbourg-Schlestatt... ». « Est-il admissible, ajoute-t-il, que les Allemands combinent ces opérations principales avec des opérations secondaires à travers la Belgique et la Suisse? *Nous ne saurions l'admettre*, parce qu'ils s'écarteraient trop de ce principe de l'union des forces dans le temps et dans l'espace, si bien établi par Clausewitz et qu'ils ont si bien appliqué en 1870 : 1° ils se mettraient à dos une armée qui n'est jamais négligeable ; 2° ne disposant pas des voies ferrées de ces pays neutres, ils devraient les traverser par voie de terre et consacrer une dizaine d'étapes à gagner nos frontières du Nord ou du Jura. *La question serait vidée sur le théâtre d'opérations principal, avant qu'ils n'apparaissent sur l'un des deux autres*... Le temps n'est plus des théâtres d'opérations multiples... Le centre de gravité des masses françaises doit être au sud de Toul. »

C'était en somme dans ses lignes générales le plan 17, que nous avons adopté en 1914.

Autant d'affirmations, autant d'erreurs : il était si bien *admissible* que la neutralité belge fût violée, que c'est justement ce qui a eu lieu. Ce n'est pas en moins de dix jours, comme le prédit Gilbert, que « la question » a été réglée. Il y a fallu quatre ans et demi. Contrairement à l'affirmation touchante de Gilbert, il y a eu pendant de longs mois de multiples, d'innombrables théâtres d'opérations. Enfin, l'expérience nous a cruellement démontré que ce fut une lourde erreur d'obéir aveuglément à Gilbert en plaçant le centre de gravité de nos masses vers la région de Toul.

Il est facile, ici encore, de voir que le principe de l'erreur est essentiellement métaphysique. Gilbert cristallise sa pensée sur cette formule commode de classement : théâtre *d'opérations principal*, théâtres *d'opérations secondaires;* elle crée véritablement pour lui deux êtres de raison nettement distincts qui ont des vertus propres et caractéristiques. Le théâtre *principal* comporte telles façons d'agir qu'il faut éviter sur le théâtre *secondaire*. Ici, on se bornera à des détachements ; là, comme le veut Clausewitz, on observera « l'union des forces dans le temps et dans l'espace... », etc. Gilbert et ses disciples ne s'avisent pas un instant qu'il n'y a par destination et définition ni théâtres d'opérations principaux, ni théâtres d'opérations secondaires ; et qu'un théâtre devient principal au moment précis où l'on y remporte les victoires décisives. « Petits-neveux intellectuels de Napoléon », comme ils disent volontiers, ont-ils donc oublié qu'en 1796-97 le tout petit théâtre « secondaire » des Alpes-Maritimes devient rapidement le théâtre *principal* quand Bonaparte l'étend, de victoire en victoire, jusqu'aux portes de Vienne?...

Gilbert a très probablement imaginé le premier que si les Allemands passaient par la Belgique, ils traverseraient les massifs ardennais (pays pauvres et tourmentés, manquant de communications naturelles), mais qu'ils ne passeraient pas sur la rive gauche de la Meuse, par la grande voie des invasions (pays facile, peuplé, riche, sillonné par un faisceau extrêmement touffu de routes, de voies ferrées, de canaux). Cette conception est contredite par tous les enseignements de l'histoire, mais il suffit que Gilbert l'ait eue pour qu'elle

devienne une vérité révélée et fasse partie du dogme qui s'instaure. Prophète incontesté, Gilbert révèle, en effet, que si (contre toute probabilité d'ailleurs, pense-t-il) la neutralité belge doit être violée par les Allemands, ce ne sera pas pour déboucher entre la mer et la Sambre (comme le prévoit Séré de Rivières) dans une direction « absolument excentrique aux armées qui opéreraient sur la Meuse. Leurs *lignes d'invasion seront à travers les Ardennes belges, par la rive droite de la Sambre et la trouée de Chimay* ». Gilbert ne dit pas : seront *probablement*, mais *seront* tout court. Il ne prévoit pas, il prophétise. Il est sûr de ce qu'il dit.

Ainsi s'établit le dogme. Et, à partir de là, il est intangible et sacré : il n'est plus permis désormais de prévoir l'invasion par la rive gauche sans être aussitôt conspué, berné et plus tard « limogé ». On prête à un officier de l'école de Gilbert une parole qui en dit long sur cet état d'esprit. Quelqu'un ayant envisagé devant lui la possibilité de l'attaque par la rive gauche : « Ah ! se serait-il écrié, nous n'aurions pas cette chance ! » Hélas, nous l'avons eue !...

En conséquence de son erreur, Gilbert demande, tout naturellement, que sur la frontière du Nord, *on abandonne Lille, Valenciennes, Maubeuge, et sur la deuxième ligne, les défenses inachevées de Reims* dont nous avons, dit-il, *exposé les dangers!* Et c'est bien là, en effet, ce que ses disciples ont exécuté avec une docilité vraiment religieuse et une rituelle exactitude du 2 août au 7 septembre 1914 (la défense de Maubeuge comptant pour peu dans les événements).

Gilbert estime, par ailleurs, qu'il faut *supprimer Verdun, Toul, Épinal en tant que camps retranchés...* Il ajoute : *A Verdun, il faut raser les forts de la rive gauche et les deux premières lignes de la rive droite...* Et il donne une liste. Et on frémit en songeant que c'est probablement pour obéir — par un réflexe inconscient peut-être — à cette suggestion saugrenue, à cette effroyable chimère que des gilbertiens français ont ordonné, au mois de février 1916, en pleine bataille, *la destruction des forts de la rive droite*, avant de les avoir défendus...

On connaît les péripéties de cette aventure tragique : les forts de Douaumont et de Vaux devaient sauter le 26 février. Ils avaient été désarmés et évacués, et des équipes de travailleurs en préparaient la destruction. C'est dans ces

conditions que les Allemands purent pénétrer, le 25 février, dans le Douaumont où ils ne trouvèrent qu'un vieux gardien de batterie avec quelques travailleurs. Quant au fort de Vaux, le hasard seul nous le conserva : il ne restait plus qu'à mettre le feu aux fourneaux de mine pour le faire sauter, lorsqu'un obus de 420 démolit le local qui contenait les amorces de mise de feu, de sorte qu'il fut impossible d'amorcer les fourneaux. Si les Allemands, mieux renseignés, avaient poussé à fond leur attaque du 25, ils eussent pris très probablement et à peu près sans coup férir tous les forts de la rive droite, comme ils avaient pris le Douaumont. Verdun était perdu...

On sait que, le 26 février, le général Pétain, prenant le commandement, fit aussitôt réoccuper les forts, leur assigna des garnisons autonomes et responsables, les réarma tant qu'il le put et s'appuya sur eux puissamment pour sauver la situation. Il n'en a pas moins fallu que les disciples de Gilbert, qui, d'un cœur léger, ordonnèrent de faire sauter les forts de Verdun sans les défendre, aient vécu en dehors de toute réalité, sous le gouvernement absolu des formules et des préjugés ; et qu'ils soient ainsi devenus incapables de regarder avec leurs propres yeux les forts de Verdun ; d'apprendre en quoi consistait positivement leur mission et de quels éléments très solides ils tiraient leur puissance.

Sans doute, victimes dociles d'un bluff allemand, ils avaient proclamé, en octobre 1914, la faillite du béton et *le peu de durée des ouvrages permanents soumis à un bombardement lointain mais précis des grosses pièces de siège; mais, en février* 1916, ils ne pouvaient plus ignorer que les ouvrages bétonnés résistent au contraire très convenablement au tir des plus grosses pièces, car, depuis des mois, ils ordonnaient de construire des abris de ce genre tout le long du front. Ils constataient d'ailleurs tous les jours que, sous le coup de la nécessité, on renforçait les organisations défensives, on mettait les mitrailleuses sous du béton armé, on dressait des postes de guetteur en acier, on s'enfonçait profondément en galeries de mine pour créer de véritables abris-cavernes, on posait des myriamètres de voie Decauville, on installait des machines-outils, des moteurs, des groupes électrogènes, bref, on transformait chaque secteur du front en une véritable région fortifiée, chaque centre de résistance en je ne sais quelle monstrueuse forteresse dotée de tous les éléments

essentiels des forts permanents et devenue, comme eux, une sorte d'usine complexe, haletante, trépidante de moteurs, de générateurs d'énergie toujours en œuvre.

Ils admettaient donc que ce béton improvisé devant l'ennemi, ces postes de guetteurs installés à la diable, ces galeries de mine hâtivement aménagées, constituaient une solide armature de défense ; mais ils déniaient, en même temps, toute valeur sérieuse aux installations et constructions de même nature, mûrement calculées, combinées, réalisées dès le temps de paix par d'habiles ingénieurs ; et ils décidaient froidement de les faire sauter sans les défendre !... Je ne pense pas que notre histoire fournisse un autre exemple d'une pareille aberration.

On ne peut l'expliquer que par une horreur maladive de la fortification, horreur qui avait son origine, pour une grande part, dans les écrits de Gilbert, annonçant vingt-cinq ans auparavant *l'agonie de la fortification permanente.*

Mais lui-même, Gilbert, d'où tire-t-il cette horreur?... En lisant ses *Études*, on se rend compte facilement de ce qu'elle eut pour cause à peu près unique, l'aventure de Metz en 1870.

De ce que Bazaine s'est enfermé dans Metz pour y capituler, on conclut au danger qu'il y a pour une armée à rencontrer sur son chemin une forteresse et on supprime le danger en supprimant la forteresse. A ce propos, Gilbert ne manque pas de citer le mot du général Fossard, le vaincu de Forbach, — devenu brusquement un oracle de guerre, — sur *l'aspiration redoutable* qu'exerce une forteresse sur une armée. Et aucun des écrivains ni des professeurs d'art militaire qui répètent cette phrase toute faite ne se donne la peine :

1° De voir que Bazaine ne manœuvrait point *en liaison* avec Metz (il ne manœuvrait, d'ailleurs, d'aucune façon, hélas !), puisqu'il battait en retraite sur Verdun, et que, s'il s'est retiré ensuite sous Metz, ce n'est pas qu'il y ait été forcé, mais par imbécillité ou trahison ;

2° De rechercher ce que veut dire exactement cette abstraction verbale : *aspiration redoutable d'une forteresse* qui rappelle un peu la fameuse « horreur du vide » jadis attribuée à la nature, et si elle a jamais correspondu à une réalité quelconque. De ce que deux événements se suivent, il n'en résulte pas nécessairement qu'ils soient liés par une *loi de succession;* quand les colonnes de la grande armée

tombent sur les derrières de Mack, lui coupent successivement toutes ses routes de retraite et rabattent ses détachements sur la place d'Ulm, on voit fort bien la loi de succession entre la retraite coupée et la capitulation de l'armée dans la place. En 1870, rien de pareil : entre la demi-victoire du 16 août, qui peut devenir, le lendemain, un éclatant triomphe et qui laisse, en tout cas, toute liberté de mouvement à l'armée du Rhin d'une part, et, d'autre part, l'ordre de repli sous Metz qui est donné après la bataille, on ne peut découvrir aucune loi de succession ;

3° Enfin, et surtout, les gilbertiens d'avant-guerre ne se mettent pas à l'échelle des vastes régions fortifiées et des immenses effectifs qui entreront en jeu dans les guerres à venir. Ils attardent, en effet, leur imagination sur des armées de quelques centaines de mille hommes qui peuvent en effet se laisser enfermer dans une forteresse de cinq à dix kilomètres de rayon seulement, comme Metz en 1870. Ils ne mesurent pas, sur la carte, l'amplitude des régions et rideaux fortifiés de Séré de Rivières et ne conçoivent pas d'une manière positive, d'autre part, les immenses espaces, les interminables fronts qui seront nécessaires aux armées futures avec leurs millions d'hommes et tous leurs services. C'est tellement vrai qu'à la veille même de la guerre, un des plus notoires des clausewitziens français, le général Cardot, a pu écrire sans provoquer étonnement ni raillerie :

« Dans nos grandissimes batailles de l'avenir, *qui prendront des fronts* de 15, 20, 30 kilomètres... *peut-être* 40 ! comment fera le généralissime pour appliquer les bons principes à ces masses énormes qui *échappent à sa vision distincte*, qui sortent du champ des plus puissantes lorgnettes?... »

Et ceci a paru en 1908 !... Époque des téléphones, des automobiles, des aérostats, des aéronefs, époque où l'aviation et la T. S. F. commencent à entrer dans la pratique, époque où l'on est, en tout cas, parfaitement fixé sur le nombre des combattants et où il suffit en conséquence d'un simple calcul, d'une carte et d'un double-décimètre, pour savoir tout de suite que les fronts s'aligneront sur des centaines de kilomètres, et quelles régions ils occuperont...

L'incompréhension se témoigne, à côté de la défiance, dans tout ce qu'écrit Gilbert au sujet de la fortification. Il

parle quelquefois du tir plongeant et des effets des explosifs, mais il raisonne toujours comme s'il vivait au temps du tir de plein fouet, des boulets ronds et des bombes à poudre. Il lui faut des positions de batteries qui aient du « commandement », des vues dégagées, de vastes champs de tir bien découverts. A cet égard, il témoigne d'une véritable « phobie » des bois : il condamne les forts du secteur est de Toul parce qu'ils ont devant eux la forêt de Haye : et, n'osant pas, sans doute, demander qu'on coupe la forêt, il veut qu'on « rase les forts de Villey, de Gondreville et du Tillot ». Ce qui l'inquiète surtout dans la mobilisation de nos forteresses, c'est qu'elles seront attaquées avant d'avoir fini de jeter bas les bois qui les entourent : « Il faudrait, dit-il, que les intervalles et environs des forts fussent déboisés dès le temps de paix, ce qui ne s'effectuerait pas sans grandes dépenses... » Cette idée, contemporaine de Vauban, tourne à l'obsession chez Gilbert. Il y revient sans cesse. Examinant un projet de fortifier Nancy dont il était alors question, il dit : « Sur la rive droite de la Meurthe, regardant l'Allemagne, *le Couronné prend au loin des vues superbes, et n'est pas gêné par les bois*. Sur la rive gauche, vers la France, on aurait à défricher dans la forêt de Haye... » Il y tient ! S'il déclare qu'on doit « raser à Verdun les deux premières lignes des forts de la rive droite » (et si, pour répondre sans doute à son injonction posthume, ses disciples en ordonnent la destruction en février 1916), c'est probablement à cause des bois : A Verdun, dit-il, « partout des bois, sur la rive gauche comme sur la rive droite. Et on a englobé dans le périmètre de la place une partie de cette région boisée dont la défense active demandera beaucoup de monde. La ligne avancée des batteries et redoutes de Vaux, de Moulainville est séparée de la forteresse par toute l'épaisseur du massif forestier... ».

Quelle idée Gilbert se fait-il donc de la défense des « intervalles et des environs des forts », qu'il veuille ainsi qu'on les mette à nu? Une idée purement abstraite : il n'essaie point d'imaginer, d'après les réalités actuelles, comme le fait Séré de Rivières ; il s'en tient à ses livres, lesquels sont, malheureusement pour lui (et hélas ! pour nous), contemporains du tir direct, de plein fouet, dont la portée utile ne dépasse guère deux ou trois kilomètres. Il voit toujours, dans l'ouvrage fortifié, une sorte d'enceinte bien close renfermant une petite garnison qui doit se défendre uniquement par ses

propres forces et n'a pas de relations avec l'extérieur, sinon de temps en temps, par une petite sortie. Cet ouvrage est toujours, pour Gilbert, la petite place du temps de Vauban et de Napoléon ; les leçons, éclatantes, pourtant, du siège de Belfort en 1870, demeurent pour lui lettre morte. Il s'ensuit que les bouches à feu du fort, qui ont à battre les glacis et les intervalles, doivent bien voir le terrain puisqu'elles font du tir direct. D'où la nécessité du déboisement...

Acceptant comme vérités de pareils anachronismes, il serait miraculeux que Gilbert entendît quoi que ce fût au système de Séré de Rivières : amplifiant, pour les adapter à la stratégie, les conceptions tactiques de Denfert, celui-ci n'admet en effet la fortification que *pour appuyer temporairement les armées de campagne en « exaltant par le travail de l'homme » les propriétés stratégiques du territoire.* Pour lui donc, les bois seront des points d'appui de premier ordre ; et bien loin de les abattre, il en prévoira l'organisation défensive. Comment Gilbert pourrait-il pénétrer dans ces idées qui correspondent pourtant, ainsi que l'événement l'a mis en si haut relief, aux réalités les plus essentielles de la guerre moderne? Il songe par avance, et plein d'angoisse, à tout ce « monde » qu'il va falloir employer à la « défense active » de tous ces bois englobés dans le périmètre de la place de Verdun ». Il pense donc qu'il faudra plus de monde pour défendre cet espace que s'il n'y avait pas de bois !... Au fond, il blâme surtout la fortification de ce qu'il lui faut des hommes. Il lui reproche essentiellement de ne savoir écarter l'ennemi que par la seule vertu magique de ses escarpes et de ses fossés.

Gilbert eût été vraiment bien étonné s'il eût pu voir, de 1914 à 1918, à quoi servent les bois dans la défense des positions, comment on défend une fortification, ancienne ou improvisée, sans « vues superbes », sans « commandement », avec parfois des champs de tir de quelques dizaines de mètres seulement, et quelle ténacité il est possible d'y mettre, jusqu'à la lutte pied à pied, à la mine, à la grenade, au couteau... Et qu'eût-il dit s'il eût pu suivre la transformation des secteurs défensifs du front, qui, tout d'abord, simples tranchées de champ de bataille, prenaient successivement tous les caractères d'une fortification permanente avec abris bétonnés, galeries de mine, voies Decauville, groupes électrogènes, machines-outils de toute sorte... Quelle

stupéfaction pour lui ! Eh, quoi ! il n'y avait donc pas, comme il le croyait, deux entités distinctes et irréductibles : la fortification *permanente* et la fortification *passagère!* Ce n'était là, comme le pensait Séré de Rivières, qu'un simple classement commode de deux états progressifs d'un même fait : le renforcement d'une position par le travail de l'homme !... Tous ses concepts livresques en eussent été renversés.

Car c'est, là encore, une des erreurs métaphysiques des théoriciens d'avant-guerre : pour eux, il y a réellement deux sortes de fortification : la *permanente* et la *passagère*. Elles sont spécifiquement distinctes, ont des vertus propres qui ne sauraient être confondues et qui tiennent sans doute à la vertu des mots. C'est ainsi que Gilbert écrit : « A Épinal, il faut raser (encore !) les forts de la rive gauche, en effectuant par contre des travaux de *passagère* sur la rive droite, vers les Aydoiles... » Il veut donc établir dès le temps de paix, c'est-à-dire à titre *permanent*, une fortification qu'il appelle cependant *passagère*. Il ajoute d'ailleurs : « Les barrières de la Meuse, de la haute Moselle, de la trouée de Valdieu subsisteraient à l'état de lignes *passagères*. » Il conçoit donc sérieusement que ces barrières dont il vient de montrer les inconvénients et les dangers deviendront brusquement inoffensives et même utiles, du fait qu'on les appellera *passagères* au lieu de *permanentes*.

Comme tous les écrivains de son école, Gilbert éprouvait, d'ailleurs, un singulier « malaise en présence de cette machinerie vaste et compliquée » que vont devenir, il le pressent, les forteresses modernes, et où, dit-il, « l'homme tient si peu de place »... Et voilà où l'on prend, encore, sur le fait le vice radical et le réel danger de l'abstraction clausewitzienne. Esclave de cette abstraction, Gilbert ne voit pas qu'en réalité, ces machineries, ces « grandeurs matérielles » ne sont rien, *n'existent pas*, sans l'homme qui multiplie par elles sa puissance totale, qui les a imprégnées de son génie créateur et va les animer de sa force morale. A suivre aveuglément Clausewitz, on arrive à cette conclusion inouïe que l'homme n'est rien là où, plus qu'ailleurs peut-être, par son intelligence, sa volonté, son courage, il est tout...

Il est encore une erreur que Gilbert a probablement le premier formulée, c'est qu'on ne doit pas compter sur le concours des réserves pour la guerre de campagne : « Qu'on

nous permette, écrit-il, une comparaison familière à Clausewitz. L'armée est comme une lance dont les troupes de campagne figurent la pointe, les troupes de remplacement, d'étapes, le bois. Pourvu que la pointe pénètre, le bois suivra toujours. Il faut donc donner au fer toute la masse possible afin qu'il s'enfonce du premier coup ; il faut aussi le tremper pour qu'il triomphe de toutes les résistances. *Qualité et nombre des troupes de campagne immédiatement disponibles, voilà l'essentiel.* »

Combien toute cette « littérature » nous paraît vide de sens, après la catastrophe : appliquer cette phraséologie de fer, de bois, de pointe de lance, de masse, de trempe à ce phénomène positif entre tous : la question des effectifs, c'est vouloir expliquer les synthèses de la chimie moderne au moyen de l'alchimie du moyen âge... Et plus d'une fois, quand j'écoute Gilbert dénigrer le lucide bon sens et la technique si précise de Séré, il me semble, en effet, que j'entende un disciple de Nicolas Flamel qui fait la leçon à Marcelin Berthelot.

***

La courant clausewitzien qui emporte le capitaine Gilbert est de ceux qu'on remonte difficilement et qui a tôt fait de vous entraîner dans une sorte de mare stagnante où bientôt la théorie deviendra dogme.

Et voici qu'avec le général Cardot, la vertu du tir, la puissance de l'armement, les propriétés du terrain, toutes les grandeurs matérielles en un mot vont être niées ; et qu'on voudra nous forcer à croire qu'elles n'ont aucune influence appréciable à la guerre.

Pour le général Cardot, toutes les fois qu'on ne se borne pas à proclamer la prééminence des grandeurs morales et à crier : *Sursum corda!* on se trouve en état *d'hérésie* lamentable. Et si l'on enseigne aux hommes à se servir de leurs engins perfectionnés, si on les initie aux effets du tir, aux nécessités du terrain, à l'organisation d'une position, si on leur apprend à profiter des couverts, à se rendre invisibles, c'est uniquement parce qu'on veut leur inculquer « la frousse ». A le montrer, Cardot met une fougue étonnante. Rentrant de Russie, où il a vécu dans l'intimité du général Dragomirof, il rapporte dans ses sacoches, avec le surnom

de *Cosaque du Kouban*, tous les dictons de ce fameux « nihilisme » militaire russe qui fermentait alors dans l'Orient slave et qui, propagé en France, y a singulièrement aggravé les sophismes germaniques de Clausewitz.

J'ai dit quelle idée se fait Cardot de l'étendue des fronts dans les guerres futures : « La plus grande bataille de 1870, 18 août, dit-il, n'avait qu'un front de douze kilomètres, celui d'Austerlitz. Mettez-en le double et vous aurez une grande, très grande bataille de l'avenir. » Faute d'imagination technique et négligeant de faire le compte des effectifs, de mesurer, sur une carte, des longueurs et des largeurs, il se trompe donc grossièrement, mais, comme Gilbert, il se trompe *ex cathedrâ*, sans aucun scrupule de conscience, avec assurance et intransigeance. Écoutez-le maintenant, quand il bafoue la technique :

« Vous allez encore vouloir tirer aux grandes distances, gronde-t-il, creuser des tranchées-abris !... Vous allez vous abîmer les yeux dans vos lunettes et vos télémètres !... Nos petits troupiers ne mordront pas à cette tactique de marchands de lorgnettes. Nous sommes devenus trop savants ! Et, à ce propos, je signalerai, comme fantassin, à la vigilance du gouvernement, l'école de pestilence qu'il entretient à grands frais au camp de Châlons. » (Il veut dire l'école de tir.) L'idée qu'on puisse se massacrer de loin, et surtout sans se voir, l'exaspère :

« Comme on va vite, dit-il, quand on met un pied dans le crime ! L'artilleur invente son tir indirect, qui consiste à tirer sur l'adversaire sans être vu ; le fantassin, renchérissant sur l'artilleur, invente son tir indirect qui consiste à tirer sur un adversaire qu'on ne voit pas ; les deux font la paire, et on assiste à ce joli spectacle : des gens qui se canardent sans se voir. L'instinct de la conservation personnelle s'est réfugié : dans le tir rapide, le tir aux grandes distances, dans l'utilisation du terrain, le défilement, dans l'ordre dispersé, etc., la paresse d'esprit, la routine dans le maniement des armes... dans la géométrie, les figures, les épures, etc., Ils sont partout, et pour endormir notre vigilance, ils ont eu l'habileté infernale de se déguiser, de se faire appeler la science et l'intelligence ! » Lorsque après les guerres du Transwal et de la Mandchourie, il fut question de l'invisibilité, de la guerre de positions, de l'inviolabilité des fronts, Cardot, si on peut dire, « fit feu de toutes parts ».

L'idée de la tranchée à contre-pente le mettait, surtout, hors de lui : « Un jour, aux manœuvres, dit-il, on nous informa que les Chinois, très malins comme on le sait, mettaient leurs tranchées sur l'autre pente, et on ajouta avec une pointe d'émotion dans la voix, que ce sale truc avait coûté la vie, au Tonkin, à plus d'un de nos camarades. Un de mes chefs me dit après l'amphi : « Vous avez compris? » Pas complètement, mais je ne me casse pas la tête ; comme cela se passait en Chine, cela doit être une chinoiserie ! »

Hélas ! on peut se demander si cette plaisanterie, qui nous paraît aujourd'hui lugubre, et toutes ces outrances « littéraires » n'ont pas eu sur le commandement français une influence considérable quand nous voyons qu'après plusieurs mois de guerre, pleins d'enseignements et de preuves, on hésite encore sur notre front à organiser les positions avec les tranchées à contre-pente, qui auraient dû être de règle après les enseignements de Port-Arthur et de Tchataldja, et qui le devinrent d'ailleurs, par la force des choses, après maintes leçons coûteuses. Il ne faut pas croire en effet que l'exubérance que Cardot mettait dans la critique et l'anathème ait empêché qu'on le prît au sérieux. Il jouissait, au contraire, d'une véritable autorité dans les milieux militaires dirigeants. Pour bien saisir la conception surannée et tout à fait chimérique qu'il se fait de la guerre, *à la veille de son échéance, et quand tous les facteurs qui vont la caractériser sont déjà connus*, nous citerons un passage de l'exorde de ses *Hérésies et Apostasies :*

...Je profiterai, dit-il, de ma préface, de mon « exorde », pour avertir le lecteur que les réformes proposées chez nous touchent aux doctrines les plus sacrées, aux dogmes, et font partie d'un plan d'ensemble qui vise bien plus haut que la destruction de la guerre et de son instrument : l'armée.

...Je me suis attaché, bien entendu, aux doctrines, aux nouveaux principes, j'y ai cherché et trouvé sans peine l'erreur, sauf à la déshabiller lorsqu'elle était déguisée, puis je l'ai montrée et je l'ai mise en face de la vérité. A l'usure successive? J'oppose... : tapez dans le tas et tâchez moyen de taper ensemble. Aux marches espacées et concentriques sur un front immense, démesuré? le beau bloc, le bataillon carré de Napoléon... Aux manœuvres tournantes, enveloppantes, astucieuses, aux belles et savantes équerres? le superbe, éternel et brutal coup droit. Aux plans de bataille élaborés dans le

silence du cabinet? les plans de bataille fabriqués sous les balles et les obus et la parole du maître : je n'ai jamais eu de plan. Au commandement à distance, par discours stratégiques et académiques, par « directives » sibyllines, ésotériques d'un Sprachkunstler? le commandement direct, à bouche ouverte, en clair du soldat... A l'invisibilité, au jeu de cache-cache? la visibilité, le jeu à découvert. Aux infiltrations souterraines? l'effraction au grand jour. Aux sauts de crapauds, dans les gouttières du terrain? la marche sur le tonnerre, tambours battants. Aux manœuvres industrieuses de l'apache, à la marche rampante de la couleuvre? la surprise, le vol de l'aigle aux deux ailes puissantes, le secret et la vitesse... A la cavalerie démontée ou infanterie montée? la cavalerie à cheval. A l'inviolabilité relative ou absolue? le massacre partiel ou complet. A la guerre de rideaux, aux combats locaux, à la débâcle, à la banqueroute frauduleuse du commandement? les beaux ensembles, les blocs superbes, le coude à coude, les hurlements du brave Hallen Zusammenschiliessen ! le cri de nos pères : « Serrez les rangs ! » Aux attaques pour rire? les attaques pour tout de bon, sans réserves d'aucune sorte... Aux variations infinies des procédés et des formes? j'oppose la fixité, la pérennité des principes...

Donc, on a mis la charrue avant les bœufs, lorsqu'on a subordonné le mouvement en avant au feu, la force morale, dont le trésor inépuisable est en nous, à la force matérielle, à la prépondérance d'une action physique dont les résultats nous échappent... A la balle qui est folle? j'oppose la baïonnette qui est sage, qui est une gaillarde... A la préparation technique, si singulièrement surfaite aujourd'hui? je superpose et au besoin j'oppose la préparation des cœurs, le *Sursum corda!* parce que ce ne sont point les canons, les fusils qui font la guerre, c'est l'homme...

Sans doute, canons et fusils ne sauraient point « partir tout seuls », mais il n'est pas moins vrai que toute cette éloquence n'a correspondu à rien de réel.

Le général Cardot, s'étant retiré avant la guerre à Nancy, a pu se convaincre de l'efficacité du tir aux grandes distances, le 1er janvier 1916, quand le premier obus de 380 tiré par les Allemands de Hampont (à 40 kilomètres) est tombé près de sa maison. S'est-il rendu compte aussi de ce que toutes ses imaginations verbales furent exactement le contraire de la véritable imagination, celle qui part des possibilités *techniques* et tâche à concevoir par avance l'événement probable, celle qui étudie le présent pour prévoir l'ave-

nir, et ne s'ankylose point sur les formes mortes du passé?

Son « tapez dans le tas » sans renseignements et sans réserves, comme il le veut, a fait piteusement faillite, abouti aux échecs sanglants de Morhange et de Charleroi. Son « bataillon carré » a dû se tapir, se terrer dans la tranchée pour n'être point détruit avant même d'avoir pu combattre. Son « jeu à découvert » a cédé la place au camouflage. Son « commandement direct à bouche ouverte », aux ordres par téléphone et T. S. F. Il n'a pas suffi qu'il ait « opposé » de façon intolérante, dogmatique, sarcastique, « l'effraction au grand jour » et « la marche sur le tonnerre, tambours battants » aux « infiltrations souterraines » et aux sauts de crapauds dans les gouttières du terrain » pour que ces infiltrations et ces sauts n'aient pas été, tout de même, pendant quatre ans, la terrible réalité... Seulement, grâce à lui et à quelques autres, on ignora de parti pris et l'on s'habitua à mépriser ces facteurs de la guerre qui s'appellent le tir, l'utilisation du terrain, le défilement, etc. En sorte qu'il fallut apprendre à s'en servir sous le feu de l'ennemi, en leçons sanglantes, qui durèrent de longs mois.

En somme, Cardot est un mystique d'une espèce redoutable. Pour lui, apprendre aux officiers et à la troupe à se servir du terrain, de la fortification, du tir, des télémètres et autres appareils de « sorcellerie » moderne, est non seulement inutile et nuisible, mais contraire, en quelque sorte, aux bonnes mœurs. C'est une diablerie. Il y a là de toute évidence un état d'esprit radicalement incompatible avec la conception positive de la guerre.

Or, qu'on la tienne pour une maladie accidentelle ou un état normal de crise, la guerre est certainement, des phénomènes humains, celui qui relève entre tous des lois de succession établies par l'observation et le raisonnement, c'est-à-dire de la méthode positive. C'est pourquoi les abstracteurs de quintessence comme Clausewitz et Gilbert et les illuminés comme Cardot y sont très dangereux.

COLONEL GROS LONG.
(PIERRE DEVOLUY.)

Stances d'Été

I. — Le bruit du dernier train...

Le bruit du dernier train s'en va dans la vallée;
Le silence en naissant souffle sur les lumières
Puis danse à pas muets sur l'herbe des clairières
Pour attirer Diane et distraire la Fée.

L'eau nocturne remplit les grands réservoirs sombres.
Le vol lourd d'un hibou chavire dans les buis.
Une vieille limace attaque un jeune lis.
L'humidité vernit la panse des concombres.

La rose la plus noire est, dans l'obscurité,
Comme la source où dort l'âme des nuits sans lune.
Un renard doucereux assassine une à une
Les poules qui dormaient dans l'âcre poulailler.

II. — La branche de tilleul.

Le tilleul a perdu l'autre nuit une branche;
Le vent qui voyageait l'a rompue en passant.
Regarde-la : cette belle blessée épanche
Un parfum qui paraît couler comme du sang.

Chaque petite fleur crépite et semble vivre,
Offrant son miel suprême à l'abeille alléchée;
Tout l'essaim s'enhardit, se dépêche, s'enivre
Dans les plis vert et or d'une robe de fée.

Les femmes, tout à l'heure, apportant des corbeilles,
Récolteront les fleurs en riant de plaisir;
Puis, lentement, sous le grand arbre qui la veille,
La branche de tilleul finira de mourir.

III. — L'enfant d'un an...

L'enfant d'un an dort sous les branches
Entre l'abeille et le pinson;
L'enfant de vingt ans sur ses manches
Veut coudre en riant un rayon.

L'héliotrope et la verveine
Tissent dans l'air de fins réseaux
Qu'anime une invisible veine
Lourde d'un sang aux parfums chauds.

Une caravane d'insectes
Traverse l'allée et revient
Sans se mêler aux autres sectes
Qui traversent un peu plus loin.

Les lis profonds sont des asiles
Où des frelons, soûls et repus,
N'ont plus le dessein d'être agiles
Et carrent deux gros corps velus.

Chez la voisine on fait des gammes
Auxquelles un lointain bruit d'eau
Qu'arrachent à l'étang deux rames
Répond comme un adroit écho.

L'enfant qui dort ouvre la bouche;
Près d'elle, attendant son réveil,
La bonne fait sécher des couches
Sur la pelouse, au grand soleil.

L'enfant qui coud penche la tête
Et donne sa nuque à l'azur
Qui profite de cette fête
Pour devenir encore plus pur.

L'après-midi d'été dévide
Son long chapelet d'heures d'or.
Ah! comme il semble léger, vide,
Le cœur, quand le bonheur y dort!

IV. — **L'hésitant soir d'été.**

L'hésitant soir d'été s'engage dans la chambre.
Il colore de bleu les draps du grand lit frais.
Tes peignes, sur le marbre, ont l'air de roses d'ambre
Au pied du miroir rond où nagent tes secrets.

Du parquet moins brillant monte l'odeur des nattes.
Les fauteuils sont pensifs et les gourmands coussins
A l'ombre lasse et molle offrent leurs écarlates.
Deux rayons avisés baisent tes escarpins.

Ne poussons pas encor la fragile fenêtre.
Entends : c'est un clairon. Il s'éloigne. Voici
Que le chant d'un oiseau, le rossignol, va naître.
Les crapauds des buissons s'interrompent. C'est lui.

On ne doit pas parler quand le rossignol chante.
Fermons plutôt les yeux. Quand nous les rouvrirons,
Nous distinguerons mieux, dans l'ombre grandissante,
Les suprêmes clartés du faîte des maisons.

Mais les fleurs de la nuit tombent sur les villages.
La phalène commence un parcours négligent;
Et, devant le coffret garni de coquillages,
Le clair de lune rit sur tes brosses d'argent.

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

Le Paysan français et la Révolution de 1789

Du nombre des légendes les plus accréditées sur l'ancien régime, celle de la misère du paysan est sans doute la plus tenace. Pour tous ceux qui ont étudié l'économie rurale de la vieille monarchie, le milieu du dix-huitième siècle apparaît, au contraire, comme une époque de large aisance et d'indiscutable prospérité. Si l'histoire officielle ne se hâte point d'enregistrer ce fait, c'est qu'il l'obligerait à redresser toute sa doctrine et à convenir que les véritables causes de la Révolution ne sont pas celles qu'elle s'obstine à enseigner. Certes, l'erreur devra, peu à peu, plier bagage, mais la démonstration complète sera longue ; elle exigera de ceux qui l'entreprennent une constance voisine de l'héroïsme. C'est, en effet, par l'infiniment petit qu'il faudra procéder : seule, l'étude patiente de chacune de nos provinces, district à district et même village à village, permettra de reconstituer la figure vraie de la France avant 89.

En attendant que ce vaste ensemble apparaisse dans ses imposantes proportions, il n'est pas interdit de tenter d'en dégager quelques-unes des grandes lignes. C'est d'une des provinces où ce travail a été jugé le plus difficile parce que les documents conservés y sont plus rares, le Dauphiné, que nous tirerons nos principaux exemples. Dans le lamentable soulèvement qui, à l'aurore de la Révolution, dévasta le Viennois, les livres de reconnaissance des droits seigneuriaux,

les fameux « terriers », ont en effet presque tous été détruits. Mais on s'est félicité trop tôt de cette disparition et l'on s'est trop hâté surtout d'en conclure que le paysan gémissait sous le « poids intolérable des droits féodaux ». M. Pierre Conard, qui n'a pu se dispenser de soutenir à son tour cette thèse, a dû reconnaître lui-même des faits qui la démentent et confesser que, loin d'être plus misérables que les autres, les ruraux de cette province étaient, au contraire, des favorisés : « En Dauphiné, pays de franc alleu, la maxime *nulle terre sans seigneur* n'avait pas cours. Les champs des roturiers pouvaient n'y être assujettis à aucun titre féodal... La forme de tenure ordinaire n'était pas la « censine », mais l' « emphytéose », comme en Provence, légère redevance chargée de rappeler (au paysan) qu'il avait reçu sa terre, pour lui et ses descendants, à charge de la défricher. »

Ainsi la redevance était légère, plus légère que dans la plupart des autres provinces. Si M. Conard avait tenu à donner des précisions, il l'eût pu sans doute sortir des archives mêmes de l'Isère, qui sont moins indigentes qu'il ne l'a pensé. Sans doute, les terriers du dix-huitième siècle sont rarissimes, mais ceux du seizième et du dix-septième siècle sont encore en nombre suffisant et leur vétusté n'est pas une raison de les récuser, car on sait que beaucoup d'entre eux restèrent en vigueur jusqu'à la Révolution ou que ceux qui les remplacèrent ne firent, en général, que les reproduire, les reconnaissances nouvelles étant, presque toujours, calquées sur les anciennes. En outre, les livres de compte ou de reçus tenus au dix-huitième siècle par les collecteurs de terriers — dont nous avons été assez heureux pour retrouver quelques spécimens — peuvent parfaitement tenir lieu des terriers eux-mêmes. Il n'est donc pas impossible d'évaluer d'une manière précise les charges du paysan dauphinois, jusques et y compris les droits féodaux, et c'est tant pis pour ceux qui ont cru devoir, sans plus ample informé, les déclarer « écrasantes ». Certes, à première vue, il pouvait paraître simple ou, du moins, conforme à une logique simpliste, que la province qui s'était le plus violemment prononcée pour la Révolution, qui en avait même salué les débuts par une véritable jacquerie, dût être également celle où les paysans étaient les plus pauvres, les plus foulés, les plus exploités de toutes manières. Mais la vérité est absolument opposée : nous le montrerons par des faits et des chiffres indiscutables.

Il faut donc chercher une autre explication et cette nécessité, on le sent, est grosse de conséquences : ce sont les véritables causes de la Révolution qu'il convient de dégager, ce sont elles qu'il faut tirer de l'épais nuage de déclamations et d'erreurs volontaires ou involontaires qui les a jusqu'ici enveloppées.

A défaut même des terriers, le seul examen des cadastres, — qui, eux, n'ont pas été détruits, — en montrant l'étendue de la valeur des biens du paysan, eût dû faire écarter la légende de sa misère. Car partout, en Dauphiné, comme en Provence et en Languedoc, le paysan était un homme libre et un propriétaire ; et il l'était probablement dès l'antiquité la plus haute, du moins dans les lieux les plus anciennement cultivés, les vallées et les plaines. Peu à peu, ce domaine primitif s'était accru aux dépens de la forêt, que les descendants des colons gallo-romains attaquèrent avec une ardeur et une constance inlassables jusqu'à la faire, sur certains points, entièrement disparaître. Il fallut au dix-huitième siècle une ordonnance royale édictant des peines sévères pour arrêter ces travailleurs opiniâtres et conjurer le péril du déboisement, que la Révolution devait ensuite laisser renaître.

Dans la région montagneuse, les cadastres remontent souvent jusqu'au seizième siècle ; dans la plaine, ils datent du dix-septième ou, au plus tard, du commencement du dix-huitième. Il est peu de communes qui n'aient pas conservé le leur. Ces précieux registres avaient pris, sous Louis XIV, le nom caractéristique de *parcellaires*, qui indique bien l'extrême division de la propriété. Partout, en effet, le territoire était profondément morcelé entre nobles et roturiers, ceux-ci souvent possesseurs de terres dites nobles, et les nobles parfois, quoique plus rarement, acquéreurs de terres roturières. Entre tant de villages à peu près semblables, nous nous sommes arrêtés à celui de Gillonnay, près de la Côte-Saint-André, d'abord parce que l'évolution de la propriété y a été particulièrement typique, ensuite parce que nous avons pu suivre cette évolution jusqu'à son stade le plus récent. Le parcellaire y date de 1702. A cette époque, sur les 2 744 sétérées (1) ou 1 378 hectares de son territoire, les nobles ne possédaient plus qu'environ 500 hectares ; les roturiers, au nombre considérable de 310, comprenant tous

(1) La sétérée valait 50 ares 21 centiares. Elle est encore d'usage courant.

les chefs de famille et beaucoup de « forains », se partageaient déjà le reste. Sur 1 630 sétérées de terres taillables, ils en possédaient 1 620 ; sur 1 114 sétérées de terres nobles ou exemptes, ils en avaient acquis 116. Ici, dès le règne de Louis XIV, le paysan détenait donc plus de la moitié du sol, exactement 63 pour 100. Au cours du dix-huitième siècle, le mouvement s'accélère et, lorsque la Révolution éclate, la noblesse ne possède plus que deux ou trois pièces de vigne. Les deux châteaux, avec la ferme attenante, ont été vendus à des bourgeois qui, d'ailleurs, perçoivent les droits féodaux ; tout le reste, soit plus de 400 hectares, est allé aux paysans, qui sont ainsi devenus maîtres de plus de 1 250 hectares sur 1 378.

Le cas de Gillonnay, pour exceptionnel qu'il fût, n'était pas unique : certains autres villages du Viennois, Charancieu, Jameyzieu, les Abrets, plus favorisés encore, n'avaient jamais connu de seigneurs. Et si, dans d'autres communes, la noblesse, soit ancienne, soit plutôt renouvelée, conservait des terres plus ou moins vastes, il n'en était du moins pas une où le paysan n'eût réussi à se tailler sa large part. Cette situation n'était pas particulière aux provinces du Midi : elle était devenue générale, au dix-huitième siècle, dans toute la France. Si, du Dauphiné, on passe à une région très éloignée et très différente sous tous les rapports, l'Orléanais, on est amené à faire les mêmes constatations. Les rôles des vingtièmes, ou plutôt du dixième, pour l'année 1734, dans la petite ville de Saint-Benoît-sur-Loire, montrent que tout le monde y était propriétaire. Ici, c'était une célèbre abbaye bénédictine qui, primitivement, avait détenu tout le territoire : elle ne conservait plus, au dix-huitième siècle, que quatre métairies ; des bourgeois ruraux ou des cultivateurs notables avaient acquis les autres. Le reste de la population, soit 340 chefs de famille, petits exploitants, vignerons, marchands ou artisans, se partageaient 333 arpents de terre, 327 arpents de vigne, 73 arpents de pré ; 296 possédaient, soit une maison, soit, tout au moins, une partie de maison. Il n'est pas jusqu'aux manœuvres qui ne furent propriétaires. Sur quatre habitants mentionnés comme exerçant cette humble profession, l'un, Jean Beaudouin, possède une maison et un jardin ; le deuxième, Vincent Boutroux, un quartier (1)

(1) Un quart d'arpent.

de vigne ; le troisième, Pierre Chaudron, un arpent de terre et un demi-arpent de vigne ; le quatrième, Louis Lhuillier, une maison, un demi-arpent et un quartier de vigne.

Ce bourg du Val-de-Loire nous présente une image assez fidèle de l'ancienne France. Necker déclarait en 1789 qu'il y avait « une infinité de propriétés rurales ». Young penchait à croire qu'elles formaient le tiers du royaume : « Ce serait déjà notre chiffre actuel, ajoute Taine, et l'on trouve encore, à peu de chose près, le chiffre actuel si l'on cherche le nombre des propriétaires comparé au nombre des habitants. » Partout, en effet, où le paysan n'était pas propriétaire dès l'ancien régime, ou ne l'était que dans une chétive mesure, partout où la majeure partie de la terre lui échappait, dans les régions de grands domaines, la Bresse, le Morvan, la Sologne, l'Ile-de-France, la Flandre et presque tout le Nord, il ne l'est pas aujourd'hui encore ou ne l'est devenu que dans une faible proportion.

Un régime dont l'effet de plus en plus sûr et de plus en plus rapide était de transférer la terre au paysan, — si bien que celui-ci n'a pu, depuis, accroître sensiblement sa part, — était-il donc si défavorable aux habitants des campagnes et devait-il nécessairement s'attirer leur hostilité?

II

Mais, dit-on, si le paysan a fait la Révolution, c'est moins pour acquérir la terre, puisqu'il l'avait déjà, que pour la dégrever de ses charges et de ses servitudes. Examinons donc quelles étaient ces charges, spécialement dans cette province du Dauphiné qui, dans l'atmosphère embrasée, brandit les premières torches.

Le parcellaire de Gillonnay était aussi le registre de la taille. En face de chaque terre s'inscrivait le chiffre de la contribution à laquelle l'avaient taxée les consuls et les élus des trois ordres. Par les mutations et substitutions notées en marge, nous voyons que ces chiffres sont restés en vigueur jusqu'en 1772, peut-être au delà. Les fonds se divisent en deux catégories, ceux qui sont taillables et ceux qui sont nobles, ou exempts. Les 1630 sétérées de fonds taillables (819 hectares) étaient taxées à 433 livres 14 sols 1 denier ; les fonds nobles, 1114 sétérées (560 hectares), à 336 livres,

mais ceux-ci ne payaient, en général, que le dixième, puis à la fin du dix-huitième siècle, trois vingtièmes, soit 15 pour 100 de cette somme, c'est-à-dire un peu plus de 50 livres. Les roturiers bénéficiaient d'ailleurs de cette exemption, d'abord pour 60 hectares, puis, aux environs de 1780, pour 560 qu'ils avaient successivement acquis des nobles.

Les 310 propriétaires de Gillonnay ne payaient donc en 1702, pour leurs terres taillables, que la somme de 433 livres, soit une livre 6 sols par tête et 10 sols par hectare. A ce principal, il fallait ajouter, il est vrai, les accessoires, la capitation, l'impôt des routes et les vingtièmes. D'après Taine, l'ensemble des trois premiers impôts s'obtient en multipliant le chiffre de la taille par 2,53. Nous arrivons ainsi à 3 livres 10 sols par tête et une livre 5 sols par hectare. Les vingtièmes représentent une addition d'environ une livre par hectare, ce qui fait 2 livres 5 sols, et un peu moins de 6 livres par tête. Tel était donc l'ensemble des charges royales : six livres d'impôt pour une moyenne de deux hectares et demi de terre.

C'est quelque chose assurément, ce n'est pas cependant l' « écrasant fardeau » dont on a parlé. Parmi ceux qui ont propagé ou répété ces exagérations, on a le regret de trouver Taine. L'illustre auteur des *Origines de la France contemporaine* a dit trop de vérités — et de trop éclatantes — sur l'ancien régime comme sur la Révolution pour que l'on ne relève pas les erreurs de détail qu'il a pu commettre. Comment obtient-il les charges énormes qu'il allègue, comment l'ensemble des charges royales eût-il atteint 53 pour 100 du revenu net du paysan? Observons-le, ses calculs ne s'appuient pas sur les chiffres précis de la taille effectivement payée par les personnes ou par les terres, ils ne se fondent que sur les affirmations des cahiers du Tiers, rédigés, comme on sait, en 1789, au milieu de l'effervescence générale. Ces réclamations passionnées se gardent bien de citer les chiffres réels des impôts, elles établissent une proportion, éminemment arbitraire, entre la taille et le *revenu net* présumé du contribuable. Ce revenu consiste, selon Taine, dans la moitié du produit brut. D'après ce système, qui est celui des économistes, la moitié de la récolte doit revenir au paysan, « part inviolable de laquelle on ne peut rien distraire sans le ruiner ». Elle représente « l'intérêt du capital primitif qu'i a mis dans son exploitation, bestiaux, meubles, outils, ins-

truments aratoires ; en second lieu, l'entretien annuel de ce même capital, qui dépérit par la durée et par l'usage ; en troisième lieu, les avances qu'il a faites dans l'année courante, *semences, salaire des ouvriers, nourriture des animaux et des hommes; en dernier lieu, la compensation qui lui est due pour ses risques et ses pertes* ».

Ainsi, cette première moitié comprend non seulement tous les frais, la nourriture et l'entretien du paysan, mais jusqu'à la rétribution de son capital et la compensation de ses risques. L'autre moitié est donc du bénéfice pur, de beaux écus au soleil. Quand les charges royales prélèveraient 53 pour 100 de ce bénéfice, elles seraient assurément lourdes, elles ne seraient pas encore intolérables. Mais nous sommes bien loin de cette proposition, même dans les cas cités par Taine. L'illustre historien a confondu ici le *revenu net* d'une terre avec sa *valeur locative*. Or, chacun se rend compte qu'à cette dernière valeur il est juste et naturel d'ajouter le bénéfice du fermier, bénéfice sans lequel il ne se chargerait pas de la terre. D'après Quesnay, la valeur locative, ou part du propriétaire, représentait seulement le cinquième du produit brut. Si l'on veut trouver le revenu net véritable d'une terre affermée, il convient donc de doubler au moins son prix de location.

Dans l'Ile-de-France, par exemple, la valeur locative de l'arpent étant en moyenne de dix livres, comme l'arpent dans cette province ne valait que 32 ares, le revenu net pouvait être estimé non à 30, mais à 60 livres par hectare, estimation très modérée si l'on songe qu'un hectare ensemencé en blé pouvait rapporter jusqu'à 500 livres de revenu brut. Admettons qu'en Ile-de-France, pays d'élection, le contribuable payât deux fois plus d'impôts qu'en Dauphiné, pays d'États, doté de très anciens privilèges, c'est-à-dire la valeur de 5 livres par hectare au lieu de 2 livres et demie : le pourcentage des charges royales, sur un revenu net de 60 livres, atteindrait donc 8,3 pour 100 et non pas 53 pour 100. Nous n'oublions pas que les chiffres initiaux desquels nous sommes partis sont ceux de 1702 et que, depuis, les impôts avaient beaucoup augmenté. Sous Louis XVI, ils avaient passé de 283 à 476 millions de livres. En supposant, pour mettre les choses au pire, que cette augmentation ait eu pour effet de doubler ses charges, le paysan de l'Ile-de-France n'eût encore payé que 16 pour 100 et non pas 53 pour 100 de son revenu net.

La charge de l'impôt retombait-elle tout entière sur le paysan, comme on l'a dit et comme Taine lui-même l'a répété? Le paysan était-il, suivant l'expression de l'illustre écrivain, « le mulet de l'ancien régime »? Eh bien ! non. Là encore, on a considérablement exagéré. L'exonération totale de la noblesse et du clergé est une légende, comme celle de la misère des paysans. Nous avons retrouvé les comptes de la principale famille seigneuriale de Gillonnay, la très ancienne maison de Bocsozel de Montgontier, qui, par les femmes, descendait en ligne directe de Bayard. Nous voyons que, dans la première moitié du dix-huitième siècle, elle payait : 1° sa part des tailles royales et de celles du pays ; 2° les vingtièmes ; 3° la capitation. M. de Montgontier versait en 1732 aux consuls de Gillonnay 7 livres 10 sols (soit le dixième de la somme de 71 livres de taille auxquelles ses biens étaient estimés) ; à ceux de Nantoin, 5 livres 8 sols sur la taille royale et 16 livres 15 sols sur les rôles des trois ordres ; à ceux de Champier, 38 livres 19 sols ; à ceux d'Eydoche, 15 livres 13 sols ; à ceux de Saint-Didier-de-Bizonne, 7 livres 10 sols ; enfin à ceux de Saint-Hilaire, 65 livres. Il payait en outre pour sa capitation 68 livres, soit, en tout, 217 livres 15 sols d'impôt.

Son oncle, messire François de Bocsozel de Montgontier, qui était à la fois d'Église et de robe, prieur de Saint-Nicolas-du-Mottier, près de Gillonnay, et de Vif, près de Grenoble, et en même temps conseiller-clerc au Parlement du Dauphiné, payait : 1° pour le dixième de ses gages au Parlement, qui étaient de 900 livres, 90 livres ; 2° pour sa capitation, 255 livres 15 sols ; 3° pour la capitation de ses domestiques, 10 livres 15 sols ; 4° pour les décimes, abonnement et don gratuit de ses deux prieurés, 717 livres, en tout 1 010 livres d'impôts. Si l'on compare cette somme aux revenus qu'elle frappait, on voit que les nobles et les ecclésiastiques étaient, à peu de chose près, aussi lourdement atteints que le paysan.

III

Outre les impôts royaux, la masse rurale devait, il est vrai, acquitter les droits féodaux et la dîme. Mais était-ce là un surcroît de charges intolérable, comme on n'a pas craint de l'affirmer? Le lecteur va en juger. Tout d'abord, on le sait,

en Dauphiné, pays de « franc alleu », certains villages n'avaient point de seigneur. Dans quelques autres, les terres défrichées sur les bois de la couronne échappaient à toute redevance. A Gillonnay et dans une vingtaine de communautés riveraines de l'ancienne forêt de Liers, près de 2 000 hectares devaient bénéficier de cette franchise. Il y avait en outre de gros bourgs comme Voiron, la Tour-du-Pin, Bourgoin, Saint-Jean de Bournay, la Côte-Saint-André et environ cinquante à soixante villages, anciennes possessions delphinales, qui n'avaient pas d'autre seigneur que le roi. Dès 1642, la couronne avait aliéné ou, plus exactement, « engagé » le cens qu'elle retirait de ces fiefs à divers particuliers qui en avaient reçu le nom d' « engagistes » et dont certains finirent, du reste, par se considérer comme les véritables seigneurs. Toutefois, le cens, fixé par des terriers immuables, ne changea pas, et il était extrêmement faible, presque insignifiant. Nous le connaissons par le terrier royal de Voiron, qui a été conservé à la bibliothèque de Grenoble, où M. Conard aurait pu le consulter. Les redevances, qui étaient exigibles tantôt en argent, tantôt en nature, mais souvent en argent, étaient en moyenne de deux deniers pour une demi-sétérée (un quart d'hectare). Un hectare ne payait donc que huit deniers, c'est-à-dire moins d'un sol de cens !

Gillonnay faisait partie du mandement de la Côte-Saint-André, qui dépendait du « domaine de Sa Majesté » et avait été engagé au marquis de Ville de Sillans. En dehors du cens royal, la revision des feux de 1701-1702, que M. Conard s'est borné à citer, relate que « plusieurs seigneurs directs exigeaient des rentes dans cette communauté, avec les lods au sixième denier ». Nous sommes à même de préciser, car parmi les comptes du principal de ces seigneurs, qui était, on le sait, M. de Montgontier, nous avons retrouvé le livre de recette du collecteur de ses terriers. En 1730, l'héritier direct des anciens sires de « La Bastie-Gillonnay », car tel était au seizième siècle le nom du village, ne conservait plus que seize emphytéotes, ce qui montre que la plupart de ceux-ci s'étaient déjà rachetés, comme un édit rendu sous Louis XIV leur en avait donné le droit sur les sièges assujettis restant. M. de Montgontier percevait au total 13 quartaux 2 coupes un quart de froment, 10 quartaux un tiers de coupe de seigle et une livre 10 sols en numéraire. Le quartal

correspondait au boisseau, ou douzième partie du setier, qui valait lui-même 240 livres ou 156 litres. Cette petite mesure représentait donc moins de dix kilos de grain, et la coupe était la sixième partie du quartal. Le total des droits prélevés par le seigneur de Gillonnay montait ainsi à 230 kilos de céréales, dont la valeur en numéraire était, d'après le calcul fait aussitôt par le tuteur du jeune seigneur, de 43 livres. Dans huit autres villages des environs, M. de Montgontier touchait, sous forme de froment, seigle, avoine, blé noir ou de « gellines » (poules), la valeur de 155 livre 5 sols 10 deniers. Des neuf communautés sur lesquelles elle conservait encore des fiefs, cette ancienne et très noble famille ne retirait donc pas 200 livres, desquelles elle devait encore céder la moitié au collecteur ou au fermier de ses terriers. Comme ses impôts montaient, nous l'avons vu, à 217 livres, il s'ensuit que ses rentes féodales représentaient à peine la moitié de ses charges !

Entre nobles et paysans les droits féodaux n'étaient donc pas une cause nécessaire d'antagonisme. Même en 1789, nul ne contestait sérieusement la légitimité des droits qui se fondaient à l'origine sur une concession de terre. Le bail ou tenure par emphytéose n'était pas plus injuste ni plus oppressif en soi que le bail à ferme et il était beaucoup plus avantageux pour le paysan, puisque, en fait, il lui transférait la propriété. La rente était plutôt une marque de suzeraineté qu'une redevance, voilà pourquoi elle était perçue en nature. Il fallut surexciter l'amour-propre du paysan et lui représenter ce léger tribut comme une humiliation pour que l'idée lui vînt de s'insurger contre cette prétendue servitude. Ce que la Révolution se mit à flétrir comme un reste de barbarie, la grande démocratie américaine l'avait conservé comme une conséquence naturelle du droit de propriété. Les premiers concessionnaires de la terre, nantis d'immenses espaces, en cédaient des parcelles aux nouveaux arrivants contre une redevance très faible, mais perpétuelle, soit en nature, soit en argent, presque toujours quelques *bushels* de grains. Mme de la Tour du Pin, qui fuyait la Terreur, trouva implanté, dans la jeune et libre Amérique, cet usage immémorial de la vieille France.

La preuve que cette taxe ou, comme on disait alors, ces « devoirs », n'étaient pas iniques en principe ni intolérables en fait, c'est que même lorsque la Révolution eut éclaté, les

campagnards honnêtes et sensés n'en demandaient pas la suppression, mais seulement la réforme. Nous trouvons à ce sujet, en Dauphiné, un document capital : c'est le mémoire qu'à la date du 3 mai 1789, c'est-à-dire à l'ouverture des États généraux, en pleine fermentation anarchique, alors que déjà l'on se préparait à « fricasser » les terriers, la communauté de Paladru adressait au roi. C'est un véritable projet de redressement des droits seigneuriaux, avec suppression des abus que leur perception avait fini par engendrer. Aux phrases simples et terre-à-terre, aux idées pratiques exposées dans cette requête, on reconnaît l'œuvre directe de cultivateurs et de fermiers soucieux d'arriver à un arrangement équitable et non pas d'avocats enflés de verbe et nourris de métaphysique comme les rédacteurs de telles autres protestations que M. Pierre Conard a complaisamment reproduites.

Les gens de Paladru signalent en détail les exactions commises par les « terristes », c'est-à-dire les hommes d'affaires des seigneurs. Ils ne se plaignent pas que la rente soit trop lourde, ce qui serait ridicule ; ils disent que les mauvaises années, celles où l'on manque de grain, il est difficile de la payer en nature, et ils demandent à la payer en espèces : « Dans la juste confiance que ses sujets ont en la bonté du roi, il sera très humblement supplié de vouloir bien, par un édit à jamais irrévocable, fixer en argent le prix des rentes en grains, du moins celles que le seigneur ou le terriste n'établira pas venir par tradition réelle des fonds, sans que l'ancienneté de reconnaissance puisse y suppléer, parce qu'on ne saurait douter que plus des trois quarts des rentes n'aient un titre vicieux... »

Ici, les campagnards tendent naturellement à laisser planer le doute sur la cession originelle de la terre. Cette tendance pouvait se comprendre dans bien des cas, lorsque de nombreuses générations séparaient celle qui avait reçu le fonds de celle qui devait payer la rente. Comment, d'autre part, le seigneur eût-il pu prouver la cession de la terre, si ce n'est en montrant la reconnaissance qu'en avait faite l'ascendant parfois lointain du tenancier? De là l'irritation des paysans contre ces fameux terriers, qui établissaient la réalité d'une dette dont le souvenir s'était parfois perdu. Cependant, les gens de Paladru sentaient bien que leurs exigences étaient, sur ce point, excessives, puisqu'ils

offraient de payer, même dans les cas douteux, et qu'ils se bornaient à demander la substitution du paiement en numéraire au paiement en nature.

Ils en prennent un peu trop à leur aise, toutefois, quand ils proposent de fixer le prix du quintal à 24 ou 30 sols, alors que le prix moyen était au moins de deux livres, mais ils ajoutent, pour s'excuser, qu' « il est peu de nobles qui en tirent davantage, étant donnés les frais de perception », ce qui est tout à fait exact. Afin d'éviter les frais de justice, les requérants demandent enfin « que les propriétaires de terriers ne soient obligés qu'à un simple commandement pour toutes les rentes reconnues depuis moins de quarante ans, après lequel commandement l'emphytéote pourrait être contraint au paiement de la rente dans un délai de quinze jours ».

Ce document aussi curieux que précis fixe non seulement les sentiments des populations rurales à l'égard des droits féodaux, mais les moyens justes et pratiques de régler les différends auxquels ils donnaient lieu. Il eût été simple d'accepter le paiement en numéraire, qui convenait aussi bien au seigneur qu'à ses vassaux. La sagesse commandait en outre de renoncer au caractère perpétuel de la rente et de faciliter le rachat à tous ceux que liaient des reconnaissances par trop anciennes. Ce fut, d'ailleurs, le rachat des droits féodaux et non leur suppression, que la Constituante vota dans la célèbre nuit du 4 Août.

IV

Ce n'était donc pas sous le faix des droits féodaux que les campagnes pouvaient succomber. Après la dîme qui, en Dauphiné, se payait au vingtain, c'est-à-dire à raison d'une gerbe sur vingt et une, ils représentaient à peine la valeur de nos centimes départementaux et commerciaux. Lorsqu'ils eurent été supprimés, les charges du paysan ne s'en trouvèrent nullement allégées, bien au contraire. C'est un fait qu'en général on ignore, ou qu'on dissimule publiquement : la Révolution, loin de diminuer, augmenta les impôts qui retombaient alors presque en entier sur la classe rurale. Le campagnard, qui pensait être dégrevé, fut cruellement déçu et moins de trois ans après 89, il regrettait l'ancien régime.

Un chercheur érudit, qui a longuement fouillé les archives départementales et communales de l'Isère, et qui n'est, d'ailleurs, nullement hostile à la Révolution, M. Marius Riollet, en a découvert des preuves nombreuses et convaincantes : « Les municipalités, dit-il, d'après les documents originaux, ne savaient comment « apaiser les plaintes du peuple, calmer les habitants, qui étaient aux larmes et aux cris ». Cessieu, le 18 septembre 1790, n'a pas payé ses tailles. Saint-Chef, Rochetoirin, Saint-Jean de Soudin, Cessieu encore, sont, le 15 frimaire an II, blâmés pour leur négligence. Les proclamations, les belles phrases, se heurtent à l'inertie générale. Les réclamations furent fréquentes et vives. Certains émirent des protestations énergiques et déclarèrent qu'ils ne paieraient pas, et que si l'on voulait les y forcer, ils « feraient une révolte ». Le conseil du district de la Tour-du-Pin laisse échapper, le 7 janvier 1793, un aveu caractéristique : « *Déjà*, dit-il, *ces hommes semblent regretter l'ancien régime.* » La situation était encore pire dans les trois autres districts du département puisque, le 22 pluviôse an III, la commission des revenus nationaux était réduite à leur proposer en exemple le district de la Tour-du-Pin ! Si l'on songe que le Dauphiné avait marché à l'avant-garde de la Révolution, ce désenchantement profond est des plus édifiants.

En supprimant les dîmes, la Constituante n'avait pas pris garde qu'elle supprimait par là même un revenu important des pauvres. La misère dans les villes, à la Tour-du-Pin, à Bourgoin, devint si grande que, dès 1789, se posa le problème de nourrir la population indigente. Des rixes éclataient chaque hiver à la porte des boulangeries : « Les gueux, pourchassés par le froid et la faim, assiègent la prison », écrit en 1791 le lieutenant de maréchaussée de Bourgoin, M. de Rivals. Il fallut imposer les habitants riches et créer peu à peu un bugdet nouveau, celui de l'Assistance publique.

Plus tard, l'application de la loi du maximum sur les grains suscita de véritables soulèvements, notamment le 20 frimaire an III à Vézeronce. Les paysans, charroyant le blé la nuit, le faisaient passer en Savoie, par le pont de Beauvoisin. Lorsque l'on saisissait un délinquant, ce qui était rare, il protestait avec véhémence, tel le nommé Comte, de Saint-André-la-Palud, qui, amené devant le conseil du

district de la Tour-du-Pin, ne craignit pas de regretter tout haut l'ancien régime et de déclarer que l'on était moins gêné naguère par les douanes de Lyon et de Valence. Lorsque la Convention, changeant de méthode, crut devoir faire appel au sentiment, ou, comme on disait alors, à la « sensibilité » des habitants des campagnes, leur représentant que c'était leur devoir de ravitailler leurs frères des villes, elle s'attira cette réponse typique : *Lur frâre son lu frâre et lu liâ son lu liâ* (1).

Le service militaire obligatoire fut une surprise bien autrement désagréable pour les ruraux. C'était une servitude que la monarchie leur avait laissé ignorer. On a bien allégué les milices, mais jamais leur contingent annuel, pour la France entière, n'avait dépassé 12 000 hommes ; tous les hommes mariés en étaient exclus et les autres cas d'exemption étaient nombreux.

On ne peut oublier, du reste, que les milices avaient été entièrement supprimées, dès le début du règne de Louis XVI, et qu'en proposant au roi cette utile réforme, le comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre, l'avait justifiée par le fameux précepte, depuis trop méconnu : « Pour former une armée, il ne faut pas détruire une nation. »

Après l'enthousiasme fugitif de 1791 et de 1792, lorsque l'on vit revenir les premiers volontaires « hâves, couverts de blessures, les vêtements déchirés, sans souliers, inspirant l'horreur », la réquisition dut remplacer les enrôlements et chacun chercha à s'y soustraire. Il y eut des résistances tantôt sourdes et tantôt ouvertes. Les réfractaires et les déserteurs étaient légion. En messidor an III, Kellermann dut prescrire une nouvelle levée « pour remplir les vides que la continuelle désertion des citoyens de la première réquisition laisse dans les bataillons de l'Isère ».

Le nouveau régime ne supportait donc pas la comparaison avec l'ancien. La Révolution n'avait pas donné au paysan plus de terre qu'il n'en possédait, et cette terre, elle l'avait plus lourdement imposée. A l'impôt en argent, elle avait ajouté l'impôt du sang. Les lois eurent, en outre, pour effet de morceler la propriété à l'infini et de détruire le bien familial. Pour constater ces déplorables effets, il suffit de

(1) Les frères sont les frères et les liards sont les liards (l'argent). Le liard valait trois deniers, soit le quart d'un sou.

comparer le cadastre de la même commune au dix-huitième siècle et au vingtième. A Gillonnay, par exemple, en 1702, on comptait 6 propriétaires roturiers possédant de 20 à 30 hectares. En 1780, après la vente ou la dispersion de tous les biens des nobles, il y en avait certainement davantage. Il n'y en a plus aujourd'hui qu'un seul ; encore est-ce par la réunion exceptionnelle sur une seule tête des biens de plusieurs familles, réunion qui ne se maintiendra pas. Aussitôt après ce favorisé, qui dispose de 53 sétérées, et les possesseurs des deux châteaux, les chiffres s'abaissent à 26, 25, 22 et 20 sétérées, c'est-à-dire de 13 à 10 hectares. Toute une bourgeoisie rurale qui florissait au temps de Louis XVI a disparu ou bien est retombée dans l'universelle médiocrité. Il y a aujourd'hui 803 propriétaires inscrits au cadastre et le village ne compte que 157 chefs de famille. Le reste se compose, soit des frères, sœurs, beaux-frères ou autres membres de la même famille vivant ensemble, soit de forains, habitants des villages voisins surtout, au nombre de plusieurs centaines, ou bien de gens ayant quitté le pays. Chaque petit propriétaire exploitant ne dispose en moyenne que de trois à quatre hectares, prés, vignes et bois compris, le tout disséminé en petites parcelles de 20 à 25 ares, souvent moins, et presque toujours situées à de grandes distances les unes des autres, ce qui amène d'énormes pertes de temps. Les lois sur l'héritage, qui paraissaient justes en principe, ont donc, en fait, détruit la propriété familiale en l'émiettant et, pour ainsi dire, en la pulvérisant.

Par une conséquence indirecte, elles ont amené la dépopulation. Pour éviter le partage du bien, on s'est résolu à ne plus avoir qu'un enfant et on y a trop souvent réussi. C'est ainsi que la population, qui était de plus de 800 âmes au début du dix-neuvième siècle, est descendue à 577. Sur 174 maisons, il y en a maintenant 21 inhabitées qui, peu à peu, tombent en ruines. Où sont les familles de l'ancien régime, où est cette fécondité merveilleuse qui, de 17 millions d'habitants en 1715, fit passer la France à 24 millions en 1789?

Dans quelles conditions précaires le paysan reste-t-il aujourd'hui sur ses dix à douze parcelles éparpillées d'un bout à l'autre de la plaine? On s'en rendra compte lorsqu'on saura qu'en 1914, la plupart des terres étaient hypothéquées et qu'il n'y avait peut être pas un propriétaire sur dix qui

fût sans dettes. La guerre a changé cette situation en permettant une purge momentanée, mais déjà, pour le petit cultivateur, c'est-à-dire aujourd'hui la condition générale et uniforme, la vie redevient aussi difficile qu'auparavant. Souvent, plutôt que de végéter sur son lot dérisoire, il se déracine, il se rend à la ville grossir les flots ouvriers. Les jeunes filles vont travailler aux usines de tissage mécanique. La terre se dépeuple donc de deux façons : par la réduction volontaire des naissances et par l'émigration vers les cités. Elle se dépeuple enfin d'une troisième manière qui n'est pas la moins radicale : par les guerres. De 1914 à 1918, un petit village comme Gillonnay n'a pas compté moins de trente-cinq morts. Sur le quart de la population totale et plus de la moitié de la population masculine enlevée à la terre, vingt-cinq pour cent sont partis pour ne plus revenir. Et cette proportion est atteinte, parfois dépassée dans les communes voisines. Jamais, à aucun moment de l'histoire, ce pays n'avait subi pareille saignée.

V

On peut donc le dire sans hésitation et sans crainte d'erreur : les campagnes n'avaient aucun intérêt à renverser l'ancien régime. Plus on remontera aux sources, plus on rassemblera de faits, plus on en trouvera de preuves. Mais est-ce donc dans un but intéressé qu'elles ont fait la Révolution ou qu'elles s'y sont associées? Nullement, et là encore il faut rompre avec l'opinion reçue. Jamais le paysan, s'il eût été laissé à lui-même, ne se fût insurgé et ceux qui vinrent dans sa chaumière lui mettre les armes à la main n'étaient pas des hommes de sa classe, mais des représentants de la classe supérieure, de la bourgeoisie. Nous avons à cet égard le témoignage d'un homme qui, après avoir été l'un des acteurs de la Révolution, lui survécut assez pour porter sur ses causes un jugement impartial. Rœderer, dans un mémoire qui lui avait été demandé en 1828 par le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, s'exprimait ainsi : « *C'est l'opinion de la classe moyenne qui a donné le signal aux classes inférieures. C'est la révolte de l'opinion qui a fait éclater l'insurrection des souffrances, et c'est la souffrance de l'amour-propre qui a fait éclater celle des intérêts réels...* Le premier motif de

la Révolution n'a pas été d'affranchir les terres et les personnes de toute servitude et l'industrie de toute entrave ; ce n'a été ni l'intérêt de la propriété, ni celui de la liberté. Ça été l'impatience des inégalités de droit alors existantes, ça été *la passion de l'égalité... Les servitudes de la propriété rurale, les entraves de l'industrie dans les villes ont été secouées par le peuple, moins comme onéreuses que comme injurieuses; et il n'est villageois si grossier qui ne se soit plus réjoui d'en voir finir l'humiliation que d'en retirer les profits.* »

L'amour-propre surexcité par la passion égalitaire, qui fait ressentir au paysan comme une humiliation et une injure la remise d'un boisseau de froment, voilà la cause de la Révolution dans les campagnes. Si, suivant un mot connu, il fallut « apprendre au paysan qu'il était malheureux », il fallut lui apprendre aussi qu'il était outragé. Et quel fut cet instituteur, ce metteur à vif de plaies insoupçonnées? Ce fut le bourgeois qui, non satisfait d'être devenu plus riche et souvent plus éclairé que le noble, souffrait de n'être pas au premier rang des honneurs et de la considération, et qui aspirait, en un mot, à gouverner le pays. Ce fut le bourgeois qui mobilisa le paysan et l'ouvrier, qui arma la « canaille », quitte à la faire massacrer dès qu'elle compromit ses intérêts.

Le prêche égalitaire éveillait en Dauphiné des passions très anciennes. La fin des guerres de religion avait été marquée dans cette province par une véritable guerre sociale qu'il avait fallu noyer dans le sang. La jacquerie de 1789 ne s'explique bien que par celle de 1580. Il faut lire dans Chorier ce lamentable épisode : « Les révoltés publiaient ce qui s'était fait autrefois dans la Suisse et qu'il en fallait imiter la politique qui ne reconnait pour noble que celui qui est bon citoyen », passage à rapprocher de celui de Montluc sur les tendances révolutionnaires et spoliatrices des protestants de Gascogne.

Deux siècles plus tard, les mêmes principes, le thème égalitaire flanqué du dogme de la souveraineté du peuple, reviennent de Suisse, prêchés par le Genevois Rousseau. Les mêmes effets se produisent, mais cette fois le pouvoir est affaibli, il hésite ; les hautes classes corrompues ou aveuglées restent passives, lorsqu'elles n'encouragent pas la révolte. Les faits le montrent : la jacquerie de juillet-août 1789 ne fut déchaînée que pour déborder l'autorité royale et l'amener à capituler. En Dauphiné, les bandes armées ne s'ébran-

lèrent qu'après le renvoi de Necker et la prise de la Bastille, sur des mots d'ordre venus de Paris et dont certains avaient été lancés par le « sage Mounier » lui-même. Comme en 1580, ce sont des gens de loi, d'obscurs praticiens, des notaires, presque tous enrichis pourtant par les ventes et la paperasserie seigneuriale, qui prennent la tête des paysans timides et ignares. On fait croire à ces hommes simples que c'est le roi qui veut l'égalité, la suppression de tous les privilèges. On ne craint pas même de commettre dans ce but des faux impudents. D'après le procès-verbal rédigé le 4 Août par M. de Lemps, les pillards « avaient avec eux des étrangers qui avaient des imprimés signés du roi et de M. Necker, qui leur permettaient de saccager les châteaux et de brûler les terriers des seigneurs. J'ai aperçu que le bruit de ces faux imprimés, que le peuple a cru vrais, a fait une forte impression sur l'esprit de nos gens ». Tous les contemporains remarquèrent que les paysans n'agissaient pas d'eux-mêmes, qu'ils étaient « menés » : « Un pouvoir occulte et mystérieux dirigeait les événements et se montrait partout sans qu'il fût possible de connaître son origine. » C'est ainsi que, du 20 juillet au 8 août furent dévastées quatre-vingt-deux demeures seigneuriales. Beaucoup de scènes de vandalisme se déroulèrent aux cris de « Vive le roi » !

Il est difficile d'imaginer plus de crédulité et d'aveuglement de la part des menés, de ruse et de fourberie de la part des meneurs. C'est une masse en partie excitée par la passion politique, en partie ignorante et trompée que les agitateurs poussèrent au sac des châteaux ; elle ne s'y précipita pas d'elle-même, ivre d'une haine longtemps contenue, comme on s'est plu à le raconter. La conclusion, très claire, c'est que le paysan n'éprouvait nullement le besoin d'une révolution : ce besoin lui fut suggéré par des ambitieux d'une autre classe. Il fut l'agent et ensuite la victime, d'autres furent les bénéficiaires. Si, comme les théoriciens socialistes l'ont depuis longtemps démontré, la Révolution, loin d'avoir favorisé l'ouvrier, a méconnu ou lésé tous ses intérêts, elle n'a pas davantage favorisé le paysan, bien que l'opinion contraire ait jusqu'ici prévalu et règne encore.

PAUL BALLAGUY.

Le Catalan de la Manche [1]

VI

CETTE prise de contact avec le client — qui est ce que peut avoir de plus sacré quiconque possède une clientèle — ne fut pas, comme on le pense bien, du goût d'Ignace. Celui-ci croyait qu'il est bien certain que l'homme, en qualité d'homme, ne doit pas jouer aux jeux clandestins, mais il pensait aussi qu'en tant que cafetier on peut avoir la prérogative, sinon de jouer, du moins de tailler. Cependant, il comprenait au fond que le Catalan ne manquait pas de raison ; aussi se contenta-t-il de lui dire de ne plus monter à la salle de jeu et de ne pas trop se hâter à bouleverser les traditions. Dans le chemin de l'évolution, on peut procéder par étapes. Il faut agir avec calme. Ceux qui avaient attendu tant de siècles la lumière de la rédemption en rongeant leurs chaînes pouvaient bien attendre encore un peu et... que diable ! quand viendrait l'heure, lui, Ignace, libre-penseur éprouvé et conséquent avec lui-même, serait de ceux qui donneraient le signal et l'on verrait la besogne qu'il accomplirait.

Le Catalan ne fut pas convaincu, mais il ne pouvait faire autrement que d'approuver Ignace. Il était sous le coup d'un mandat d'arrestation. Quoique l'appréciation des événements de Barcelone se fût si bien transformée dans un sens libéral, que ce qu'on avait d'abord appelé « actes de vandalisme » avait été qualifié ensuite de « semaine

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 août 1922.

tragique » et, enfin, de « semaine glorieuse », et que nombre de ceux qui, loin d'y prendre part, étaient restés couchés, commençassent à se vanter d'en avoir été, il était encore imprudent de se compromettre en faisant des discours et de la propagande active.

Pour dire la vérité, personne n'avait encore fait attention à lui ; il ne suscitait aucun soupçon. Les gens de Cantalafuente ne se souciaient en rien des choses de la politique. Les champs, la moisson, le battage du blé, la pluie, le soleil, l'épidémie des ânes les préoccupaient plus que toute la sociologie, et en les entendant dire un « à la garde de Dieu » à tous les incidents de la vie, le Catalan pouvait comprendre qu'un long temps passerait avant qu'il pût les réveiller.

Mais il les réveillerait ! Tonnerre du ciel ! oui, il les réveillerait. A coup de livres ! A coups de meetings ! A coups de poings intellectuels ! Dût-il s'entêter à cette œuvre jusqu'à l'heure de la mort ! Dût-il se sacrifier, souffrir le martyre, périr de soif, il ne resterait pas un seul Manchègue dont il n'ouvrirait les yeux à la lumière ! Non à la lumière du soleil de la Manche, qui brûle et ne pénètre point, mais à celle du soleil de la Bibliothèque philosophique.

S'il devait lui arriver d'être isolé, il irait chercher des hommes, il en construirait même, qui se joindraient à lui pour empoigner le levier, le grand levier. Déjà, autour des tables de ce café, il en avait remarqué quelques-uns qui avaient des tendances libérales et qui l'aideraient à porter la croix de la rédemption jusque sur l'autel de la justice. Il connaissait l'hôtelier, cet hôtelier au vin méthodique, qu'on appelait M. Prepedigno, et qui, dans une conversation avec lui, avait insinué que, hors l'hôtellerie où il ne voulait aucune espèce de controverse (car c'était un lieu qu'il tenait pour sacré et où les bêtes comme les gens devaient manger avec une tolérance mutuelle et un respect pour tous les modes de penser), il était si libéral et bienfaiteur du peuple qu'il était toujours prêt à aller de l'avant quoi qu'il en dût coûter. Il connaissait l'alcade, un Manchègue pareil aux autres, nommé Thérèse bien qu'il fût un homme, qui, en dehors de la maison municipale (où il voulait de l'ordre, un ordre parfait, sinon il briserait son bâton d'autorité sur l'échine de quiconque ne marcherait pas droit), il était disposé à proclamer... n'importe quoi, car, grâce à Dieu, il était homme et ne croyait à rien ni à personne. Il connaissait le président de la *Lyre agricole* qui voulait que, dans le cercle qu'il avait l'honneur de présider, tout se passât conformément au règlement parce que, sans règlement, nul cercle ne peut fonctionner, mais ne croyait, une fois hors de l'établissement, qu'à l'anarchie, mais à une anarchie méthodique et bien comprise. Il connaissait le médecin : quand il voyait un malade sur le point de trépasser, il avisait la

famille et, s'il le fallait, le patient, afin que celui-ci ne quittât pas le monde comme un invertébré sans se mettre en règle avec la loi de Dieu ; mais avec les gens bien portants, il était non seulement libre-penseur, mais encore anti-penseur. Le Catalan avait fait la connaissance d'autres hommes, tant de science que de charrue, qui avaient des tendances vers l'Idée et qui, l'heure venue, pour l'aider à l'accomplissement de sa tâche, briseraient les chaînes sous le poids desquelles ils étaient encore oppressés.

Pendant qu'il explorait les battements du cœur de ce peuple qu'il se proposait de délivrer, il ne se souciait guère de sa famille, car les pasteurs de multitudes oublient toujours le troupeau de la maison ; la famille menait son petit train sans se soucier de son maître, puisque les agneaux sont toujours un embarras pour les rédempteurs. Le garçon, Joanet, déjà moins sauvage, s'était lié d'amitié avec Nati, la fille du cafetier. Assis tous deux sur la margelle de ce puits de Samaritaine qui donnait à boire aux choux, parlant, elle, un castillan qu'il n'entendait qu'à moitié, et lui, un catalan qu'elle ne parviendrait jamais à comprendre, ils caquetaient et ressemblaient à deux hirondelles qui, sur un fil télégraphique, se donneraient des explications sur les terres et les choses qu'elles avaient vues, puis reprendraient leur vol. Le vol consistait à courir dans le potager et à ne pas y laisser un chou entier. Faustino, celui de la guitare, qui l'avait protégé sur la place, était devenu tellement l'ami du fils du propagandiste qu'il venait le chercher chaque matin et ne le ramenait que le soir ; il s'était si bien acclimaté aux jeux des enfants de Cantalafuente qu'après avoir passé la journée à lancer la balle d'un mur à l'autre ou à jouer à la course de taureaux, il ne rentrait à la maison qu'à l'heure du dîner, et tout couvert de poussière. La mère, la pauvre Carmen, bien qu'elle fût réservée, bonne ravaudeuse et prudente, n'en était pas moins femme, et comme femme elle aimait à s'occuper des fourneaux ; et c'était, chaque fois, un motif de discussions avec la femme du cafetier, en comparaison desquelles les discussions que peuvent avoir les politiciens sont choses risibles. La cuisine catalane et celle de Castille s'affrontaient, entraient en conflit. Chacune voulait faire ses plats et les vantait au détriment de ceux de l'autre. Ce n'était plus une cuisine, mais un bassin régionaliste.

Naturellement, le Catalan ne voyait ni ne comprenait rien, et s'il s'était avisé de quelque chose, il ne s'en serait pas soucié. Celui qui porte une mission n'accorde aucune importance aux femmes, pas même à la sienne propre. Pour les réformateurs, les femmes ont toujours été une charge, ou un lest dont on peut se débarrasser quand il devient gênant. Ce n'est pas de la foule des femmes que partiraient

les cris du salut. Les cris viendraient de plus haut quand ceux d'en bas s'attacheraient comme des plantes grimpantes à la poutre de la rédemption. Et lui, il tenait sa vue fixée sur les *revendicables,* sur ces hommes dans l'attente de l'Antéchrist qui leur donnerait la main et les arracherait de l'ornière.

Et l'Antéchrist ne dormait pas ; il était tout à sa besogne. Pour tenir sa promesse, il ne mit pas une seule fois les pieds dans la caverne du jeu ; mais, au bout de deux ou trois semaines, ne pouvant rien contre les joueurs, il s'en prit aux buveurs.

Quand les clients lui demandaient de l'eau-de-vie, ils n'échappaient pas au sermon :

— De l'eau-de-vie? leur disait-il. Boire de l'eau-de-vie? Ne savez-vous donc pas que l'alcool est la mort de la raison? Ne savez-vous pas que c'est une arme entre les mains du bourgeois pour affaiblir le prolétariat? Ne voyez-vous pas que c'est un poison et qu'en vous abstenant d'en boire vous vous fortifiez et vous cultivez votre volonté?

Et, naturellement, ces buveurs, en présence du cas si étrange de ce garçon de café prêchant l'abstinence de ce qui faisait vivre l'établissement, supposèrent que le Catalan voulait leur bien en les prévenant non contre le fait de boire, mais contre l'eau-de-vie de la maison qu'il devait savoir falsifiée ; ils se laissaient convaincre à moitié. Ils ne renoncèrent pas à la boisson, ah ! ça, jamais ! Mais ils allèrent continuer de boire à la taverne voisine.

Quand il en eut dégoûté un certain nombre de l'eau-de-vie de son compagnon, il enfourcha un autre dada, et se mit à parler d'une coopérative : « Le café est cher, le sucre est cher. C'est la faute de l'intermédiaire..., — le cafetier exploitant le consommateur, — tandis que si vous vous unissiez pour former une coopérative, vous diminueriez vos maux. »

S'ils ne voyaient pas clair non plus dans cette histoire de coopération, ils comprirent qu'on les exploitait, et quelques-uns changèrent de café.

Le Catalan ne s'arrêtait plus. Il n'était pas encore l'ami de tous les clients, mais il ne devait pas tarder à le devenir, car c'étaient de vrais démocrates. Il leur faisait avaler tous les mots que ne cessent de répéter les journaux de la chevalerie sociale ; il n'était question que de droits, de syndicats, de conscients et d'inconscients. Bref, il en dit et fit tant qu'Ignace dut intervenir pour l'empêcher de vider complètement le café et de le mener à une ruine complète.

Il advint qu'un après-midi on vit apparaître un soldat, enfant de Cantalafuente, qui était rentré au foyer pour achever de se remettre

d'une blessure gagnée à la guerre contre les Mores et devait bientôt retourner au régiment.

Le teint brun qu'il tenait de sa nature avait été poussé au noir par le soleil d'Afrique. Il portait l'uniforme militaire, et de ses espadrilles sortaient ses pieds sans chaussettes, bruns et tors comme deux sarments arrachés du sol.

Il était suivi de huit ou dix compagnons tous plus jeunes que lui et, comme lui, enfants du peuple et ils éprouvaient tant d'admiration pour ce soldat qui était des leurs, qui arrivait de là-bas, de ce là-bas lointain où on allait avec un bateau et un fusil, qu'ils ne trouvaient pas de mots pour s'exprimer ; ils le touchaient, lui donnaient des bourrades, ils se le passaient de main en main, ils lui offraient autant de verres qu'il pouvait en prendre et ils le faisaient asseoir au milieu de tous comme un saint Roch.

Il n'expliquait rien de ce qui lui était arrivé là-bas chez les Mores ; mais sa maigreur et une balafre sur le côté du front en disaient suffisamment : un coup de sabre, dans le désert ; des heures de soif en plein soleil ; un mois d'hôpital ; deux de congé chez lui, dans sa maison où il trouvait plus d'amour que de bons aliments. Et à chaque instant on lui faisait apporter un verre.

Le Catalan qui prenait feu pour des motifs de moindre importance, voyant qu'on célébrait la venue du soldat au lieu de prendre le deuil à cause de lui, s'approcha d'eux..., et l'éclat eut lieu.

— C'est avec des larmes, leur dit-il, que vous devriez recevoir un enfant du peuple qui vient de donner son sang pour les hommes qui vous oppriment.

— Bois donc, bois ! lui répondit-on.

— Ne comprenez-vous pas que la guerre est un crime? continua-t-il comme s'il n'avait pas entendu. Il ne devrait pas y avoir de guerre !

— Mais s'il y en a, que faire?

— Que faire, dites-vous? Protester ! Vous unir tous, et jeter vos armes.

A ces derniers mots, tous partirent d'un grand éclat de rire qui fit trembler les deux miroirs et l'escalier en colimaçon conduisant à la salle des jeux clandestins.

— Et si on nous fusille? dit l'un des jeunes hommes toujours riant.

— Qui?

— Les soldats.

— Et s'il n'y avait pas de soldats?...

— S'il n'y en avait pas... bien sûr... Mais il y en a. Cela s'est toujours vu et nous le verrons toujours. C'est ainsi. Si le peuple n'est

pas officier, c'est que les officiers ont étudié, et nous... donc... nous...

— Vous pourriez étudier.

— Je veux bien. Mais où?

— A l'école. On a toujours du temps pour s'instruire.

— Et qui ferait le battage du blé, qui bêcherait la terre et s'occuperait du bétail?

— Le bétail, ce sera nous, tant que nous ne jetterons pas les armes.

— Qu'est-ce que cela signifie? dit le soldat.

— Pour qui luttons-nous? je vous le demande, fait le Catalan en le dévisageant.

— Je ne sais pas. Pour le... je ne sais... Pour la patrie.

— Il n'y a pas de patrie!

— Comment! Il n'y en a pas?

— Il ne doit pas y en avoir. Il n'y en aura pas. Il n'y aura que l'humanité! Tous frères! Une seule famille!

— Allons, assez! dit le soldat qui comprenait qu'il ne devait pas écouter de pareils propos. Je ne puis entendre de tels raisonnements : la discipline me l'interdit.

Ce mot de discipline mit le Catalan hors de lui; et alors il fit une friture manchègue dans laquelle se mélangèrent au milieu des cris et dans une même écuelle la patrie, la solidarité, les drapeaux, l'honneur, les syndicats, l'idée, les droits de l'homme, si bien que le cafetier accourut comme pour éteindre un incendie. Il demanda pardon à la clientèle et dit au Catalan :

— C'en est assez, à la fin! J'ai à causer avec toi, tout de suite. Ah! par exemple! Faire des barricades jusque dans mon propre domicile!

Comme la chose paraissait devoir prendre des proportions sérieuses, ils ne voulurent pas avoir cet entretien dans le café; aussi, quand le travail fut terminé, ils s'en allèrent, en suivant la route, jusqu'à la sortie du village.

Une fois à l'endroit par où passait le ruisseau, près du moulin, profitant des huit pans d'ombre que donnait la verdure des quatre arbres dont nous avons parlé, ils s'assirent, et Ignace dit :

— Écoute. Ce que je vais te dire est sacré, et je ne voudrais pas que tu te fâches.

— Parle.

— Je crois que tu te rends certainement compte que la vie que nous menons ne peut continuer. Je t'ai recueilli dans ma maison qui était déjà assez remplie, et tu es en train de me la vider. Il n'y a plus moyen de vivre à la cuisine. Ta femme est une personne tranquille, la mienne également, mais dès qu'elles sont ensemble on entend leurs cris de la rue. Ton Joanet et ma Nati, chacun séparément, sont des

anges, mais ensemble, dans le jardin, ils brisent tout, si bien qu'il sera bientôt nu et plat comme une aire à battre le blé. De toi et de moi, n'en parlons pas ; nous avons l'Idée qui nous unit, mais je crois que nous la perdrions en vivant ensemble. Je pense, mais toi, tu pratiques, et c'est dans ma maison que tu pratiques ; or, je suis d'avis que la révolution ne doit pas venir d'en haut, et pour moi, ma maison est en haut. Enfin, pour peu que tu prêches encore, tu me laisseras mon établissement plus vide qu'un bahut de pauvre.

— Égoïsme ! Ce n'est que de l'égoïsme ! répond le Catalan. Je parle où je puis ; partout où on a besoin de moi.

— Où on a besoin de toi... d'accord ; mais comme je suis un convaincu, je n'ai pas ce besoin.

— Mais eux, oui.

— Mais ils finiront tous par abandonner mon café, et s'ils s'en vont, je serai réduit à la mendicité. Il n'est pas juste que l'homme convaincu paie la vaisselle cassée par ceux qui sont à convaincre.

— Que veux-tu dire par là? demanda l'autre en changeant de ton. Parle clairement ! Veux-tu dire que je te dérange? Que tu en as assez de moi? Que je suis une cause d'embarras?

— T'en aller, non ! Mais il faut te chercher du travail. Je veux dire que tu dois te mettre au travail.

— Où? Travailler, c'est tout ce que je demande. Ne sais-tu pas que j'estime que le travail est ce qui donne le plus de dignité à l'homme? Mais où? je te le demande. De quel métier?

— Que sais-je, moi? Du tien, de celui de mécanicien. De celui de meunier. N'es-tu pas meunier?

— Pour sûr, je le suis. Mais où trouver un moulin dans ce pays?

— Un moulin comme tu le voudrais, il n'y en a peut-être point ; cependant, j'en vois un ici qui peut-être te conviendrait.

Le Catalan regarda le moulin qui dans le calme de cette heure avait des ailes immobiles, et il répondit :

— Celui-là, il est mort.

— Il semble mort, faute de corde ; mais tu pourrais lui en donner.

— En louant le vent, hein?

— En louant la rivière.

— Que veux-tu dire avec ta rivière?

— Je ne suis pas mécanicien, mais il me semble qu'il y a là une chute d'eau ; du moment qu'il y a de la force, il y a de la vie, et avec une roue ou une turbine, ou toute autre chose que tu pourras imaginer...

Le Catalan, dont le cerveau venait d'être traversé par un éclair, comprit aussitôt ce que voulait dire son ami. C'était une révélation. Ses yeux étincelèrent comme des miroirs au soleil.

— Allons vite au moulin, dit-il.

Sans attendre de réponse, pareil aux papillons qui vont se brûler les ailes où ils voient une lumière, lui, avec la lumière de la pensée, il courait vers les ailes en disant des mots incohérents : progrès, rénovation, aurore, idéal, avenir — géants de l'imagination — comme, jadis, l'autre grand visionnaire.

VII

Avant de poursuivre notre histoire et de te voir déguisé par le progrès, arrêtons-nous un instant sur la route pour nous découvrir devant toi comme devant une croix de borne et te dire notre admiration, ô moulin sacré de la Manche !

Laisse que nous nous signions devant toi et que nous vénérions tes cheveux blancs, tes ailes blanches et tes murailles blanches, ô sphinx muet de la pampa ! O tour de l'hommage de notre pain quotidien, ô vaisseau ancré à la terre ! Oiseau du désert ! Rose du vent ! Horloge de ciel et d'azur ! Et laisse-nous songer au passé qui marque ton front plein de rides !

Combien as-tu vu passer de choses du haut du tertre de cette plaine ! Combien de tes fils as-tu vus s'éloigner ! Combien as-tu vu passer de voyageurs, et toi, avec tes ailes, tu ne les as pas suivis ! Tu leur as fait un signe d'adieu de tes bras qui tournaient sans trêve avec un amour maternel ; tes six bras sont bannières qui n'ont jamais cessé de faire des adieux. Mais tu attendais leur retour, toi qui, outre un navire à voile, es le chêne enraciné dans le cœur de ta vieille Espagne ! Tu penses, ô moulin paternel, que tant que tu resteras en Castille tes fils retourneront à ton ombre quand ils seront fatigués de poursuivre des songes et des aventures, car tu es la tradition, et la tradition veut que le lieu du berceau soit celui de la tombe ; aussi, de même que tu les salues à leur départ, tu es le seul à les recevoir lorsqu'ils reviennent dans ces plaines désertes !

Sans toi, ô moulin, il y aurait beaucoup de villages si sombres, si éteints que leurs habitants ne sauraient où ils sont. Et toi tu tournes et tu es le phare, tu es le minaret qui leur indique la sainte route du retour. Et encore que la vieillesse te ronge, que tu t'effrites en poussière, que des pans se détachent de toi, les effilures de tes ailes ne sont pas des guenilles de pauvres, mais des pennons brisés par les batailles du temps ; et à force d'être rongé, tu es comme un parchemin enroulé

qui meurt de noblesse sans changer de place. Une bannière clouée sur l'écusson de la Manche.

...Et maintenant, ouvrons au Catalan et, au nom du progrès, au nom de ses livres de chevalerie, pardonnons-lui l'audace de vouloir lui infuser la sève du mal de la civilisation. Encore que cela semble impossible, le Catalan, comme l'autre visionnaire, l'a pris pour une apparition fantastique ; mais si, autrefois, ces phénomènes servaient à faire peur aux enfants et aux âmes simples, aujourd'hui, quand on en trouve un, on le montre à la foire ou on lui pose des machines sur le ventre.

Donc, notre Catalan, suivi d'Ignace, entre dans le moulin dont la porte était ouverte.

Le moulin n'était pas grand et en y pénétrant on était saisi par une odeur de farine rance et de vieilles poutres, celle qu'auraient les siècles si des senteurs s'en exhalaient. Une barre énorme, du haut en bas, soutenait une rangée de poutres de toutes dimensions qui le faisaient ressembler au cellier d'un vaisseau ou à l'engrenage des boiseries de la cage d'un clocher dont la cloche serait une meule.

Le Catalan, en bon meunier qu'il était, eut assez d'un coup d'œil pour comprendre le mécanisme, le profit qu'on pouvait en tirer et tout ce qu'il fallait ajouter pour réaliser son projet. Il vit la meule, la chute d'eau, les courroies et les engrenages et tout ce qui donnerait vie à cette masse que le vent faisait mouvoir maintenant, mais comme un corps mort. Non seulement il vit les muscles qui animeraient cette machine, mais son imagination sans cesse en éveil eut la révélation de la transcendance que son œuvre était capable d'avoir pour la révolution sociale. Si l'affaire marchait bien, comme il en était sûr, aussitôt qu'elle serait mise en train, d'autres suivraient, et soit par l'eau, soit par la vapeur, soit par la force électrique, on munirait de moteurs tous les moulins de la Manche ; au moyen d'amortissements, plus tard, ces moulins deviendraient la propriété du peuple ; ils moudraient de la farine pour tous ces pauvres gens qui, actuellement, ne mangeaient presque pas. Après les moulins, ce serait le tour des terres, des maisons et de tout le reste. Son enthousiasme était si grand qu'élevant les bras en l'air, comme des ailes de moulin, il aurait voulu embrasser toute l'humanité ; ne trouvant que le cafetier à sa portée, il l'étreignit contre son cœur en criant : « Enfin, j'ai une barricade ! »

A peine eut-il poussé ce cri qu'on entendit une voix disant : « Qui m'appelle? » et de derrière un tas de bois sortit un homme boiteux suivi de trois ou quatre chats.

C'était Frascuelo ; le cafetier le reconnut aussitôt.

— Que fais-tu là? lui demanda-t-il.

— Je dormais.

— C'est là que tu dors?

— C'est mon domicile.

Cette rencontre et ce propos étaient bien imprévus. Ils savaient que le moulin appartenait à un de ces seigneurs portant l'habit à grandes basques, à ce seigneur du palais que personne n'avait jamais vu, mais ils ne pouvaient supposer qu'il eût un locataire et encore moins que celui-ci fût Frascuelo.

Ce Frascuelo, tout le monde le voyait aller par les auberges et les tavernes, demandant un verre de vin, mais personne ne savait où il couchait.

Comme nous l'avons déjà dit, la passion pour les taureaux et le jeu de la cape, les suites d'une chute et une blessure mal soignée l'avaient laissé boiteux pour le reste de ses jours. Mais il n'avait pas perdu ses habitudes. Avec une cape de lustrine qui lui servait de ceinture, tout boiteux qu'il était, il enseignait aux *aficionados* les différentes phases et les mouvements périlleux de la course : comment on manie la cape, comment se fait une *véronique*, toute la hardiesse et la courtoisie qu'il faut pour amener le taureau au point voulu et lui enfoncer l'épée au bon endroit, selon les règles de l'art ; et comme, grâce à Dieu, les *aficionados* ne manquaient pas dans la région, il avait toujours du vin autant qu'il pouvait en désirer, et il le gagnait bien. On le traitait de niais, mais il ne l'était point. Ce qu'il avait, lui, c'était une véritable haine pour tout ce qui est travail ; il aurait mieux aimé mourir de faim que d'aller battre le blé. Son infirmité lui servait d'excuse, mais s'il eût eu les deux jambes valides, il les aurait employées à fuir les endroits où l'on travaille ; il pouvait se vanter — et il le faisait — de ce que, depuis cinquante ans qu'il avait l'usage de la raison, il ne s'était jamais courbé pour cueillir un épi ou un brin d'herbe. C'était un caractère, un tempérament, et il avait aussi une idée bien différente de celle de notre Catalan, mais qui, après tout, était une idée, l'idée que la vie, qu'on travaille ou non, arrive à son terme, que celui qui a vécu le mieux perd le plus en la perdant, et que toutes les chairs se réduisent en cendres, celles des laborieux comme celles des fainéants.

Quand il le vit sortir de son refuge, le Catalan, qui ne le connaissait pas, fut plus stupéfait qu'au cours de la semaine glorieuse. Avec sa culotte courte, sa cape aux raies rouges qui lui couvrait le ventre, sa jaquette si mince, si étroite sur un gilet décolleté montrant les os de la poitrine et les bouts d'un scapulaire à la place de la chemise, avec sa *coleta* pendant sur la nuque comme la queue d'une souris

blanche, et ses yeux si petits, son nez si court et sa bouche si grande, Frascuelo lui paraissait un torero sorti d'un *ex-voto.*

Ignace qui le connaissait déjà lui fit des questions :

— Tu dis que c'est ici ton domicile?

— Là où l'on dort on est chez soi.

— Et le maître te laisse faire?

— Qui parle d'avoir un maître? Les hidalgos comme moi n'ont pas de maître, réplique Frascuelo avec une dignité de pauvre. Est-ce que, d'aventure, je ferme la porte? Le moulin n'appartient-il pas à tout le monde?

— Pas encore, fait le Catalan.

— Pourvu qu'on m'y laisse tranquille avec mes chats, reprend le boiteux avec un clignement d'yeux, peu m'importe qu'il ait un propriétaire : c'est mon propre bien.

Et il s'étendit sur le sol.

— Y a-t-il longtemps que tu vis ici? demande Ignace.

— Il y a si longtemps, voyez-vous, que je ne sais pas si c'est moi qui l'ai vu naître ou si c'est lui qui est né avant moi.

— Et tu travailles beaucoup?

— Moi, travailler? répond le boiteux en regardant les deux hommes comme s'ils fussent tombés de la lune. Pour qui me prenez-vous? Travailler? Et pourquoi?

— Pourquoi? Pour gagner ta vie et être digne des droits de l'homme.

— Ces droits-là ne doivent pas être pour un boiteux, dit Frascuelo en montrant sa jambe. Pour ce qui est de gagner sa vie, comme jusqu'à maintenant j'ai continué de vivre, cela prouve que je l'ai gagnée. Quant à ces droits que vous dites, je ne sais ce que c'est, mais je m'en doute un peu... eh bien ! je ne suis ni un nègre ni un paysan. J'étais né pour les taureaux, et malheureusement ils m'ont estropié ; mais qu'on m'en amène un boiteux, et, les conditions étant ainsi égalisées de part et d'autre, vous verrez lequel sera le plus fort et gagnera le plus de terrain.

Là-dessus, il se lève, déroule la cape, la tend par-ci, la tourne par-là, se démène comme pour provoquer le taureau et convertit en un toril ce moulin, cet autel du travail qui devait régénérer le peuple.

Le Catalan, offensé non pour lui mais pour l'autel, lui dit, tout déconcerté :

— Écoute, illettré : qu'est-ce donc qui fait marcher ce moulin?

— En voilà une question ! Tiens ! C'est le vent.

— Et qui y place les toiles?

— Les toiles? Moi.

— Pour travailler.

— Vous y revenez encore ! Non, ne parlez pas de travail ; le mot seul me met de mauvaise humeur. J'y mets les toiles pour tuer le temps. Parce que cela m'amuse de voir tourner les ailes ; pour me donner de l'air, pour qu'elles me servent d'horloge, parce qu'elles réjouissent ma vue. Mais s'il s'agissait de travailler, j'aimerais mieux casser une des ailes d'un coup de fusil. Figurez-vous que je suis le sonneur des cloches du moulin. Je les mets en branle et elles tournent. Les cloches sont-elles pour travailler?

— Les cloches, non.

— Le moulin non plus. Le moulin, pour moi, sert à tuer le temps, à réciter le chapelet ; à béer ; à marquer la direction du vent pour que les bergers sachent où ils vont, et pour servir de dortoir à ceux qui n'ont pas de maison.

— Mais en même temps que vous le faites tourner, ne pourriez-vous y moudre de la farine? dit le Catalan qui s'exaltait.

— De la farine? Pour qui?

— Pour ceux qui y viendraient.

— Je ne veux pas les recevoir.

— Pour vous, alors.

— Je trouve mon pain tout fait.

— Mais on vous le donne par charité, et l'homme qui a de la dignité ne doit pas demander l'aumône.

— Halte-là ! cria Frascuelo. Quoique je sois si peu lettré que je ne le suis pas du tout, et malgré ma pauvreté, je sais ce que c'est que la dignité, et si je savais où chercher les parchemins, j'y trouverais peut-être un titre de noblesse. J'ai appris à mourir de faim plutôt que de demander l'aumône à un plus pauvre que moi et je saurai mourir, quand viendra mon heure, sans me plaindre, sans user de médecines ni endommager des lits d'hôpital. La plaine est assez grande pour y mourir.

— Malheureux, tu es un résigné ! répond le Catalan, et il n'y a rien de plus honteux pour le pauvre que d'être résigné. Avec des hommes comme vous, on n'aboutit à rien. Vous êtes l'âme de ce moulin qui se contente du vent qui passe. Mais je travaillerai pour tous, et même pour vous.

Frascuelo s'était recouché. Le Catalan qui le contemplait se disait que cet homme représentait le passé, tandis qu'il était, lui, l'avenir. Son imagination commençait à tournoyer avec le moulin qu'elle créait. Il dit à Ignace :

— Allons vite voir le propriétaire.

— Le propriétaire est invisible, dit Frascuelo.

— Nous voulons dire : l'administrateur, lui répond le cafetier.

— Écoutez, fait le Catalan : si nous louons le moulin, est-ce que cela vous fâchera?

— Moi? Quelle idée!

— Où irez-vous?

— Moi? Vraiment, le lit est assez vaste, répondit-il en montrant la plaine du doigt.

— Vous ne vous en irez pas. Vous resterez avec moi, vastement, dit le Catalan. J'ai à cœur de vous régénérer ; si je vous ai offensé, pardonnez-moi mes paroles.

— M'offenser, moi! Pourquoi m'auriez-vous offensé?

Et voyant que le vent s'était levé, il ajouta :

— Je vais vous faire fête.

Il sortit et tendit une corde ; les ailes commencèrent à se mouvoir, et lui, couché face au ciel — un, deux, trois, quatre, cinq... — il comptait les coups de battant.

En aval, à l'entrée du village, sous un ciel sans ride, dans une épaisse poussière qui était la sueur de la Manche, on voyait passer les silhouettes de ceux qui retournaient du travail. Ils avaient tant peiné qu'il ne leur restait plus de souffle pour chanter, et quand un peuple ne chante pas à l'heure du soleil couchant, c'est qu'il est privé de toute allégresse.

Et le Catalan, voyant venir le crépuscule, pensait :

— L'aurore viendra, et ce moulin en sera la boussole.

VIII

Aller trouver l'administrateur, don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, n'était pas une chose très aisée. Non qu'il se refusât à recevoir n'importe qui. Au contraire : il lui plaisait que ses sujets allassent lui présenter leurs hommages. Il vivait au second étage du palais avec une vieille servante, la dame Dionisia, si réservée et si prudente que lorsqu'elle marchait sur le parquet on aurait pu dire qu'elle avait des pieds de chatte ; si délicate et si craintive que lorsque son maître la regardait, si elle se figurait qu'il était en courroux, deux larmes roulaient de ses yeux comme deux gouttes d'eau du Carmel ; et si fidèle, attachée depuis tant d'années à ce palais qu'elle se lézardait comme lui.

Outre sa servante, il avait pour lui tenir compagnie un lévrier qui,

à force de rester couché dans les coins de cette maison, avait fini par devenir goutteux. Lui-même n'en bougeait pas, il y passait toute sa vie de telle sorte que ce n'était pas vivre, mais être séquestré. Comme le général Moltke qui dirigeait la guerre de sa voiture, don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido administrait, de son fauteuil de cuir, toutes les terres qu'il n'avait point vues depuis un nombre considérable d'années et qu'il pensait ne jamais plus revoir.

Le difficile n'était donc pas de le voir, mais de s'entendre avec lui. Il en était resté au siècle d'or de l'Espagne chevaleresque, et aller demander des réformes à un homme de son âge, si arriéré, c'était demander des cerises à un chêne.

Ignace, qui savait à quoi s'en tenir, avait averti son compagnon que s'il voulait obtenir ce qu'il désirait, il devait — pour l'amour de Dieu et de la raison ! — se garder de s'exalter et surtout ne pas faire de théories, car don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, au seul énoncé d'une théorie tant soit peu progressiste, rentrait dans sa coquille comme un escargot.

— Figure-toi, disait-il à son ami, que tu vas chez le gouverneur, car quiconque ici a la moindre charge a toujours l'allure d'un gouverneur. Donc, allons changer de vêtements, puis, vite au palais, je crois que c'est le bon moment.

Ignace mit son plus beau costume ; mais le Catalan ne changea pas, car, dit-il, les réformateurs n'ont pas besoin de faire toilette ; c'étaient des faits qu'il avait à montrer et non son vêtement ; au surplus, il n'en possédait pas d'autre. Ils n'eurent qu'à traverser la place pour parvenir à un portail décoré d'énormes écussons, de coquilles, de chardons et de lézards taillés dans la pierre rougeâtre. Ils virent un grand heurtoir ; ils frappèrent ; le coup résonna à l'intérieur comme dans une jarre vide, mais personne ne vint ouvrir.

Ils frappèrent encore une fois, un peu plus fort, et alors, la targette fut tirée au moyen d'une corde qui descendait du deuxième étage et la porte s'ouvrit seule. Les deux visiteurs se trouvèrent dans un grand patio entouré de cloîtres d'où se dégageait une odeur de vieux cellier.

S'ils avaient été des observateurs, des amateurs d'antiquités, ils auraient vu que c'était un patio de palais d'une beauté extraordinaire. Tout autour, des colonnes de pierre, avec de grands écussons pleins de coquillages ; au-dessus, un autre étage orné de colonnes plus minces et plus sveltes. Sous les arceaux, des frontons en stuc aux entrelacs les plus subtils et les plus délicats de l'art mozarabe ; partout des lions : sur les murailles, au plafond, sur les écussons, sur les chapiteaux, aux corniches, et, reliant et modelant tout, à terre une

herbe très fine tapissait le patio de vert ; des mauves royales qui avaient poussé comme une explosion de lumière ; dans un coin une passiflore qui embrassait les colonnes, faisait de l'une à l'autre des guirlandes de ces fleurs de calvaire qui semblent avoir été créées pour le jardin de sainte Thérèse ; enfin pour mettre de la prose au milieu de si belles choses, des signes de la décadence : la moitié d'une énorme jarre brisée, des poutres démolies, des murs lézardés, des fragments de lambris pendants, et de la poussière, de la poussière partout, la poussière de quatre siècles d'émiettement de ce palais de nobles éloignés qui ne savaient même pas qu'ils en étaient les propriétaires.

Sur l'un des côtés, les deux Catalans virent un escalier et ils montèrent. Cet escalier était également ample et seigneurial, et on ne l'avait pas épousseté non plus depuis les temps de Jeanne la Folle. Sur un palier, une porte, celle qui n'avait jamais été ouverte, celle de la chambre où les seigneurs du palais n'étaient jamais entrés, d'où venaient des bruits de chaînes et d'où sortait une odeur de parchemins mangés par les rats et les escarbots. Enfin, au deuxième étage une autre petite porte : c'est là que passait tout son temps M. l'administrateur don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, maître effectif de tout le village.

Ils frappèrent à cette porte ; la vieille sortit pour les recevoir, petite comme un grain de raisin et blanche comme une religieuse. Elle les fit passer par un corridor lambrissé ; elle écarta un rideau de soie damassée ancienne, et ils entrèrent dans une petite salle au plancher couvert de tapis de nattes de sparte, car on était au mois d'août, et ils y trouvèrent l'administrateur qui prenait son chocolat.

Don Juan-Antonio, etc., était, nous l'avons dit déjà, passionné d'antiquités. Mais nous n'avions pas dit encore que c'était un homme de soixante ans, qu'il portait lunettes, que ses yeux étaient hors des orbites comme s'ils eussent voulu s'échapper, qu'on ne pouvait savoir d'une manière certaine s'il portait la barbe ou non, car pour la porter c'était peu et pour être rasé il en avait trop, qu'il était chauve, mais, contrairement à la coutume, plutôt près des oreilles qu'au sommet de la tête, qu'il était maigre comme un sarment et qu'en ce mois d'août, par ce soleil de la Manche, il avait les jambes enveloppées dans une couverture de laine.

En voyant les deux étrangers, il fit signe à la petite vieille de leur apporter des chaises, ce qu'elle ne put faire seule tant les sièges étaient lourds. Les deux Catalans s'assirent et l'administrateur continua de prendre son chocolat dans une tasse ébréchée, mais de la marque de la Moncloa, sur une soucoupe à moitié cassée, mais de la

fabrique du Retiro, avec une serviette effilochée, mais qui avait été faite à Tolède au bon temps de la grande Espagne.

Dès qu'il eut terminé, il dit à Mme Dionisia qu'elle pouvait tout emporter ; il se cala dans son fauteuil et dit au cafetier :

— A quoi dois-je l'honneur?...

Ignace présente son compagnon.

— Catalan aussi, fait don Juan-Antonio. Bravo ! Très bien ! Parfaitement ! A l'époque des grands Philippes, le glorieux Mela écrivit de belles pages sur le principat de Catalogne. Je suppose que vous lui êtes reconnaissants de ses jugements sur votre pays.

— Oui, monsieur, répond Ignace qui ignore complètement ce Mela et ces Philippes.

— Et de quelle ville? demanda don Juan.

— De Barcelone.

— Parfaitement. « Archive de la courtoisie. »

— Oui, monsieur, dit alors le Catalan, je suis de Barcelone ; mais pas de Barcelone même ; pour être plus précis, je suis de Sant-Andreu.

— Ce Sant-Andreu est sûrement moderne, car je ne l'ai vu cité dans aucun des livres que je lis ; quoique je ne puisse me vanter d'être un grand érudit, j'ai toujours aimé les livres, les bons livres, veux-je dire.

— Il n'y a rien comme la lecture ! s'écrie le Catalan en sursautant. Il faut que le peuple lise !

— Lire, quand on sait les lectures qu'il faut faire, dit l'administrateur, est un soulas pour l'esprit ; mais il faut apprendre à lire. Quant aux « félons » et aux « malandrins », mieux vaudrait qu'ils ne sussent pas lire. N'est-ce pas votre avis?

— Tout à fait ! s'empresse de répondre le cafetier avant que l'autre ne se lance dans une discussion qui aurait tout gâté. En tout, et pour tout, et pour toujours nous sommes d'accord avec vous. Mais nous sommes venus ici pour une affaire.

— Et cette affaire est...

— Il s'agit du moulin.

— Quel moulin?

— Le moulin à vent qui est à la sortie du village.

— Oh ! le moulin... L'archive vivante de nos défuntes gloires ! dit don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido. Vous me parlez là d'un de mes amours ! Je serais indiscret si je vous disais que celui-là est le moulin immortel de don Quichotte, d'autant plus que je n'ai pas de documents qui en fassent la preuve, mais je serais un fou, un « félon », si je ne le comparais point à un incunable. Je ne dirai pas non plus que ce soit un livre de la valeur d'*Amadis de Gaule* ou de

Tirant le Blanc; mais c'est une églogue qui, peut-être, soyons-en convaincus, a ombragé les personnages illustres d'Alonso de Ercilla, le grand épique, qui a vu Fray Diego de Yepes, l'ascète, Jean II, Bertrand de la Cueva, Torquemada, Fray Lope Barrientos et une foule de paladins intrépides, d'hommes illustres dans les lettres comme dans les armes. On me dira qu'il est vieux, que c'est un retraité, mais au lieu de le rabaisser, cela ne fait que me le rendre encore plus cher. Il a toujours été ainsi et il le restera tant qu'il aura ses ailes au vent et qu'il sera sous ma juridiction.

— Il me semble, don Juan, dit le cafetier pour avoir la location à bon compte, que tout ce que vous dites tombe bien à propos. Je ne suis pas lettré, je ne puis soutenir une conversation avec vous ; mais enfin, tel qu'il est aujourd'hui, le moulin est un bâtiment inutile.

— Inutile? Foudre et tonnerre ! dit don Juan en donnant sur la table un coup qui lui fit mal à la main. Vieux, oui ; mais inutile, jamais ! Il a beau avoir les os décharnés, il conserve encore l'âme d'antique souche du moulin ! Il est toujours invulnérable ! Il a encore des bras, et moi une poitrine, pour mourir en luttant sur une lice d'honneur.

En disant ces mots, il se leva, rejeta la couverture de ses pieds, et se mit à marcher sur les nattes comme un chevalier dans un tournoi, et il disait et répétait :

— Alors, nous ne sommes bons qu'à être enfermés dans des archives ! Dans des archives !

La tête de Mme Dionisia apparut entre les rideaux.

— Dans des archives ! Qu'on nous jette dans un coin !

Il fit signe à la servante de s'en aller, et elle se retira avec ses deux larmes.

— Dans un coin ! Et qu'on ne parle plus de nous !

— Nous ne venons pas pour vous jeter dans un coin ! interrompt le Catalan. Au contraire ; nous venons... pour le louer.

— Vous dites?

— Pour le louer.

En entendant ces mots, don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido fut au comble de l'étonnement ; il n'en croyait pas ses oreilles.

— Vous avez bien dit : louer?

— C'est cela.

— Vive Dieu ! Je commence à comprendre. Que j'étais nigaud et étourdi ! Et comme il est difficile de juger les hommes ! Et quelle absurdité que de franchir les murs quand on peut entrer par la porte ! Et avec quelle facilité on prend des paroles pour des emplâtres ! Vous voudriez aller y demeurer? Mais alors il faut s'en réjouir au

lieu de se fâcher, « vive le ciel » ! Car la vie dans la solitude est cette vie exemplaire que nous prêchent nos classiques. Comme j'aurais aimé être le Chrysostome qui, énamouré de la bergère Marcelle, s'habillait en berger pour mener une existence champêtre ! Combien de fois j'ai rêvé...

— C'est que..., dit le cafetier.

— Rêvé cette vie des champs célébrée par Fray Luis de Léon ; « voir le soleil se découvrir aux balcons de l'Orient »..., poursuivit don Juan.

— C'est que... reprend le cafetier.

— Et le voir, de ma pauvre demeure, mourir, là-bas, au couchant.

— C'est que nous ne voulons pas voir mourir, don Juan ; il ne s'agit pas du couchant ni de la découverte du soleil à l'Orient. Ce que mon compagnon voudrait, c'est louer cette baraque que vous appelez une « demeure » ; mais non pour des bergers et des bergères. Ce n'est pas pour y béer qu'il veut le moulin.

— Pourquoi donc le veut-il?

— Pour le faire marcher.

— Mais, est-ce qu'il ne marche pas?

— Pour le faire aller mieux. A côté se trouve une petite chute d'eau qu'il voudrait louer aussi pour faire marcher le moulin.

Cette fois, l'administrateur ne comprenait vraiment plus ; malgré tous ses efforts, il n'arrivait pas à entendre ce que voulait dire le cafetier. Qu'on louât le moulin à vent, c'était clair ; mais qu'il fallût payer un loyer pour la chute d'eau qui, après tout, sautait bien toute seule, voilà une chose dont les romans picaresques ne parlaient pas.

Il demanda des explications.

Le Catalan, qui s'exaltait de nouveau, lui conta l'utopie de tous les moulins de la Manche qu'il avait rêvée ce soir-là ; toute la région industrialisée, les syndicats, etc., etc. L'exalté de l'âge d'or, en écoutant cet exalté d'un âge nouveau, comprenait de moins en moins de quoi il s'agissait.

Il ne se rendit compte que d'une chose : ce Catalan voulait introduire des machines dans cette tour sacrée. Il lui dit sur un ton solennel :

— Le moulin et moi, nous sommes d'un autre temps. Le moulin est noble, il ne travaille pas.

— C'est précisément ce que disait Frascuelo, remarque le cafetier.

— Je ne sais ce que pouvait dire le grand torero ; mais je dis, moi, que maintenant il ne travaille plus. Je veux qu'il ait une vieillesse digne, sobre, honorable, une vieillesse d'hidalgo.

En entendant mépriser le travail, le bouillant Catalan, qui avait de la peine à se tenir sur sa chaise, dit brusquement :

— Et alors? Et le progrès?

— Le progrès! qui parle de progrès? crie l'administrateur. Qui parle de progresser, qui a envie de progresser, ici, dans ce palais des souvenirs? Lisez, dans le discours aux chevriers, l'éloge de l'époque où il n'y avait pas de progressistes. « Heureux temps et siècles heureux ceux auxquels les anciens donnèrent le nom d'âge d'or » quand il n'y avait ni *tien* ni *mien*.

— Et vous, lisez les droits de l'homme; vous en avez besoin! Liberté, Égalité, Fraternité!

— « Alors tout vivait en paix. Le soc de la rude charrue n'avait pas encore osé visiter les entrailles de notre première mère dont le sein spacieux et fertile offrait généreusement tout ce qui pouvait satisfaire, soutenir et délecter les enfants qui la possédaient... » Il n'y avait pas encore de charrue, vous entendez bien! Pas même la charrue!

— Mais il n'y avait pas non plus de propriété. C'est un vol. Un vol bourgeois.

— « On ne voyait pas la tromperie ni la malice se mêler à la vérité. »

— Les hommes n'étaient pas tous égaux devant la loi, comme ils doivent l'être.

— Il y avait la loi de Dieu.

— Ou la loi de la nature qui n'admet ni castes ni privilèges. Tous les hommes doivent être frères, former une seule association fraternelle.

— Je ne connais pas d'autre association que la Sainte-Hermandad de la catholique Tolède.

— Nous ne ferons tous qu'un dans les temps à venir.

— Non! même si l'empereur Pentapolin venait rompre des lances pour vous!

— Nous brûlerons tout! Nous brûlerons tout!

— Assez! Assez! faisait le cafetier.

— Félons! criait don Juan. *Amadis de Gaule*...

Et le Catalan :

— Justice!... Tolstoï!... Darwin!... Nietzsche!... Proudhon!... Kouropatkine!... Bakounine!...

— Jésus! Jésus! faisait la vieille qui courait par la chambre en cherchant une tasse de tilleul.

Ainsi, en passant du discours des chevriers aux droits de l'homme et de la révolution sociale à l'âge d'or, on en est arrivé à une telle

tempête de cris assourdissants que, pour peu qu'elle continue, les lambris mozarabes seront mis en pièces.

L'affaire était perdue. Le Catalan était sorti de ses gonds et..., adieu location, moulin et chute d'eau ! quand, tout d'un coup, don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, soit qu'il eût peur de ce cerveau en ébullition, soit que les extrêmes se touchassent, ou qu'il voulût donner une leçon à son adversaire, regarda le révolutionnaire face à face et lui dit :

— Je veux vous faire un traité et un défi pour que vous connaissiez l'hidalguie des gens de cette terre. Le moulin et la chute d'eau, je vous les donne ; mais pour garantir mes prémices, au lieu de payer un loyer, vous paierez la dîme et les droits seigneuriaux qui ne seront que d'un sac de farine par semestre ou par an.

Le Catalan se redresse et lui répond :

— Je ne veux pas de faveurs. La justice, rien que la justice.

— C'est bon, mon brave, c'est bon ! Partageons la différence. Au lieu de *droits seigneuriaux*, nous pouvons mettre *concession*.

— Concession mutuelle, dit le Catalan.

— Concession mutuelle et seigneurie. Hidalguie pour hidalguie.

C'est ainsi que signèrent le contrat pour dix ans de location... morale l'homme du temps passé et celui du futur, celui du siècle d'or espagnol et celui de la semaine glorieuse.

Santiago Rusiñol.

(Traduit du catalan par Marius André.)

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

APRÈS LE DÉSACCORD DE LONDRES

Depuis 1918 et 1919 nous avions l'Entente sans l'Entente. Depuis la dernière conférence de Londres nous avons la rupture sans la rupture. Cette situation est-elle bien neuve? Quand M. Lloyd George quitta Paris, en août 1921, sans avoir pu tomber d'accord, avec M. Briand, sur le tracé des frontières silésiennes, la même situation se présentait. Le recours à la *Société des Nations* tira tout le monde d'affaire. En sera-t-il de même avec la *Commission des réparations?* Peut-être. En tout cas la dernière conférence avait précisément pour but d'éviter le détraquement de la *Commission*, soumise à une besogne trop forte pour la délicatesse, un peu sommaire, de son mécanisme.

Par ailleurs tout s'est déroulé suivant le protocole sacro-saint, en usage dans ces pénibles solennités. Rencontre des grands prêtres. Coups d'encensoir tellement rageurs que les parfums se répandirent et menacèrent d'étouffer l'assistance. Arrivée des experts rituels. Départ de deux cortèges, laissant la victime dans ses bandelettes, sauvée, une fois de plus, du coup de couteau du sacrificateur.

Un pareil culte ne saurait durer longtemps, car il fait mourir de faim ses fidèles. Depuis quatre ans qu'il dure, il ne nous a procuré que des déboires. Il n'y a qu'un cri en France pour dire : Finissons-en.

Finissons-en avec les conciliabules, avec les notes, avec les experts. Finissons-en avec la politique anglaise. Finissons-en avec l'Allemagne. Finissons-en avec les chimères, les faux-semblants. Rentrons

dans le réel, dans le droit, le vrai, le bon, le puissant droit, si différent des chicanes et des idéologies. Qui nous conduira dans ce sens sera béni.

Mettons-nous bien en tête que la pire mésaventure qui puisse jamais nous arriver, sera, non pas de nous séparer d'avec nos anciens alliés, mais de rentrer chez nous les mains vides. Quel que soit le réseau de végétations parasitaires dont les rapports franco-allemands aient été enveloppés depuis 1918, à commencer par l'armistice et à continuer par le traité de Versailles, pour ne rien dire du maquis des conférences, il reste ceci, dont la force est incomparable : l'Allemagne nous a attaqués, elle a été vaincue. Telle qu'elle est, tels que nous sommes, elle, riche, nous, dévastés, il convient qu'elle paie. Nous pouvons l'exiger. Profitons-en.

Les rédacteurs du traité de Versailles, s'ils viennent un jour à tomber dans la misère, devront, pour gagner leur vie, chercher un métier autre que celui de professeur de psychologie, car leur œuvre dénote un esprit absolument irréaliste. Ils n'ont pas douté un instant que cette œuvre ne fût adéquate à la situation. Pour eux, tout devait continuer à marcher tant mal que bien suivant les voies qu'ils avaient tracées. L'événement d'aujourd'hui, après ceux d'hier, montre combien leur erreur fut gigantesque.

A quoi avaient servi tant de reculades successives? A quoi viennent de servir les concessions suprêmes de M. Poincaré? En dehors d'une preuve — qui ne reste plus à fournir — de la volonté systématique de l'Angleterre de nous réduire au rang d'un vague Portugal, on ne voit pas bien quelle peut être leur utilité. En prolongeant de quelques années, de quelques mois, de quelques jours, de quelques heures, suivant l'occurrence, un débat dont la conclusion finale était trop visible, elles ont contribué à fortifier contre nous la cautèle allemande et le cynisme britannique, mélange singulier de bluff, d'humour, de sport et d'avidité.

Mais avons-nous le temps de susciter des expériences propres à faire ressortir les contrastes et les particularités de la psychologie internationale? Notre vocation est ailleurs. Si nous ne voulons pas périr comme peuple, il est urgent de chercher en nous-mêmes le point de départ de nos intérêts et d'agir par nous-mêmes pour en assurer le respect. La méprise — si méprise il y eut — de M. Poincaré, après avoir laissé circuler dans la presse un catalogue de gages, de saisies, de sanctions et de réalisations diverses, fut d'arriver à Londres dépourvu de gages et de monnaie d'échange, plutôt affaibli donc que fortifié par un tel programme, suffisamment explicite pour concentrer sur sa masse les réserves de foudre dont M. Lloyd George n'est

jamais démuni, suffisamment amorcé pour prouver son existence, mais si peu en voie d'efficace incarnation, qu'il ressemblait plutôt à une de ces vaines menaces dont nous abusons depuis 1914, aussi retentissantes que des vers d'Eschyle, mais aussi incapables qu'eux de transformer en or pur les marks du chancelier Wirth. La moindre razzia sur la rive droite du Rhin eût mieux valu que ces solennelles admonestations.

Qu'allons-nous faire maintenant? Attendre le laissez-passer de la *Commission des réparations?* Au fond, tout dépend de l'énergie de nos gouvernants, car les textes et la procédure, dont on peut se réclamer, supporteront toutes les interprétations que l'on désirera leur imposer. La vérité est qu'en 1919 on n'a pas songé un instant à la rupture possible du front interallié et ce n'est que par acquit de conscience que l'on a, en fin d'article, évoqué, en termes vagues, la liberté éventuelle que le créancier mécontent pourrait un jour s'arroger.

Ce jour est venu depuis longtemps, et c'est le mérite insigne de M. Poincaré de l'avoir compris. Les acclamations qui l'ont accueilli à la gare du Nord signifient cela ou ne signifient rien. Cependant la presse anglaise déclarait, assez unanimement, qu'une action isolée de la France constituerait une violation du traité de Versailles. Pour les organes à la solde de M. Lloyd George, le traité de Versailles consiste surtout à faire la volonté du premier ministre.

Si l'on évaluait, en livres sterling, ce que cette volonté nous a coûté depuis 1918, on atteindrait un chiffre respectable de milliards. Arrêtons l'addition. Ne nous laissons pas étouffer sous les feutrages du petit avoué gallois. Ce n'est pas de notre mort qu'il s'agit, mais plutôt de notre redressement. Si tardif qu'il soit, il vaut mieux, avec tous ses risques, que les certitudes d'enlisement qui devenaient, de mois en mois davantage, infailliblement notre lot.

Ainsi donc la conférence de Londres, avec toutes ses répétitions, a produit du nouveau à dose respectable.

Pour la première fois, un ministre français s'est refusé à suivre, même en biaisant, les injonctions britanniques.

Pour la première fois, la France s'est trouvée isolée, au moins hypothétiquement, face à face avec l'Allemagne.

Pour la première fois, les coutumières interventions de la dernière heure, compromis belge ou italien, n'ont rien donné.

Pour la première fois depuis 1918, que dis-je! 1914, la France doit pourvoir, au moins en principe, par ses propres moyens, à une politique rude et de longue échéance.

Tout est à refaire. Les pratiques les plus déplorables ont vicié

l'atmosphère politique d'après-guerre. Rappelez-vous les extraordinaires promesses de M. Clemenceau, relatives au fonctionnement pratique de la Commission des réparations, promesses secrètes, promesses tardivement connues, d'où l'Angleterre peut sortir, un beau matin, complètement maîtresse des destinées fiscales de l'Europe, si nous ne réagissons pas avec l'énergie du désespoir, et d'où résulte actuellement son emprise sur le train-train des comptes franco-allemands.

Peut-on admettre qu'en dehors du Parlement, qu'en dehors de l'opinion, — du moment qu'il y a une Constitution, qui fait loi, — un ministre, fût-il Clemenceau, fût-il Millerand, engage obscurément les colossaux intérêts de notre patrie, quand il s'agit d'accords internationaux, dans une direction qui ne mène à rien de sûr, à rien de connu, à rien de français? Nos ministres, qui tournent si longtemps autour du pot, toutes les fois qu'il s'agit d'attitudes publiques à prendre, dont la répercussion sur les Chambres, sur les couloirs, sur les commissions parlementaires peut être immédiate, n'hésitent vraiment pas assez à consentir des mutilations occultes de nos droits, sous forme de procédure ou autrement. A cet égard nous sommes plus mal servis que par le plus détestable des souverains féodaux, lequel ne risquait rien sans l'avis de ses barons. Dans notre cas, s'il y a des barons, ils ne sont guère connus, point responsables, et j'ai peur qu'il s'agisse trop souvent des barons de ghetto.

Cette politique, qu'elle vienne de l'Élysée, ou d'ailleurs, doit prendre fin. Elle a corrompu la guerre et la paix. Ce sont ses influences souterraines qui ont prolongé la lutte de deux ans, en faisant manquer l'amorçage autrichien, qui ont combiné l'inénarrable pacte de défense, à la fois impossible et déshonorant, qui ont machiné conférences sur entrevues, gabegies sur malfaçons. Si M. Poincaré veut devenir le ministre le plus bienfaisant que nous ayons eu, depuis peut-être bientôt un siècle, qu'il n'hésite pas à agir ferme et à parler haut. Son refus de convoquer la Chambre montre qu'il a le sens des responsabilités et qu'il connaît la manière de s'en servir. La place ne lui manquera pas par ailleurs pour la nécessaire diplomatie secrète. Le cours du mark la lui rendra plus facile. On pense bien que ce n'est pas par des tractations ouvertes qu'on coupera l'Allemagne en trois ou quatre. Mais il semble qu'on ait perdu la tradition — je ne dis pas même du Père Joseph ou de Hugues de Lionne, — mais d'une simple Convention.

Quoi ! parce que des israélites anglais ont investi d'énormes capitaux dans des entreprises germaniques, parce qu'ils ont spéculé sur le cours du mark, parce que l'Allemagne a nourri son matériel usinier

aux dépens de son débit de comptes courants, la France devrait être laissée sans armes pour récupérer sa créance? La prétention est étrange. Quoi ! l'Angleterre nous présente ce dilemme : *rien sans moi et rien avec moi*, et nous devrions poser, quand même, avec elle, devant les photographes du *Foreign Office*, en Tristans déconfits de cette Iseut volage et décatie? Voilà du nouveau, même au pays de Galles et de Cornouailles, et peut-on employer le mot de politique, en relatant des incongruités d'un pareil calibre?

En dévoilant sa terreur d'une France forte, entreprenante, libre, l'Angleterre finira par nous imposer l'attitude même de ses craintes. Oh ! les invites ne manqueront pas — elles sont déjà venues — pour reprendre la vie commune et réparer, à nos dépens, la vaisselle cassée par d'autres. Une expérience de plusieurs longues années nous prouve que la politique anglaise vise à l'assujettissement de l'Europe, par l'intermédiaire de l'assujettissement de notre pays. Désormais tout est dit. La seule réponse à faire est nous, toujours nous.

Le résultat de cette collaboration franco-anglaise ne parle-t-il pas assez par lui-même? Conformément aux prévisions et aux suggestions de M. Keynes, l'Allemagne fait défaut sur toute la ligne. Qu'il s'agisse de réparations en nature, de paiements en argent, elle refuse de jouer autrement qu'à qui perd gagne. Le spectacle de cette immense nation, sortie intacte des ravages de la guerre, et qui refuse de solder son dû, serait le plus démoralisant de l'histoire, s'il se poursuivait jusqu'au bout, sans que les spectateurs intéressés montassent sur la scène casser quelques chaises sur le dos des acteurs. Il y a longtemps que la recette de cette mauvaise farce, qui finit par indigner les plus germanophiles des journaux de Madrid, devrait être saisie et empêchée.

A quoi bon, au surplus, prêcher ce sermon-là en France? A quoi bon le prêcher en Angleterre? Les deux sièges sont faits. Allons donc de l'avant vers des terres nouvelles. La décision qui va intervenir ne vaudra que dans la mesure où elle consacrera une rupture : rupture dans la procédure, rupture dans les méthodes, rupture par rapport au but, rupture dans l'état d'esprit.

L'Allemagne ne nous payera que contrainte et forcée. Or il faut qu'elle nous paye. Contraignons-la donc. Enfermons-nous à l'avenir dans ce syllogisme et n'en sortons plus. Jusqu'à présent, en subordonnant les mesures de contrainte au bon vouloir britannique, ou plutôt, par un manque déplorable d'imagination, en ne voulant considérer comme mesure valable de contrainte que celles qui porteraient à la fois l'estampille de Londres et de Paris, on n'a réussi qu'à minimiser un programme déjà minuscule.

Il ne nous déplaira nullement d'ailleurs que d'autres se joignent à nous pour appuyer nos dires et nos initiatives. Encore moins nous opposerons-nous à une collaboration allemande, plus directe encore que celles dont nous avons pu faire état jusqu'ici, pourvu que les porte-parole qu'on nous adressera considèrent qu'il est fini de rire et que le réalisme s'impose.

La politique du chancelier Wirth ne sort pas moins battue des dernières rencontres que celle de M. Lloyd George. Quitteront-ils pour cela le pouvoir l'un et l'autre? Si l'insuccès devait tuer un homme, il y a longtemps que M. Lloyd George dormirait son dernier sommeil, mettons à Westminster, pour ne pas contrarier ses admirateurs. Quant à l'instable chancelier Wirth, il est né si peu solide que la faiblesse fait partie de son être même. Pourtant le parti Stinnes, qui ne l'aime pas, s'agite de nouveau, et la mort de Rathenau l'a privé d'un appui précieux.

Quant à M. Poincaré, le Poincaré d'après Cannes, d'après la Haye, d'après Londres, il a gagné en prestige et en cohésion. Mais ne nous y trompons pas, sa besogne jusqu'ici a surtout consisté à déblayer le terrain : « Ce n'est pas le tout de s'ouvrir une carrière, il faut courir dedans. »

René Johannet.

La paix des confessions en Allemagne.

Une revue catholique de Munich, le *Hochland*, publiait l'an dernier de bien curieuses considérations d'un professeur de philosophie à l'Université de Cologne, M. Max Scheler, sur « la paix des confessions ». Après avoir affirmé que l'Allemagne, déchirée par les luttes de partis, de classes et de pays, avait besoin qu'un régime de paix s'établît entre les confessions (en entendant par là, non seulement les religions chrétiennes, mais également la conception socialiste du monde), M. Scheler définissait ce qu'il attendait de ses lecteurs pour que cette paix morale devînt une réalité. Vous aimerez et respecterez, disait-il, ceux qui rejettent ce que vous avez de plus cher : votre foi, vos idées sur le monde ; vous les aimerez, vous les respecterez, non par indifférence, ni par faiblesse de foi, mais justement grâce à votre foi, grâce au sentiment que vous avez de la solidarité de tous les hommes dans leur destinée. Et il montrait sans peine quelles forces le christianisme offre au croyant pour parvenir à cette hauteur morale.

Examinant ensuite ce qui empêchait cette pacification, particulièrement en Allemagne, M. Scheler remarquait que des conflits

d'intérêts purement terrestres venaient toujours envenimer les discussions religieuses et la rivalité des Églises : « Il est tout à fait caractéristique que, dans l'Allemagne d'avant-guerre, la plupart des groupes correspondant à une certaine conception de la religion ou de l'Église ont dû leur constitution moins à la force propre du principe religieux ou de l'idée d'Église qu'à celle des intérêts profanes que cette religion ou cette Église étaient susceptibles de servir. » Et notre professeur catholique pouvait invoquer le témoignage d'un collègue protestant, Otto Baumgarten : les pasteurs allemands ont presque toujours cherché l'appui de l'ancien système politique prussien, et l'attitude d'un protestant allemand vis-à-vis de l'orthodoxie et du libéralisme a été le plus souvent déterminée par son opinion politique et son rang social. De même, le conflit qui divisa avant la guerre les catholiques allemands exprimait, dans une large mesure, l'opposition de masses populaires à tendances démocratiques et socialistes aux nobles et aux bourgeois prussiens et bavarois d'esprit conservateur. On s'explique ainsi que la religion, en Allemagne, n'ait que rarement manifesté son influence dans le domaine du théâtre, de la littérature, de l'art et de la philosophie ; ce que le peuple lui demande avant tout, c'est de prendre position vis-à-vis de l'État, des partis politiques et des tâches sociales. Rien d'étonnant non plus à ce que la religion et l'Église se trouvent mêlées, dans les périodes de crise, aux âpres discussions où les partis se reprochent mutuellement la guerre, la défaite ou la révolution, un Bismarck ou un Erzberger.

Le professeur Scheler voit une autre menace pour la paix des confessions dans la prédominance, en Allemagne, de la recherche des moyens, des techniques, sur celle des fins, car la spécialisation à outrance qui en résulte appelle naturellement l'État autoritaire et celui-ci impose aux religions une « paix » fallacieuse qui mine chacune d'elles en proposant à toutes comme idéal un vague interconfessionnalisme et en prétendant leur interdire toute discussion.

La discussion n'est pas un luxe, mais une nécessité, affirme M. Scheler, et il indique comment le remède aux discordes doit venir du contact et non de l'isolement, de l'affirmation nette et franche des positions et non de trompeurs compromis.

Il faut avant tout, à son avis, que les confessions se connaissent mieux, pour se comprendre et s'apprécier. Que de professeurs protestants se méprennent sur ce que le catholicisme entend par « Immaculée Conception » ou « infaillibilité du pape » ! M. Scheler souhaite vivement l'institution de chaires pour l'enseignement comparé des religions, dans les universités actuelles et dans les universités populaires qu'on projette de créer. Il se félicite d'autre part de ce que la philosophie catholique ne se renferme pas dans une tour d'ivoire, et, remarquant combien la philosophie non catholique est pénétrée,

en Allemagne, d'influences protestantes, il espère qu'on parviendra à trouver une base commune de discussion (1).

Aux historiens, ce pacifiste conseille de laisser dans l'ombre, ou du moins à l'arrière-plan, les époques de luttes religieuses. Pourquoi ne raconteraient-ils pas plutôt les siècles et les hommes qui ont été, au point de vue religieux, créateurs et unificateurs? Pourquoi parlent-ils si peu des grands mouvements monastiques et des belles vies de mystiques?

M. Scheler croit d'ailleurs qu'après une longue période de haines et de divisions l'heure de la réconciliation approche pour les foules chrétiennes brassées par la guerre, libérées de la tutelle des États, soucieuses de regagner leur prestige dans le monde, menacées enfin, en Europe même, d'être submergées par des masses indifférentes ou hostiles.

En s'abandonnant à ce beau rêve, le professeur allemand n'oublie pas les intérêts immédiats de sa patrie, et, si la paix des confessions en Allemagne ne lui apparaît que comme une première étape sur la longue voie qui doit mener à l'union des Églises, il en sait tout le prix. Chaud partisan du projet développé par Stegerwald dans son discours d'Essen, il désire, comme lui, la constitution de ce grand parti chrétien-social, à esprit démocratique mais surtout national, dont Stegerwald voit le noyau dans le *Centre* actuel. M. Scheler ajoute seulement aux idées de Stegerwald la préoccupation de gagner les masses socialistes elles-mêmes, et le souci de prévenir les dangers qui pourraient résulter, au point de vue religieux, d'une collaboration intime des confessions, par le développement des organisations catholiques ayant pour objet de cultiver la vie religieuse et de la rendre plus profonde. Comme beaucoup de jeunes catholiques allemands, ce maître d'Université reproche au *Centre* d'avoir mêlé la politique et la religion ; en formant des vœux pour que naisse enfin le grand parti interconfessionnel de Stegerwald, il souhaite que, par là même, le catholicisme s'affranchisse des campagnes politiques et consacre au domaine religieux ses forces intellectuelles et morales. Il adjure pour cela les intellectuels catholiques groupés, surtout depuis la guerre, dans les *Vereine Katholischer Akademiker*, de conserver à ces cercles le caractère purement religieux qu'ils avaient à l'origine et qui semble çà et là s'estomper.

M. Stegerwald n'a pas manqué d'approuver les conseils de ce précieux allié qui lui venait du monde universitaire, et, dans un article de son journal *Der Deutsche*, il déclarait que jamais l'heure n'avait été aussi favorable, en Allemagne, pour une réconcilia-

(1) C'est pour contribuer à ce rapprochement philosophique que M. Scheler a réuni une série d'études en un volume qui porte ce titre : *De l'éternel dans l'homme; I. Rénovation religieuse.*

tion et une collaboration des confessions. Il n'est pas sans intérêt pour nous de savoir jusqu'à quel point sont fondées ces espérances, nourries par la foi chrétienne et l'ardeur patriotique de nombreux Allemands.

Il suffit de lire certains journaux d'extrême droite pour se rendre compte que la paix des confessions est loin d'être parfaite au pays de Bismarck. Bien qu'ils s'efforcent d'attirer à eux les catholiques, pour lesquels ils ont créé des groupements spéciaux et un journal, les nationaux allemands restent souvent haineux ou méfiants à l'égard de ces « ultramontains » en lesquels ils voient des francophiles déguisés, et ils condamnent, du point de vue national, — bien inconsidérément ! — les efforts patients de ces Allemands pour renouer des relations avec les catholiques des pays hier encore neutres ou ennemis. De leur côté, les catholiques n'ont pas manqué de critiquer la réédition d'œuvres anticatholiques, et les fêtes de Luther organisées à Wittenberg ou à Worms ont été l'occasion de polémiques de presse.

Aux thèmes de querelle traditionnels, de nouveaux se sont ajoutés, par suite de la prépondérance qu'ont rapidement prise les catholiques dans l'Allemagne d'après-guerre. Dans une réunion de la *Ligue évangélique*, le pasteur Schutz exprimait, par exemple, l'inquiétude que lui donnait l'établissement en pays rhénan et en Westphalie de nombreux ordres religieux ; et quelque irritation se mêle à la mélancolie des pasteurs lorsqu'ils établissent le bilan des religions dans la société allemande d'aujourd'hui. Dans la revue *Die Christliche Welt*, un professeur de théologie protestante à Marbourg, Horst Stephan, repoussait avec vivacité la proposition faite par divers groupes catholiques d'instituer, dans chaque Université qui ne possède pas de Faculté de théologie catholique, une chaire de religion catholique. Ce serait, déclarait-il, « créer un arsenal pour la lutte des confessions... Le gouvernement doit se garder de mettre à une rude épreuve la patience des protestants, en continuant de favoriser le catholicisme ».

Il ne faudrait cependant pas exagérer l'importance de ces conflits. Dans un autre numéro de la *Christliche Welt*, le professeur Rade s'efforçait d'expliquer et d'excuser les récriminations de son collègue Stéphan. Le protestantisme, écrivait-il, n'est plus de taille, aujourd'hui, à supporter sans danger une concurrence qu'il n'eût guère redoutée en 1914. Et, en qualité d'ancien membre de l'Assemblée nationale prussienne, il félicitait les députés catholiques d'avoir sauvé l'Allemagne nouvelle du désordre, grâce à leur patriotisme et à leur esprit d'union. Pareil hommage a été rendu, à maintes reprises, depuis 1918, aux catholiques allemands, par des protestants notoires, comme Frédéric Curtius, ex-président du Directoire de l'Église de la confession d'Augsbourg en Alsace-Lorraine,

dans ses curieuses *Lettres d'Allemagne et Souvenirs d'Alsace.* Et le professeur Baumgarten n'hésite pas à écrire : « Nous autres, protestants, nous ne devons pas nous cacher que nous sommes essentiellement redevables à la solide organisation de l'Église catholique de la résistance aux tendances révolutionnaires. »

Ainsi, à la faveur des circonstances, certains esprits découvren peu à peu les bienfaits et la supériorité du catholicisme. Déjà, pendant la guerre, le *Hochland* avait publié des études de M. Hermann Bahr et du professeur Scheler lui-même, qui témoignaient, chez ces penseurs, de dispositions beaucoup plus favorables au catholicisme que celles qu'exprimaient leurs écrits antérieurs. La pensée catholique a attiré également un protestant comme le professeur Foerster, bien près aujourd'hui de l'Église romaine, et jusqu'à des juifs d'abord convertis au protestantisme, comme Eugène Rosenstock, privat-docent à Leipzig. Des protestants, comme le professeur Baumgarten, sont séduits par l'art éducatif du catholicisme, qui sait parler aux foules et aux humbles, ou comme les pasteurs Auer, de Berlin, par le sens historique et symbolique des cérémonies liturgiques. Et la *Post* publia naguère une étude d'un protestant qui demandait à l'Église évangélique de revenir au culte de la Vierge. Mais c'est surtout la constitution même de l'Église catholique qu'admirent et envient les protestants, et, spontanément, dans le Nord comme dans le Sud, des pasteurs ont proposé d'instituer un épiscopat évangélique.

Il est une manifestation plus significative encore de ce travail intérieur qui pousse vers le catholicisme certains protestants. Depuis quelques années, à travers mille difficultés, une ligue s'est constituée pour grouper les partisans d'une « haute Église » ; elle comptait l'an dernier trois cents membres, la plupart pasteurs, et la revue qui lui sert d'organe officiel avait déjà plus d'un millier d'abonnés. Ces protestants voudraient rendre les conversions au catholicisme superflues en pénétrant de catholicisme l'Église évangélique ; sans être les ennemis de Rome, ils n'entendent point reconnaître sa suprématie : sans adopter le catholicisme comme un tout, ils veulent lui emprunter ce qu'ils lui trouvent de bon : l'épiscopat, l'indépendance vis-à-vis de l'État, la liturgie et les sacrements (aux dépens de la prédication), la confession (non obligatoire), la vie monastique, les heures de prière, le bréviaire (1). Préoccupés de concilier leurs aspirations catholiques avec leur souci d'indépendance à l'égard de la papauté, ils

(1) Dans le congrès qu'elle a tenu à Berlin en octobre dernier, la *Hochkirchliche Vereinigung* a formulé à nouveau ce programme et la *Gazette de Francfort* remarquait à ce propos qu'une semblable manifestation exprimait plus que l'opinion de quelques congressistes : une tendance profonde du protestantisme allemand d'aujourd'hui.

se sont naturellement rapprochés des vieux catholiques allemands et de certains éléments des églises d'Angleterre et de Suède. L'histoire même des vieux catholiques pourrait d'ailleurs leur montrer combien il est vain de vouloir adopter certaines formes du catholicisme sans l'esprit et l'autorité qui les vivifient. Et l'exemple du docteur Albani, en 1919 pasteur luthérien et vice-président de l'*Union de la Haute Église*, et bientôt converti au catholicisme, indique à ces hommes qui cherchent leur voie qu'ils s'efforcent en vain d'éviter Rome pour rejoindre leurs frères catholiques.

Ce n'est là qu'un des aspects de la crise actuelle du protestantisme allemand. Crise religieuse, antérieure à la guerre, où libéraux et orthodoxes semblent souvent les représentants de confessions différentes : M. Raoul Patry signalait naguère les innovations révolutionnaires de tels pasteurs hambourgeois ou saxons, mariant par exemple des conjoints dont l'un est déjà marié et en instance de divorce, et il y aurait d'autre part toute une étude à faire sur les divagations antichrétiennes de certains protestants antisémites. Crise politique aussi, qui oppose violemment quelques socialistes et un assez grand nombre de démocrates aux masses compactes des conservateurs groupés dans le *Parti populaire allemand* et surtout dans le *Parti national allemand;* un ancien progressiste, le pasteur Traub, et un ancien socialiste, le pasteur Maurenbrecher, sont parmi les plus acharnés défenseurs de l'ancien régime dont l'écroulement a précipité la crise du protestantisme, et maintes apologies du roi de Prusse, jusqu'à la révolution *summus episcopus* de l'Église évangélique de son royaume, sont inspirées par le regret de privilèges perdus. Ces divisions sont d'autant plus graves que beaucoup de pasteurs n'hésitent pas à prendre parti en chaire sur les questions politiques, et que les catholiques, groupés pour la plupart dans le *Centre* et le *Parti populaire bavarois*, bénéficient d'une unité de front au moins apparente et d'une unité d'action relative.

Les catholiques allemands suivent cette crise avec une certaine pitié que n'envenime d'ailleurs presque jamais la mauvaise joie d'une revanche longtemps attendue (1). Ils ne crient pas victoire à la vue des protestants qui, par milliers, abandonnent leurs pasteurs, quand ceux-ci leur demandent de payer l'impôt d'Église. L'effritement même des églises protestantes en sectes presque indépendantes, groupées autour de quelques personnalités vigoureuses, n'est pas sans inquiéter certains catholiques : pour agir sur ces élites, pour se

(1) Pendant la guerre, des théologiens catholiques, comme les docteurs Mausbach, Meinertz et Pohle, recommandaient déjà que l'union sacrée des confessions survécût à la paix des nations, et beaucoup de protestants allemands sont reconnaissants aux intellectuels catholiques des efforts qu'ils firent, pendant les hostilités, pour la propagande allemande à l'étranger.

protéger contre elles, il faudra mieux que l'apologétique courante et les prédicateurs ordinaires. D'ailleurs, les Églises protestantes, déroutées par la défaite et la révolution, se sont ressaisies ; dès septembre 1920, celle de Bavière s'est donné une constitution ; et une constituante comprenant près de deux cents délégués des conseils de paroisse s'est aussi réunie pour doter l'Église évangélique prussienne d'un statut nouveau. Un congrès évangélique allemand a même rassemblé à Stuttgart, du 12 au 15 septembre 1921, des représentants de toutes les Églises évangéliques d'Allemagne, membres des directoires, des synodes, des associations protestantes et des facultés de théologie.

Certes, à plusieurs reprises, des courants opposés se sont manifestés au cours des débats de ces graves assemblées, en particulier quand il s'est agi de la politique à suivre sur la question de l'école ou vis-à-vis des catholiques et des juifs. L'Assemblée constituante de l'Église prussienne a montré une fois de plus combien il est difficile d'obtenir l'adhésion de la majorité conservatrice et de la minorité libérale à des formules précises. Elle a finalement chargé une commission de préparer un nouveau projet de constitution et elle s'est ajournée sans avoir abouti à un résultat (1). Et l'organisation permanente qui est née à Stuttgart est suffisamment lâche pour que les Églises ne se croient pas lésées dans leurs droits essentiels ; elle n'a pour objet que la sauvegarde des intérêts généraux du protestantisme vis-à-vis de l'État et des autres confessions et la protection des protestants allemands vivant à l'étranger. Malgré tout, en se prononçant à l'unanimité sur les questions primordiales, en donnant l'hégémonie, dans l'organisation permanente, à la vieille Église évangélique de Prusse, les membres du *Kirchentag* ont entendu signifier à leurs compatriotes que le protestantisme allemand, malgré son extrême diversité, tient à rester uni sur des principes généraux et pour une action pratique.

Les catholiques n'ont pas négligé ces symptômes ; si les graves difficultés où le protestantisme se débat depuis 1918 leur ont montré tout le prix de leur propre union sous une autorité directrice, ils ne s'exagèrent pas les dangers que courent les Églises protestantes, et beaucoup souhaitent, non leur écrasement, mais une loyale collaboration avec elles pour la défense du christianisme. Aux paroles d'amitié venues du Congrès général que les catholiques allemands ont tenu à Francfort dans les derniers jours d'août 1921 (2), les pro-

(1) En attendant que la constituante se réunisse à nouveau, le 29 août prochain, de vagues discussions se poursuivent, en particulier sur le préambule qui met aux prises orthodoxes et libéraux.

(2) Certains orateurs du Congrès catholique ont condamné également l'antisémitisme, — ce qui n'empêcha pas l'assistance d'applaudir avec enthousiasme

testants de toutes nuances réunis à Brême, pour la soixante-septième assemblée générale de l'*Association Gustave-Adolphe*, ont répondu par des vœux cordiaux de bonne entente. Dans l'état actuel de la société allemande, et par suite d'un système électoral qui perpétue l'existence de trop nombreux partis, la collaboration des catholiques et des protestants à l'intérieur d'un même parti semble pour longtemps impossible, en dépit des appels de M. Stegerwald (1) ; mais une action commune est possible en des domaines voisins de celui de la politique : depuis longtemps déjà, les syndicats chrétiens réunissent des catholiques et des protestants, et peut-être verra-t-on l'*Union de Saint-Boniface* et l'*Association Gustave-Adolphe* s'entendre pour la protection des minorités confessionnelles à l'intérieur du Reich.

Un champ d'action assez large s'offre d'ailleurs aux Églises catholiques et protestantes pour qu'elles n'aient pas à se disputer leurs propres fidèles. Le professeur Scheler note les signes divers qui révèlent, dans les masses ouvrières, un éloignement progressif des anciens chefs socialistes, étrangers au peuple par toute leur culture, et, d'autre part, la déception croissante des âmes simples pour lesquelles l'idéal bolcheviste a été une véritable religion. Bientôt, d'après lui, le rêve s'évanouira, et des millions d'hommes resteront désemparés devant l'effondrement de leurs espérances. On imagine quel pourrait être alors le rôle des Églises chrétiennes, et c'est pour M. Scheler une raison nouvelle de leur conseiller l'union et la collaboration (2).

D'ici là, d'ailleurs, la nécessité rapprochera peut-être les protestants les plus orthodoxes des catholiques allemands. Les démocrates et les socialistes incroyants que M. Scheler voudrait comprendre

Mgr Ottokar Prokaszka, quand il flétrit le bolchevisme hongrois dont il eut particulièrement à souffrir, au temps où Israël était roi. Si les catholiques allemands sont tout disposés à faire la paix avec la religion israélite, beaucoup d'entre eux se réservent le droit d'examiner la question juive à un autre point de vue que celui de la « paix des confessions ».

(1) Certes, le *Centre* se défend toujours d'être un parti confessionnel, et on a lu, à Francfort, une adresse envoyée au Congrès catholique par des protestants centristes. Mais, en fait, ces protestants ne sont dans le parti qu'une infime minorité, et les efforts que le *Centre* a faits pour augmenter leur nombre, par exemple au début de 1919, n'ont eu que des résultats médiocres et éphémères. Il faut noter, cependant, que le *Centre* s'apprête à faire un nouvel effort pour attirer dans ses rangs des contingents protestants, M. Marx président du Parti, vient de publier un manifeste en ce sens, et que l'on sait ainsi qu'aux prochaines élections le *Centre* présentera un assez grand nombre de candidats non-catholiques.

(2) Le protestant Baumgarten déclare à ce propos que le catholicisme, par son organisation et par sa discipline, semble plus apte que le protestantisme à gagner ces socialistes déçus.

dans sa « paix des confessions » répondent en effet à pareilles avances en menaçant l'école confessionnelle, maintenue provisoirement en 1919. Et s'il est vrai que certains protestants libéraux seraient enclins à transiger sur la question scolaire, beaucoup de pasteurs partagent les inquiétudes des évêques.

Les mois qui viennent nous montreront si, en face de la forteresse catholique, qui semble invulnérable, bien que le traité de Versailles ait fait de larges entailles dans ses domaines, le protestantisme allemand peut dresser mieux que des édifices branlants, et si des dangers et des intérêts communs peuvent imposer une entente durable aux confessions jadis ennemies, sans mener, par ailleurs, vers l'interconfessionnalisme. Aujourd'hui les voix pacifiques donnent le ton et l'argument essentiel qui revient, en faveur d'un rapprochement, comme un leitmotiv, dans les congrès et dans la presse, exprime un sentiment moins égoïste que la crainte d'une campagne anticléricale, moins généreux que le beau rêve d'union des Églises du professeur Scheler : le besoin de faire taire les discordes religieuses pour le salut de la patrie et de mettre au service de son relèvement l'union de tous ses fils chrétiens, et, à l'occasion, les amitiés qu'ils pourront reconquérir dans le monde.

PIERRE WALINE.

LES LETTRES

MARIE LENÉRU

C'ÉTAIT une de ces âmes avides que rien de médiocre ne peut satisfaire. Doublement infirme, elle refusa de capituler devant le malheur. Dès qu'elle le put, pour prendre sa revanche, elle écrivit : un essai historique sur *Saint-Just* d'abord, dont la figure l'exaltait, un roman qui n'a pas été publié, son théâtre enfin. Elle avait gardé de son enfance l'habitude du journal intime. On vient de publier le sien et il se trouve qu'elle n'a rien produit de plus émouvant que ces pages dont elle est elle-même le sujet. Son vrai chef-d'œuvre, ce fut sa vie, cette destinée injurieuse qu'elle eut assez de force pour surmonter.

Si haut qu'on remonte dans son enfance, Marie Lenéru apparaît d'une clairvoyance singulière sur elle-même, et cela, de la façon la plus réfléchie : « Je sens que mon journal me fait beaucoup de bien, il aide à se connaître, ce qui est difficile... » Voilà une petite fille qui ne manque pas d'expérience. Or, elle n'a pas treize ans. Ajoutez à cette volonté de ne pas s'abuser sur son compte un grand désir de perfection ; c'est encore un trait essentiel. Elle rêve de vocation religieuse, et l'on peut dire qu'à son âge cela n'engage pas à grand' chose, mais en même temps elle examine sa conscience avec beaucoup de soin, sinon avec scrupule (elle a bien trop de bon sens pour être scrupuleuse). Ce désir de perfection pourra prendre d'autres formes quand elle aura perdu la foi, jamais Marie Lenéru ne renoncera à réaliser en elle ce qu'il peut y avoir de meilleur au monde.

Elle devait avoir une rude occasion d'exercer son courage. A treize ans, à la suite d'une rougeole, ses oreilles s'affaiblirent peu à peu jusqu'à la surdité complète. En même temps, sa vue était gravement atteinte. Avec quelle émotion, des années plus tard, elle notait, un à un, les progrès de ses yeux !

En 1893, quand commence son journal de jeune fille, Marie Lenéru a dix-huit ans ; il y en a quatre qu'elle est sourde. Elle est catholique. Bientôt elle ne le sera plus.

Marie Lenéru avait toujours eu un fond d'orgueil. Non pas qu'elle méconnût ses faiblesses ; mais elle sentait en elle de quoi l'égaler aux plus hautes destinées. Quand la surdité arriva, on ne croyait pas qu'elle fût incurable ; obscurément, et certes parmi bien des souffrances, il plut à sa fierté d'avoir été distinguée par une grande infortune. « J'y puisais, dit-elle, une excitation qui approchait presque du contentement. » Le bonheur se refusant à ses lèvres, elle se roidit pour accepter l'épreuve, non par amour de Dieu, ni par humilité : par point d'honneur. Elle voulait se donner l'air d'avoir choisi son sort : « Le bonheur à pleins bords, ou s'il faut traîner des épreuves, faire comme sainte Thérèse, aller au-devant d'elles, n'avoir pas peur, les fixer, les méditer, les comprendre, les préférer, ne plus pouvoir s'en passer. » Et encore, vers la même date : « Je n'abdiquerai jamais, je voudrais toujours tout. J'ai besoin de préférer ma vie pour l'accepter. » Quelle âme un peu ardente refusera de s'émouvoir devant de pareils accents? Encore faut-il noter que cette acceptation n'a rien de chrétien. Elle laisse deviner de quelle nature fut la crise religieuse de Marie Lenéru.

Ces attitudes-là sont de celles qu'on ne prolonge pas. Vint une heure où, chez Marie Lenéru, l'avidité toute pure l'emporta sur cette fausse résignation. Écoutez ce cri déchirant d'une âme traînée sur la claie et qui consent enfin de pleurer : « Dieu sait avec quelle émotion je me redemande tout entière. C'est la première fois depuis dix ans que je prie simplement et violemment pour guérir et pour guérir de suite pendant qu'il en est temps encore. Mon Dieu, foudroyez-moi de ma guérison ! » Et un autre jour : « Ah ! je ne crois plus être vulgaire à présent en demandant le bonheur ! On y compte plus ou moins ; mais il faut s'en faire une vision magnifique et le souhaiter avec rage. Ce monde peut être une banqueroute : qu'on y perde du moins de grands désirs. »

Est-ce une conjecture imprudente que de penser que ce fut cette avidité même, se démasquant enfin et s'avouant pour ce qu'elle était, qui lui fit perdre la foi, au cours de l'année 1899? Non, ce ne sont pas des raisons proprement philosophiques, impersonnelles, qui

empêchèrent Marie Lenéru de croire en Dieu ; ce fut sa propre souffrance qui la détourna de l'aimer. Qu'elle soit ensuite venue à n'y plus croire, faut-il s'en étonner?

« Je ne capitulerai jamais », avait-elle écrit. Elle se tint parole. Privée du secours divin, laissée seule à elle-même, elle s'appliqua à vivre, de toute son énergie, passionnément.

Je dis bien : elle s'appliqua. Elle ne s'y laissa pas aller, en effet, et tel est l'enseignement de sa vie : « Porter tout son être à son plus haut degré de perfection, et faire l'expérience en soi de ce que la volonté humaine peut obtenir. » Ce programme qu'elle se proposait encore croyante, en regrettant qu'on le laisse aux saints, elle s'y attacha désormais, sans faiblesse.

Programme ambitieux, certes, mais non pas à son insu. D'accord avec Barrès, à qui elle souhaitait, avec une haute convenance, que fût dédié son *Saint-Just*, Marie Lenéru réhabilite l'ambition : « J'ai encore dû défendre l'ambition. Comme les hommes ont su s'arranger pour, au moins dans l'opinion, ne pas souffrir de leur bassesse ! Je me suis énervée ; il n'y a de beau que l'activité. Toute passion qui fait rendre aux hommes plus qu'ils n'ont l'habitude de donner est une passion exaltante, et noble par conséquent. » Mais notez que cette ambition dont elle fait l'éloge n'est pas frénésie pure, passion d'agir pour agir, au mépris de toute fin autre que l'action même. Marie Lenéru s'est expliquée sur ce point avec toute la clarté désirable à propos de Saint-Just, ce Saint-Just dont, disait-elle, « la jeune statue fait pleurer les Césars » : « Soit, il fut donc ambitieux, si l'on retient par ailleurs qu'on n'a jamais rien fait en ambition par la seule ambition. Vouloir pour vouloir, vouloir par jeu, ce serait trop fort. Un ambitieux, s'il souscrit à sa fortune plus qu'on a l'habitude de donner, doit avoir au moins l'illusion, le goût d'une œuvre. » Nous ne saurions dire combien ce beau réalisme nous plaît. Il a la vertu souveraine du bon sens. Et il est bien vrai que rien ne détruit plus sûrement l'action que la prétention pleine d'orgueil de se suffire à elle-même ; nul n'agit, qui n'ait accepté, d'abord, de se soumettre à une fin extérieure à lui.

Et voici le plus admirable : l'ambition, mais une ambition soumise au réel, a donné à Marie Lenéru de formuler, en termes d'une netteté saisissante, et avec quel accent ! quelques-unes des règles de l'action. Citons entre tant d'autres ce beau fragment. « Moralité de mon footing au pas accéléré pour m'emballer un peu le moral. N.-B. : vous devez toujours avoir la fièvre sous peine de mort. Résolution pratique : *ne jamais penser* à ce à quoi je ne puis rien : santé, faute d'argent — pour me déshabituer de l'obstacle de la défaite, et surtout de

la patience, de tout ce fatras d'attentes qui mène à l'innervation. Ne vouloir exister que sur le point où l'on peut agir, car la volonté se détruit dès que pour allié elle accepte le temps. De suite, on lui laisse tout faire. Ne compter que sur soi, ne compter pas même sur le temps. »

Et ce n'est pas là de la littérature. Marie Lenéru a fait ce qu'elle se proposait. Sa vie fut une conquête sur le désespoir et l'ennui. Plus tard, quand, sans être guérie de sa surdité, l'amélioration de sa vue lui eut permis enfin de se faire une vie plus supportable, elle ne trouvait à comparer ses souffrances qu'à la sensation du grand-duc Cyrille jeté à la mer par l'explosion de son navire et remontant « lentement, lentement, de très loin, à travers l'eau glacée. Il a dit qu'il lui semblait que jamais il n'arriverait à la surface ».

Et l'amour, dira-t-on? Longtemps, par fierté, comme elle avait d'abord tenté d'accepter par jansénisme son épreuve, elle voulut se persuader qu'elle y avait renoncé. Tout occupée d'ambition, à vingt-cinq ans, elle déclarait « qu'elle serait allée bravement au mariage de vénalité ». Et sans doute, il faut l'en croire. Quand sa jeunesse s'éloigna, pourtant, sans rien brûler de ce qu'elle avait adoré, elle se prit à penser davantage, le cœur soulevé de tendresse et de regret, à tout ce qui aurait pu être : « Je serais seule parce qu'il serait de garde ou en campagne. Les enfants, de huit à dix ans, chanteraient : *Shew fly, don't bother me* sur l'air de la *oupa-oupa*, ou l'un de ces airs créoles dont on ne savait jamais que les premiers mots... » Elle qui admirait l'intelligence, au point de juger que les « grands sentiments viennent du cerveau », elle était trop intelligente pour ne pas préférer la vie à la littérature. Elle-même aurait-elle écrit, si son infirmité ne lui avait interdit l'activité normale d'une femme, si elle n'avait eu à prendre sa revanche du malheur? Elle n'avait rien du bas-bleu. « Vous m'êtes témoin, Seigneur, que je n'ai pas choisi cette carrière, que je n'en ai jamais eu le *gobisme*, qu'elle me paraît toujours un peu ridicule et que j'ai eu huit jours d'abattement après les lettres de Moll, ce qui ne m'est jamais arrivé en lisant l'histoire de mes confrères. » Et voilà un aveu bien touchant.

Partout d'une netteté impitoyable, son intelligence n'a bronché que sur un point. Pendant la guerre, Marie Lenéru fut pacifiste. Oubliant sa souffrance, noblement, pour ne plus penser qu'aux jeunes corps étendus dans le sang et dans la boue, elle ne sut pas sauvegarder ces dures nécessités de la prévoyance nationale qu'il semblait pourtant qu'elle eût dû comprendre mieux qu'une autre. Ce fut comme la revanche de la femme sur tant de vertus qu'elle

avait exigées d'elle-même, et dont on peut bien dire, au moins, qu'elles ne sont pas proprement féminines.

Il n'importe, à vrai dire : le véritable journal de Marie Lenéru finit en 1914. Ainsi limité, on n'y trouverait pas dix pages indifférentes : ces feuillets épars sont une succession ininterrompue des plus beaux cris de passion clairvoyante.

« Pour aimer Stendhal, écrivait Pierre Gilbert, il faut une certaine trempe morale et tenir la vie comme un navire tient le flot. Stendhal affecte en nous l'homme plus que l'auteur. » On pourrait dire la même chose de Marie Lenéru, et si nulle part elle ne nomme Stendhal, elle fait souvent penser à lui. C'est le sien, ce style « d'où il n'y ait rien à rabattre à la réflexion ». Chose admirable, elle n'écrit pas : elle note une flamme intérieure, avec incorrection parfois, mais le *ton* y est toujours, inimitable, ce ton où elle voyait avec raison la marque du grand écrivain. Et comme à Stendhal, on peut lui prédire à coup sûr un petit nombre d'admirateurs passionnés. Rangeons son journal intime parmi les plus beaux qui aient été écrits, plus haut encore, à côté des meilleurs moralistes français, de La Rochefoucauld, ou de ce Vauvenargues qu'elle aimait. Et assurément, son génie est moindre, ou plutôt, précisons, plus restreint que celui de La Rochefoucauld ou de Stendhal. Elle n'a pas exploré un domaine extrêmement étendu du cœur humain. Elle n'est pas capable de créer des personnages qui aient une vie étrangère à la sienne, ce qui est le don propre du romancier. En profondeur, je veux dire par la passion et par la clairvoyance, elle ne le cède à personne, non pas même aux plus grands.

HENRI RAMBAUD.

L'HISTOIRE

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

La légende s'est emparée des quatre sergents de la Rochelle, lesquels étaient en réalité deux sergents-majors et deux sergents du 45e de ligne. Les péripétiés romanesques du complot dont ces jeunes gens furent les héros et les victimes ont frappé l'imagination populaire. Le roman-feuilleton, le drame et la chanson, les manuels primaires ont donné à leur aventure des proportions héroïques, les ont couronnés de l'auréole des « martyrs de la liberté ». Des auberges de village gardent encore accrochées sur leurs murs de naïves estampes figurant le suprême embrassement des conspirateurs au pied de l'échafaud. Leur tombeau, la salle de restaurant où ils tinrent leurs conciliabules sont des lieux de pèlerinage. Dans la ville de Laon, garnison actuelle du 45e d'infanterie, la *Ligue des droits de l'homme* se prépare à commémorer le centenaire de l'exécution du 21 septembre 1822.

Le généreux courage de ces sous-officiers, leur fermeté devant la mort, leur jeunesse, inspirent certes une pitié profonde. Que cette pitié se fasse aveugle au point de saluer en eux « l'espérance de l'armée fauchée dans sa fleur », qu'elle se transforme en acte d'accusation contre le gouvernement et les juges qui les ont condamnés, rien de plus injuste. Victimes, les quatre sergents de la Rochelle le furent. Mais les responsables de leur mort ne sont pas ceux que l'on prétend accuser. Leurs véritables bourreaux, ce sont les meneurs, qui, en se tenant soigneusement à l'abri, entraînèrent ces malheureux au

mépris du devoir et à l'oubli du drapeau, et, le cœur léger, les envoyèrent à l'échafaud. Dans la suite, le péril écarté, ces hommes ont révélé leur rôle avec une certaine complaisance. Leurs témoignages, les récits des écrivains sympathiques à leurs idées (1), démolissent la légende anti-bourbonnienne, et montrent où sont les vrais responsables du sang versé.

L'affaire des quatre sergents de la Rochelle est l'épisode le plus connu, mais non le plus important des complots militaires qui, en 1821 et 1822, furent pour le gouvernement de la Restauration une menace sérieuse et qui tous relèvent d'un même plan d'ensemble, établi et mis à exécution par la Charbonnerie. Cette société secrète, introduite en France par quelques jeunes révolutionnaires revenant d'Italie, avait, comme on le sait, une organisation habilement hiérarchisée en vue de réduire au minimum les risques de révélation. A la base, des *Ventes particulières*, s'ignorant entre elles, n'étaient en relations avec l'échelon supérieur, la *Vente centrale*, que par un seul membre appartenant lui-même à cette *Vente centrale*. Dans les mêmes conditions, un seul affilié de chaque *Vente centrale* connaissait les membres de la *Vente suprême*, organe directeur de toute l'association. Là les jeunes révolutionnaires, orateurs de la Charbonnerie française, voisinaient avec les notables politiciens qu'ils s'étaient donnés pour chefs et dont les plus connus étaient le général de La Fayette et son fils, le marquis d'Argenson, le colonel Fabvier, M. de Corcelles, M. de Schonen, conseiller à la cour royale de Paris, M. Beauséjour, l'industriel alsacien J. Kœchlin, les avocats Barthe, Manguin et Mérilhon.

Tous ces meneurs du jeu n'avaient d'idées communes que leur haine contre le régime établi et leur volonté de le détruire. La Fayette ne savait trop lui-même s'il était partisan d'une monarchie démocratique ou d'une république à l'américaine. Manuel, après avoir songé à offrir au prince d'Orange le trône de France, inclinait maintenant vers Napoléon II. D'autres étaient franchement bonapartistes, quelques-uns républicains. D'Argenson, marquis et millionnaire, aimait à se dire socialiste, et M. Beauséjour imitait le marquis d'Argenson. « *Nous ignorions ce qui serait résulté d'une révolution*, a plus tard écrit Corcelles, mais elle était possible et même probable. » Ils s'y employèrent d'une volonté unanime, quitte à se battre ensuite, le moment venu d'instaurer un ordre nouveau. Pour l'instant, il s'agissait seulement d'envoyer combattre d'autres qu'eux-mêmes.

(1) Notamment VAULABELLE, *Histoire de la Restauration*, et l'auteur des *Causes célèbres*, FOUQUIER, très hostile au gouvernement de la Restauration.

Le problème consistait à trouver les combattants de bonne volonté. Sans doute, grâce à l'activité des jeunes révolutionnaires, la Charbonnerie s'était vite répandue dans tout le pays. Bien rares les villes où il n'existait pas de *Vente*. Paris en comptait plus de cent. Si les départements du Nord échappaient en général à la contagion, ceux du Midi, de l'Ouest, surtout de l'Est fournissaient des affidés nombreux et qui s'affirmaient résolus. Mais ils se recrutaient dans les professions libérales, dans l'industrie, dans le monde politique et de la presse ; la classe ouvrière, et plus encore les paysans restaient réfractaires : la *Vente suprême* manquait d'hommes, demain prêts à descendre dans la rue.

Elle les chercha dans l'armée. Un peu partout en Europe, les mouvements révolutionnaires à cette époque prenaient la forme de séditions militaires : on venait de le voir en Espagne et aussi en Portugal, à Naples, en Piémont. En France, grâce aux sages lois de Gouvion-Saint-Cyr, le corps des officiers commençait à se remettre de l'ébranlement moral que lui avait causé l'aventure des Cent-Jours. Mais les sous-officiers offraient une proie plus facile. Mécontents de la lenteur de l'avancement, conséquence inévitable de l'encombrement des cadres et de l'état de paix, tout remplis encore des souvenirs de l'armée napoléonienne, ils accueillaient avec plaisir les pamphlets libéraux qui venaient, dans l'oisiveté des casernes, leur prêcher le mépris de la dynastie régnante. Ils ne restaient pas insensibles à l'attrait de jouer un rôle dans les sociétés secrètes, de se substituer à leurs chefs hiérarchiques dans le commandement des soldats. Aimant à s'entendre dire qu'ils étaient la force principale de l'armée, ils acceptaient de devenir le noyau de l'insurrection.

Les *Ventes militaires* se multiplièrent avec une rapidité surprenante dans la plupart des régiments et, dès le début de 1821, une vaste conspiration militaire se préparait en secret dans de très nombreuses garnisons.

* * *

Les régiments de Paris étaient, ainsi qu'il convient, particulièrement travaillés. Ce fut le sort du 45e de ligne lorsqu'il arriva du Havre en avril 1821. Régiment médiocrement commandé. Son chef, le colonel de Toustain, venait de faire mettre en non-activité quatre capitaines et d'éliminer des sous-officiers populaires dans la troupe. Ces rigueurs, peut-être justifiées, avaient indisposé l'esprit du régiment. Les facilités de la garnison de Paris, qui, en tout temps, ont souvent nui à la discipline, relâchèrent encore la surveillance des officiers, la propagande révolutionnaire se trouva facilitée.

Les deux bataillons du régiment étaient casernés en plein quartier des Écoles où l'esprit antidynastique dominait. La *Vente centrale* du quartier, qui avait pris le nom de Washington, sans doute pour faire plaisir à La Fayette, s'aboucha avec les sous-officiers. Le contact fut d'autant plus facile qu'un membre de la Washington, l'avocat Baradin, retrouva parmi eux un ancien condisciple, le sergent-major Bories.

Bories devait être l'âme du complot. Dans cette aventure où s'agitèrent tant d'individus médiocres, sa figure se détache seule avec un certain relief. Né en 1795 d'une bonne famille paysanne de l'Aveyron, enrôlé de bonne heure, sous-officier dans l'armée impériale, licencié après Waterloo au moment de recevoir l'épaulette, il avait repris du service dans la garde royale d'où il était passé au 45e. Il s'était donné lui-même, un peu au hasard, une instruction plus étendue que solide. Son esprit était tout révolutionnaire ; pour lui la liberté était une religion et le progrès un dogme. A un camarade qui racontait le propos spirituel d'un paysan, il répondait avec gravité : « C'est le fruit de la lumière, on ne recule pas devant le siècle ! » Intelligence nette, volonté tenace, imagination ardente, cœur généreux, tête chaude, il était de ces hommes qui font beaucoup de bien ou beaucoup de mal, selon que l'idée à laquelle ils se dévouent avec une aveugle passion est juste ou fausse. Bories s'estimait capable de briller à un rang plus élevé, mais il acceptait malaisément de se plier aux modestes devoirs de son état. Sa situation subalterne l'irritait. « Rentrez dans la classe d'où vous êtes sorti », disait-il avec mépris à un sous-officier qui refusait de le suivre dans ses rêves de conspirateur. En somme plus « citoyen », comme on disait alors, que soldat. Mais serviable, dévoué à ses amis, loyal, il avait sur les autres sous-officiers une influence considérable. Défauts et qualités faisaient de lui un meneur redoutable.

Bories accepta avec enthousiasme la mission de former une *Vente militaire* dans son régiment ; il y réussit aisément et bientôt les nouveaux affiliés prêtaient sur le poignard le serment de haine à la monarchie. Ils étaient au nombre de vingt, presque tous sous-officiers ; deux soldats seulement. On évitait en général d'initier les soldats ; on estimait, que, le moment venu, ils marcheraient sans difficulté à la suite de leurs sous-officiers, peut-être aussi redoutait-on leurs bavardages après boire.

Parmi les premiers affiliés étaient le sergent-major Pommier, les sergents Goubin et Raoulx qui devaient partager la mort de Bories. La légende, en mettant ces trois hommes sur le même rang que Bories, leur fait trop d'honneur. Un peu plus jeunes que lui, ils partageaient l'ardeur de sa passion révolutionnaire, mais ils n'avaient ni son intel-

ligence, ni sa valeur morale. S'ils témoignèrent d'une égale ferveur devant la mort, ils s'abandonnèrent aux révélations les plus compromettantes à la découverte du complot. En somme, ils furent de modestes comparses qu'une mort courageuse, en pleine jeunesse, a grandis dans l'imagination populaire à la taille des héros de légende.

Sitôt constituée la *Vente militaire,* Bories fut mis en relations avec la *Vente suprême* ; il eut avec La Fayette une conversation dont il a respecté le secret. C'est le moment où la formation du ministère Villèle décidait la Vente suprême à frapper le grand coup. « Un plan d'insurrection générale, écrit le chancelier Pasquier, avait été arrêté dans le plus grand détail, rédigé par La Fayette, dessous ses yeux, en compagnie de quelques amis qu'il avait réunis à sa terre de Lagrange. » L'insurrection devait éclater à la fois dans l'Ouest où l'on comptait sur l'école de cavalerie de Saumur et sur la garnison de Nantes, et dans l'Est. Un mouvement était préparé à Marseille d'où les chefs du complot voyaient déjà les insurgés remonter le Rhône pour donner la main à Lyon aux régiments de l'Est. Les seigneurs de la *Vente suprême* devaient donner le signal et se montrer, en cas de succès. Tout échoua, pour des causes qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici et dont la principale fut probablement l'hésitation des grands chefs à sortir en temps voulu de l'ombre qui les protégeait. Mais le péril avait été grand, le gouvernement s'en rendit compte et réprima durement. Ce ne fut pas sa faute si les véritables coupables échappèrent au châtiment en l'absence des preuves judiciaires de leur crime. A Belfort, à Toulon, à Nantes, à Saumur, à Colmar, un général, des officiers en demi-solde ou en activité, des sous-officiers engagés dans les *Ventes militaires*, payèrent pour les meneurs à qui le généreux silence de leurs victimes assura l'impunité.

Le même sort attendait les affiliés du 45e. Pour l'instant, ils savaient qu'ils auraient un rôle à jouer à Paris, et ils y étaient bien décidés. Vaulabelle raconte à ce propos l'anecdote significative de certaine alerte nocturne d'incendie pour laquelle le sergent Goubin fit descendre sa compagnie en armes, fusils chargés. Cependant, ce n'était pas à Paris que leur destin devait se jouer. La *Vente centrale* avait fait distribuer de l'argent aux initiés de la *Vente militaire;* les dépenses exagérées de certains sous-officiers attirèrent l'attention du colonel, le général commandant la division fut saisi de rapports défavorables sur le régiment. Celui-ci reçut l'ordre de partir pour la Rochelle le 22 janvier 1822.

Départ qui pouvait être le salut des sous-officiers auxquels, d'ailleurs, l'échec du mouvement de Belfort donnait à réfléchir. Mais la Charbonnerie ne lâchait pas ses hommes. Bories rendit compte du

départ prochain et des hésitations de ses camarades. Afin de leur remonter le moral, on arrangea une réunion avec quatre délégués de la *Washington*, l'avocat Baradin, le chef d'institution Hénon, le docteur Ganrau, l'employé Rozé, qui, en compagnie des principaux sous-officiers, déjeunèrent chez un marchand de vins de la rue Descartes, à l'enseigne du *Roi-Clovis* (1). Hénon demanda aux sous-officiers de se montrer dignes de leurs camarades espagnols qui avaient suivi Riczoet Quiroya. Il affirma que l'échec de Belfort ne signifiait rien. De nouveaux soulèvements allaient éclater à Saumur et à Nantes ; le 45e, dans ses étapes vers la Rochelle, marcherait à proximité des départements insurgés ; un délégué de Paris viendrait en cours de route leur donner le signal ; l'heure de l'action était proche.

Au moment des adieux, on procéda à la distribution de tout un dangereux bric-à-brac de conspiration romantique, poignards, cartes découpées à utiliser comme signe de reconnaissance entre affidés. Bories reçut une somme d'argent pour la répartir comme viatique d'étapes entre tous les membres de la *Vente militaire*. Les conspirateurs se mirent en route, bien persuadés qu'ils n'arriveraient pas à la Rochelle sans avoir soulevé le régiment. De la meilleure foi du monde, Bories poursuit son rôle d'animateur. Mais, à Orléans, s'étant pris de querelle avec un sous-officier suisse de la garde royale, il est consigné à la garde du camp. Privé de la liberté de ses mouvements, il continue à diriger le complot. A Tours, puis à Sainte-Maure, il envoie un de ses camarades « aux ordres ». Introduit mystérieusement dans une maison isolée en pleine campagne, le soldat Lefèvre apprend d'un carbonaro de Saumur que le mouvement est retardé, mais sous peu de jours le dévouement du 45e sera mis à l'épreuve. Et Lefèvre garantit le concours de ses camarades qui l'approuvent. La candeur de ces militaires est infinie. Elle serait émouvante si on pouvait oublier la passion d'indiscipline qu'implique un tel état d'esprit.

Le régiment arrive à la Rochelle. Bories est mis en prison. Il s'en échappe quelques heures afin de détruire des papiers compromettants pour la Vente suprême et aussi pour un capitaine de son régiment, le capitaine Mattias, dont le rôle, en toute l'affaire, reste encore obscur, puis il est dirigé sur Nantes, chef-lieu de la division dont dépend la Rochelle. Son rôle actif est pour l'instant terminé, le sergent-major Pommier prend la direction de la Vente.

Les malheureux vont continuer leur conspiration pendant plus

(1) Le restaurant existe encore aujourd'hui. Il arbore bien entendu l'enseigne *Aux sergents de la Rochelle*, et on y montre des reliques, que l'on affirme authentiques, des conspirateurs.

d'un mois encore. Ils sont en relations avec la *Vente civile* de la Rochelle, avec les initiés des bataillons coloniaux de l'île de Ré. Le général Berton vient d'échouer à Saumur, il se cache aux environs de la Rochelle. Un délégué de Paris annonce à Pommier qu'un général va prendre le commandement de l'insurrection dans la Charente-Inférieure. Que les sous-officiers insurgent le régiment, la ville de la Rochelle se soulèvera, les villages voisins suivront ; le succès du mouvement sera l'éclatante revanche des échecs antérieurs. Et ces enragés de rébellion prennent leurs mesures pour arrêter le colonel et les chefs de bataillon. On a peine vraiment à croire possible tant d'obstination aveugle, mais nous avons les aveux et les témoignages apportés en pleine liberté, après la Restauration, par les survivants du complot.

Tout de même, il y a une fin à tout. Le 19 mars, Pommier est arrêté en voulant sortir de la caserne après l'appel du soir, déguisé en paysan, pour aller trouver le général Berton. Il demande à parler au colonel. A cette nouvelle, les affidés s'émeuvent. L'un d'eux, le sergent-major Goupillon, persuadé que Pommier va les trahir, parle le premier. Il fait au colonel les déclarations les plus explicites sur le complot, livre les noms des membres de la Vente militaire, dénonce le capitaine Mattias. Le soir même, tous sont arrêtés, on fouille leurs lits, on y découvre des poignards, de la poudre, des balles, les cartes de reconnaissance.

Dans les premiers moments de stupeur, les révélations se multiplient. Pommier, Raoulx, Goubin, interrogés séparément par le général Despinois, commandant la division, avouent tous les faits du complot, révèlent l'existence de la Vente Washington, nomment les quatre délégués du *Roi Clovis;* ils écrivent et signent ces déclarations. Ils diront plus tard que les aveux leur ont été arrachés par l'intimidation ; quoi qu'il en soit, ils n'ont rien signé que nous ne sachions aujourd'hui véridique. On sait bien que Bories n'est plus là pour remonter les volontés désemparées. De lui du moins, le général Despinois n'a pas obtenu le moindre mot compromettant : les seigneurs de la Vente suprême ne seront pas découverts.

A Paris, Baradin, Hénon, Gauran, Rozé sont arrêtés. Baradin est seul à connaître les membres de la Vente suprême, il ne parle pas davantage que Bories. Mais Hénon fait l'aveu complet de ce qu'il sait. La preuve du complot est faite.

Le Code pénal dont, en matière politique, la sévérité première s'est bien adoucie de nos jours, frappait alors de la peine capitale le complot aussi bien que l'attentat ; la volonté arrêtée et concertée d'agir était punie de mort, alors même qu'aucun commencement d'exé-

cution n'était intervenu. Il n'est pas question de discuter ici si cette impitoyable rigueur n'était pas plus sage que l'indulgence actuelle pour les fomenteurs de désordre. Retenons seulement qu'avec la législation instituée par Napoléon, les conspirateurs de la Rochelle étaient passibles de la peine de mort, sans que le gouvernement du roi eût à intervenir par aucune mesure de circonstance. Par ailleurs, la complicité des carbonari civils de la Vente Washington soustrayait les prévenus militaires à la juridiction des conseils de guerre ; le jury parisien était appelé à décider de leur sort.

Les prisonniers de la Rochelle rejoignirent donc à la Force les détenus de la Washington ; ils y retrouvèrent aussi Bories. Aussitôt réuni à ses camarades, le jeune sergent-major reprit près d'eux son rôle de chef. Il leur fit honte des aveux auxquels ils s'étaient abandonnés. Le devoir était de les rétracter à l'audience, en affirmant que ces aveux leur avaient été arrachés par la ruse ou la violence. Il s'agissait moins de sauver leur tête que de sauvegarder la Charbonnerie en empêchant le gouvernement de remonter jusqu'à la tête de l'association. Tel était son ascendant que tous acceptèrent cette immolation. Bories, du moins, partageait tous les risques dans lesquels il engageait ses compagnons. Mais que penser des avocats qui fortifiaient les accusés dans une résolution aussi néfaste? Pour la plupart, ils étaient engagés dans les *Ventes centrales*, deux d'entre eux, Barthe et Mérilhon, étaient membres de la *Vente suprême*. Ainsi, à chaque pas de la douloureuse aventure, la haute Charbonnerie entraînait ses dupes vers le supplice.

Le procès s'ouvrit le 21 août. Douze prévenus, dont Bories, Pommier, Goubin, Raoulx, le capitaine Mattias et les quatre délégués de la Vente civile, étaient poursuivis pour complot, treize militaires du 45e pour non-révélation. Les débats furent présidés avec une impartialité absolue par le conseiller de Mommerqué, homme doux et modéré, qui ne dissimulait qu'à demi l'intérêt que lui inspirait la jeunesse des accusés. Le prétoire était rempli de carbonari parisiens.

L'avocat général de Marchangy établit dans son réquisitoire le lien évident qui unissait tous les complots militaires et montra l'action directrice du comité occulte. Il n'eut pas de peine à prouver que tous les éléments constitutifs de complot se trouvaient dans l'affaire. La défense ne fut pas à la hauteur de l'accusation. L'avocat Merilhon s'attacha surtout à combattre les affirmations de Marchangy relatives au comité directeur. Les accusés s'en tinrent fidèlement à la ligne de conduite concertée ; ils nièrent tout. Bories alla jusqu'à prétendre que la Vente n'était qu'une société de secours

mutuels entre sous-officiers. Il fut d'ailleurs admirable de sang-froid, de présence d'esprit, de générosité, revendiquant pour lui seul toute la responsabilité. « L'avocat général, déclara-t-il, vient de me présenter comme le chef du complot. Eh bien ! j'accepte ; heureux, si ma tête en roulant sur l'échafaud peut sauver celle de mes camarades. »

Ces paroles de générosité soulevaient l'émotion d'un auditoire conquis d'avance, mais les moyens de défense des accusés ne pouvaient détruire dans l'esprit des jurés la concordance des aveux antérieurs avec les dépositions des témoins et les faits mêmes du procès. Une maladresse suprême rendit la clémence impossible. La veille de la clôture des débats, les jurés reçurent des lettres de menaces dans lesquelles, sous deux poignards croisés, insignes de la Charbonnerie, des carbonari avaient écrit : « Le sang appelle le sang : la mort. »

On sait ce que fut le jugement : quatre condamnés à mort, Bories, Pommier, Raoulx et Goubin, acquittement des autres accusés de complot, condamnation de cinq à deux ans de prison pour les accusés de non-révélation. Un écrivain libéral décrit avec émotion la lecture de l'arrêt, en pleine nuit, à la faible lueur de quelques bougies ; le courage des condamnés, la douleur des spectateurs et des avocats. Douleur, mais remords aussi : « Engagés dans les mêmes liens que les condamnés, associés à la même responsabilité, ils allaient retrouver leurs familles, conserver les chances d'un long avenir, d'une haute fortune, tandis que les plus jeunes, les plus humbles monteraient à l'échafaud. »

Les familles des sous-officiers adressèrent au roi un placet touchant. Louis XVIII l'écarta. « Le devoir marche avant la pitié », dit-il. En effet, la situation politique ne permettait guère une clémence qui aurait passé pour de la faiblesse. En laissant la justice suivre son cours, le roi épargnait plus de sang qu'il n'en laissait couler. Le supplice des quatre condamnés fut la fin des *Ventes militaires*. « Avec les derniers soupirs de Bories et de ses camarades, avouait Armand Carrel, s'était éteint dans l'armée l'esprit des dévouements insensés. » On le vit bien lorsque les émigrés républicains tentèrent de provoquer l'insurrection dans l'armée d'Espagne ; ils furent reçus à coups de canon. L'armée avait échappé à l'emprise révolutionnaire.

La Charbonnerie n'essaya rien de sérieux pour sauver les sous-officiers du 45e. Les Ventes s'agitèrent, de vagues projets d'enlèvement furent écartés aussitôt que proposés ; finalement, on se borna à recueillir 70 000 francs pour tenter de corrompre le directeur de la prison de Bicêtre. L'échec inévitable de cette tentative maladroite n'émut pas les seigneurs de la Haute Vente auxquels Bories et ses

amis sacrifiaient leur vie. « Ils mourront bien », se contenta de dire Manuel.

Le 21 septembre 1822, en place de Grève, Bories, Raoulx, Goubin montèrent sur l'échafaud, au pied duquel ils s'embrassèrent une dernière fois ; ils saluèrent la mort d'un courage stoïque qui ne se démentit pas à l'instant suprême. Dès le lendemain, commença leur légende dramatique et touchante, qu'ont si bien exploitée ceux-là mêmes qui les abandonnèrent sans remords, après les avoir, d'un cœur léger, entraînés sur la voie fatale.

Telle est, dans sa simple réalité, l'histoire des quatre sergents de la Rochelle. Il n'est pas sans intérêt de la rappeler au moment où des agitateurs professionnels vont essayer de troubler à nouveau l'imagination populaire avec le souvenir des quatre sous-officiers indisciplinés. De leur pitoyable aventure se dégage pourtant d'autres conclusions qu'un réquisitoire contre le gouvernement de la Restauration : jamais la lâche et cruelle indifférence des grands meneurs professionnels pour les pauvres égarés dont ils font leurs dupes ne s'est étalée avec autant de cynisme.

R. DE BOISFLEURY.

LA MUSIQUE

MUSIQUE ANCIENNE (1)

Dans le clairvoyant petit livre qu'il vient de faire paraître sur la *Philosophie du goût musical*, M. Pierre Lasserre remarque justement : « Ronsard et les poètes de la Pléiade, dédaignés par le dix-septième et le dix-huitième siècle, ont été remis en honneur au dix-neuvième. C'est exactement le sort des musiciens de leur temps : Claude Le Jeune, Jeannequin, Josquin des Prés, Guillaume Costeley, Roland de Lassus et autres, complètement abandonnés par les contemporains de Lulli et de Rameau, et qui aujourd'hui font nos délices. »

De récentes auditions ont montré à quel point le goût de la musique ancienne se révélait vivace et, somme toute, éclairé. La Société chorale d'amateurs Griset-Sainbris fit récemment un effort considérable et méritoire en donnant une vaste sélection des *Indes galantes*. Sans doute n'a-t-on jamais pu s'empêcher de trouver à la déclamation lyrique de Rameau — et ses plus zélés admirateurs n'y contredisent point — une certaine monotonie qui s'accuse lorsque l'on se trouve en présence de morceaux détachés, sans l'éclat des costumes ni l'agrément des danses. Mais il reste toujours l'intérêt d'avoir fait

(1) A propos de concerts et de livres récents : *Philosophie du goût musical*, par Pierre Lasserre (les Cahiers verts, Grasset) ; *l'École française de violon, de Lully à Viotti*, par Lionel de La Laurencie (Delagrave) ; *les Violonistes compositeurs et virtuoses*, par Marc Pincherle (les Musiciens célèbres, Laurens).

connaître une musique dont beaucoup parlent sans l'avoir jamais entendue, ou, l'ayant entendue, sans l'avoir comprise.

Cette monotonie de la musique ancienne disparaît vite, au reste, si le programme est bien composé : c'est ce que montra l'un de ceux des concerts du Vieux-Colombier où alternèrent Veracini, Bach, Scarlatti, Pachelbel, Fischer, Purcell et Ground, avec grâce, ampleur, ironie, majesté ou mélancolie tour à tour. Par ailleurs, des pièces de luth, inédites pour la plupart, du seizième et du dix-septième siècle, empruntées à Vincenzo Galilei ou à Molinaro ont attiré à nouveau l'attention sur cet art menu, mais précieux.

Il recèle des trésors d'invention. Il réalise un équilibre. Il attire les cœurs ingénus ; et si nombre d'auditeurs ne peuvent l'apprécier qu'en les confrontant avec les productions modernes, celles-ci à leur tour ne peuvent souvent se bien comprendre — c'est le cas pour les fines compositions de Francis Poulenc — que si on les rapporte à la musique d'autrefois. Il est vrai qu'elle apparaît souvent figée. Il en faut dégager l'esprit. Et celui-ci est parfois trahi, soit qu'on l'ennoblisse à l'excès, soit qu'on lui impose une sentimentalité dont il n'a que faire parce qu'elle lui est totalement étrangère, soit encore — rencontre la plus fréquente — qu'on l'amenuise sous le prétexte qu'il doit être spirituel. Pour cette raison, Gluck est presque toujours défiguré : son énergie, son rythme, ses larges contours sont sacrifiés à de pauvres détails où les exécutants veulent faire briller leur propre esprit et où disparaît la noblesse de l'œuvre.

L'excès de fidélité même est préjudiciable à la musique ancienne. A mesure qu'on remonte dans le passé, l'usage des ornementations et des broderies adventices devient plus fréquent, et, selon la remarque de M. Marc Pincherle, trop de fini risque de dénaturer ces pièces très naïves, jouées à l'enfance de la musique instrumentale, avec des archets frustes, par des ménétriers incapables d'utiliser les positions élevées et de registrer leurs sonorités avec la précision des modernes.

Pour ces reconstitutions d'art ancien, la société *Violes et Clavecins* affirme sa volonté de recherches et son scrupule historique. A vrai dire, toutes les œuvres dont la suite innombrable se presse depuis le milieu du seizième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième ne sont pas d'égale valeur. Il faut les entendre cependant. Il faut connaître, à côté des chefs-d'œuvre classés (dont quelques-uns d'ailleurs usurpent leur titre), les pièces plus obscures qui firent le charme quotidien des amateurs de jadis. Il faut les entendre aussi, surtout, pour bien comprendre la nécessité d'une sélection dans ces musiques courtes mais surabondantes. Si les pièces de Couperin ou de Daquin

restent, comme on dit, de purs joyaux, on conçoit pourquoi le silence s'est fait autour de Nicolas Vibert ou de Heinichen.

Pourtant l'on rencontre, et de plus en plus, des curieux qui, à la seule annonce de ces noms oubliés, se pâment d'aise et applaudissent. Leur enthousiasme exerce ses bienfaits. Mais il n'a que trop de dangers. Il risque d'exalter la musique ancienne pour la seule raison qu'elle est ancienne. Plus d'un parmi les luthistes, les clavecinistes ou les violonistes que l'on découvre de nos jours et dont mainte collection se pare à peu de frais, n'a été qu'un petit fonctionnaire de la musique : il a présentement la chance d'avancer à l'ancienneté. On perd de vue le relatif de la valeur. Il y a des profiteurs du passé. Ce bénéfice du recul dans le temps joint à l'avance dans l'estime a joué déjà, il y a quelques décades, quand on se mit à recueillir pêle-mêle les chansons populaires. Il leur suffisait d'être bien vieilles pour être proclamées merveilles. Il importait peu qu'elles fussent parfois de musique indigente et de poésie débile : elles avaient de l'âge.

C'est surtout le romantisme qui a gâté le goût commun avec son thème sans cesse répété des « musiques anciennes », des « musiques vieillottes », thème facile et abondant dont la versification, la prose et la philosophie ne se sont point privées et que les symbolistes ont accueilli à poèmes ouverts. Ils furent rares ceux qui, comme Gérard de Nerval ou même Champfleury, surent distribuer à bon escient leurs admirations et leurs sympathies.

On ne voit que trop les effets d'un engouement inconsidéré. Il n'est à peu près personne qui puisse aujourd'hui aborder, sur le plan strict de la musique, l'audition d'un morceau de Leclair ou de Dandrieu, sans un halo poétique qui obnubile l'intelligence. Le pis est que ce nimbe fallacieux est nécessaire à la plupart des auditeurs, pour qui la musique ne peut être qu'une boîte à Pandore du sentiment. Voilà le mot lâché. Ils veulent du sentiment. Ils ne reconnaissent pour musique que celle où il y a du sentiment, comme il n'est de bon repas, pour ce personnage de comédie, qu'avec de bon gros haricot. Quand le sentiment n'y est pas, ils en mettent, mais c'est le leur. Comme si le sentiment était toujours à portée. Comme s'ils savaient même ce que c'est. Et ils jugent : cela est senti, comme si le musicien avait pressé un oignon en forme de cœur dont le jus clair picote les yeux. Comme si l'imagination, la volonté, la logique ne pouvaient alimenter la musique. Comme si la plupart des aspects de la vie spirituelle lui étaient interdits, au bénéfice du sentiment. Rêveur et ardent, sensible et sensuel, excessif et ému, voilà comme ils veulent que soit tout musicien. Et de force ils l'installent sur le trépied de la Pythonisse, bavant et roulant de l'œil.

Il se trouve que les vieilles musiques en manquent pour la plupart, de ce sentiment que l'on n'a commencé à exalter qu'au dix-neuvième siècle. Ces vieilles musiques relèvent, volontairement, d'une autre esthétique, qui est tantôt la joie pure des sons, tantôt une joie d'intelligence, d'autres fois une joie pittoresque, ou plus souvent encore, comme le montre M. Lasserre dans un des meilleurs chapitres de son livre, une joie motrice et dynamique. Mais il est décidé qu'il leur faut du sentiment, et jusque dans la moindre fugue de Bach qui ne songeait pourtant point à l'y mettre, étant alors mû par le souci d'une probité toute musicale. Ce sentiment qui n'y est pas, qui se défend d'y être, on l'y entonne, et d'autant mieux que la musique est plus vieille, puisque aussitôt sont évoquées des images de vieux temps et des souvenirs attendris d'aïeules. L'auditeur moyen ne prend plaisir, dès lors, aux musiques anciennes qu'à travers les chromos de jadis, et, ce qui est plus triste encore, le virtuose habituel ne les joue que pour cela.

Mais voici autre chose. L'extrême matérialité des moyens de l'art musical (c'est une nouvelle vue, et décisive, de M. Lasserre) lui crée comme une nécessité de transformer, d'époque en époque, sa matière même. C'est pourquoi l'on est mis en défiance par les transports d'admiration que disent éprouver certains amateurs à l'endroit de musiques anciennes. Ce qui met en défiance, ce n'est pas qu'ils les éprouvent, mais c'est que la nature de ces transports soit exactement la même que celle dont ils jouissent à l'audition d'œuvres contemporaines. Réagir de semblable façon devant une sonate de Vivaldi ou devant le *Duo pour violon et violoncelle* de Ravel, c'est presque avouer que l'on n'entend rien ni à l'une ni à l'autre. Aussi ces auditeurs agiront-ils sagement en ne se lançant point à la légère dans la lecture, indispensable à quiconque aime vraiment le vieil art musical, de deux livres récents qui traitent l'un et l'autre de la musique pour violon du seizième au dix-neuvième siècle.

Le plus gros, celui de M. de La Laurencie, étudie l'école française de violon, de Lully à Viotti : ouvrage dont nous n'avons encore que le premier tome ; il s'arrête à Mondonville. L'auteur, à qui l'on doit déjà tant de travaux précieux, rassemble et coordonne les études qu'il a depuis longtemps entreprises sur l'ancienne école française de violon : elles montrent le chemin parcouru en France pendant un siècle de musique instrumentale. Parmi les musiciens étudiés, beaucoup sont obscurs ; et l'auteur a bien raison de dire que les grands n'ont pas seuls droit à notre reconnaissance ; mais on aurait tort d'oublier que la valeur des petits n'est pas toujours absolue et que

leur labeur n'a souvent de sens que pour avoir fourni aux plus illustres la matière dont ils avaient besoin.

De ce copieux livre, que d'innombrables références alimentent sans l'alourdir, il ressort avec évidence que l'histoire des musiciens intéresse directement toute l'histoire sociale. Voyez la description des biens possédés par Jean-Marie Leclair. Sa bicoque, qu'il avait achetée 2 600 livres rue de Carême-Prenant, ne renfermait qu'un mobilier des plus modestes et la cave ne contenait que « quarante-six bouteilles de vin rouge commun ». En revanche, linge et garde-robe révélaient de la recherche. Ce violoniste pauvre, mais soigneux et presque élégant, était aussi un homme instruit ; sa bibliothèque comprenait plus de deux cent cinquante volumes, parmi lesquels l'*Histoire ancienne* de Rollin, les *Métamorphoses* d'Ovide, le *Télémaque*, les œuvres de Molière, un Virgile complet et le *Paradis perdu* de Milton.

Ainsi est rendue vivante et humaine la figure de chacun de ces musiciens : François Couperin, premier compositeur de sonates de violon en trio ; François Duval, musicien du duc d'Orléans et du Roi ; Mascitti, Napolitain francisé, musicien du duc d'Orléans et protégé des Crozat ; l'organiste Dornel, rival heureux de Rameau et maître de musique de l'Académie française ; Jacques Aubert, musicien du duc de Bourbon et du Roi ; François Francœur, que connaissent, comme homme du monde, les lecteurs des *Mémoires* de Mme d'Épinay ; Jean-Baptiste Anet, dit Baptiste, élève de Corelli ; et Jean-Joseph Cassanéa de Mondonville. En même temps que l'on suit les progrès continus de l'école française, qui devient bientôt l'égale de l'école italienne, on voit peu à peu se dessiner le portrait réel de ces compositeurs, et, au travers de la musique, apparaître les mœurs familières de tout un siècle ; en même temps que naît aux yeux la biographie des œuvres et que se recrée l'esthétique des genres, l'histoire des hommes vient donner vie à cette complète résurrection d'un milieu social.

Le livre de M. Pincherle transporte sur un autre terrain. Il envisage, dans un cadre extrêmement bref, l'évolution européenne de la musique de violon et de la technique de cet instrument depuis le seizième siècle. Toutes les écoles de toutes les nations sont englobées en ce travail où la concision le dispute à l'exactitude : synthèse ramassée qui fait le plus grand honneur à la jeune musicologie française. Ce ne sont plus les violonistes eux-mêmes que l'on voit vivre, mais c'est « le violon ». Rien n'est passionnant comme la destinée de ce personnage. Il fut d'abord méprisé en raison de sa roture originelle : n'était-il point le compagnon des rustres, des ignares méné-

triers qui faisaient danser les villageois quand viole et luth charmaient les délicats? Au début du dix-septième siècle cependant, il est déjà passé aux mains de gens si habiles que Lecerf de la Viéville peut dire : « Cet instrument n'est pas noble en France. Mais enfin un homme de condition qui s'avise d'en jouer ne déroge pas. » En Allemagne comme en Italie, il s'est déjà essayé à la virtuosité, jusqu'au jour où Corelli fixe à la sonate pour violon un équilibre qui ne sera plus troublé. L'école italienne se forme et groupe Veracini, Locatelli, Vivaldi, Tartini. Les Anglais suivent. Et voici, à Paris, réapparaître Leclair, centre de l'école française. Le violon élargit son domaine : il annexe, avec Gaviniès, le concerto et, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, de rustre qu'il était, passe grand seigneur. Il va susciter les grands virtuoses : Paganini est proche. Aujourd'hui, noyé dans l'orchestre toujours grandissant, le violon est déchu de sa suprématie de soliste ; mais la musique ancienne, toujours plus répandue, ne permet plus d'oublier quel rôle décisif a joué le violon dans le développement de l'art.

Par leurs exemples abondants, ces études viennent confirmer encore une des vues les plus nettement marquées de M. Lasserre. C'est celle-ci : les changements de la matière sonore et de la technique ne sont pas nécessairement liés à l'avènement d'un génie. Chaque musicien, s'il a quelque chose à dire, n'est pas obligé, pour traduire l'âme nouvelle qu'il porte en soi, de se créer un langage tout neuf. La langue musicale possède une généralité de constitution qui permet au talent créateur de la faire sienne sans en modifier le fond et l'équilibre, et qui s'exprime dans le vocabulaire commun avec un accent original. Le dix-neuvième siècle a changé tout cela. Il a eu besoin de « ces grands changements de visage, qui, dans les siècles antérieurs, s'accomplissaient d'époque en époque. » La musique ancienne a su faire régner moins des individus que des styles par ondes successives. Quand elle a transformé le langage musical, elle l'a fait avec la naïveté de la vie, sans le chercher et comme malgré elle. On pourra voir, à propos de livres récents sur la musique moderne, tout ce que cette saine conclusion de M. Lasserre comporte d'enseignements pour nos musiciens de demain.

André Cœuroy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LORD CURZON

Lord Curzon de Keddleston, leader de la Chambre des lords et secrétaire d'État aux Affaires étrangères, s'est toujours fait une idée très exagérée de sa propre importance. Peut-être, jeune étudiant à Oxford, où il fit du reste de brillantes études, entendit-il un jour le célèbre docteur Jowett, maître de Baliol, rappeler à ses élèves que « la modestie est une erreur après un certain âge ». Toujours est-il que, dès sa jeunesse, lord Curzon eut cet air altier et suffisant qui le fait ressembler, selon les uns, à un médecin à la mode de Harley Street, selon d'autres, à un maître d'hôtel de grande maison. On connaît le malicieux petit couplet qui a fait le tour des salons de Londres et qui dépeint spirituellement la psychologie de Son Excellence :

My name is George Nathaniel Curzon
I am a most superior person!

Malheureusement, lord Curzon n'entend pas la plaisanterie lorsqu'elle s'exerce à ses dépens. Peut-être a-t-il pris la raillerie pour un compliment. Il semble même l'avoir adoptée comme devise. Chargé d'honneurs et de titres, il se murmure à toutes les étapes de sa remarquable carrière politique, avec une conviction croissante :

« Je m'appelle George Nathaniel Curzon et je suis une personne très supérieure! »

Fils aîné du révérend Alfred Holden Curzon, quatrième baron Scarsdale, lord Curzon est né à Keddleston le 11 janvier 1859. Cet événement doit lui paraître un des plus prodigieux de l'histoire. Il a

été élevé à Eton, puis à Oxford, qui, à cette époque, était une pépinière d'hommes d'État. En 1885, il fut appelé auprès de lord Salisbury comme secrétaire particulier adjoint. Dès lors, il gravit rapidement les degrés de l'échelle politique. Sous-secrétaire d'État pour l'Inde en 1891, il occupa le sous-secrétariat des Affaires étrangères de 1895 à 1898. L'année suivante, il était nommé vice-roi des Indes, et il débarquait dans ce pays très peu de temps après la grande révolte des tribus des frontières.

A peine arrivé, il se montre animé d'un esprit à la fois conciliateur et ferme. Il entreprend sans tarder la réforme de tous les départements de l'administration. Il nomme de nombreuses commissions d'enquête sur les systèmes d'éducation et d'irrigation. Il montre un vif intérêt pour les arts et les antiquités de l'Inde. Car il faut rendre à chacun son dû. Malgré sa superbe et son infatuation, lord Curzon est un travailleur consciencieux, qui ne passe aucun détail. On assure que, président de la Société royale de géographie, il alla jusqu'à se charger lui-même de l'inventaire lorsque la Société changea de local, et nota jusqu'au nombre de tisonniers dont elle disposait.

Il apporta cette même méticulosité dans son administration aux Indes, et dans toutes ses décisions de politique extérieure et intérieure, il se révéla sous le jour d'un véritable « constructeur d'Empire ». A la fois ambitieux et autocrate, il fut surnommé le prophète de l'impérialisme en Asie.

En 1903, il présidait le Durbar en l'honneur du couronnement d'Edouard VII. Ces fêtes somptueuses, données sous son patronage, suscitèrent de vives critiques. A ce moment la peste et la famine faisaient des ravages considérables, et de mauvais esprits osèrent reprocher au vice-roi de n'avoir pas hésité à dépenser en pompes et en fastes inutiles des millions de livres sterling qui eussent soulagé d'innombrables misères. Mais lord Curzon ne se laissa pas troubler par ces critiques. Dans un discours prononcé à Simla, il expliqua les raisons impérieuses pour lesquelles il avait autorisé et encouragé ces fêtes. Il rappela que les Hindous ont toujours eu un Durbar pour célébrer le couronnement de leur souverain britannique, cérémonie qui était particulièrement importante, puisqu'elle permettait de réunir les princes hindous, venus des quatre coins du royaume, et qui, autrement, n'eussent jamais eu l'occasion de se rencontrer. Et il ajouta que le Durbar était indispensable parce qu'il rappelait d'une manière solennelle et tangible que le peuple hindou était soumis au roi d'Angleterre.

En 1905, le dernier acte administratif de lord Curzon aux Indes, le partage du Bengale, souleva une opposition acharnée parmi les nationalités touchées, et il s'ensuivit une agitation populaire très prolongée.

La même année, un grave différend s'éleva entre Curzon et Kitchener à propos d'un nouveau projet modifiant le régime militaire aux Indes. Voyant que le gouvernement ne le soutenait pas, Curzon envoya sa démission, qui fut acceptée. Mais cette éclipse ne fut que temporaire; il occupa ses loisirs à écrire Lord Curzon aux Indes *en* 1906, *et* Principes et Méthodes de réforme universitaire *en* 1909, *ayant été nommé recteur de l'Université de Glasgow.*

On vit bientôt la silhouette altière de lord Curzon s'élever de nouveau. Pendant une maladie de lord Lansdowne en novembre 1914, *il devint chef de l'opposition; à la formation du gouvernement de coalition en mai* 1915, *il fut nommé garde des sceaux* (lord of the Privy Seal).

En 1916, *il entra dans le ministère Lloyd George comme* lord President of the Council... *La même année, il prit* le Leadership *de la Chambre des lords, et en* 1919 *il assumait la direction du secrétariat d'État aux Affaires étrangères, poste qu'il occupe toujours.*

Lord Curzon serait-il totalement privé d'humour? Ou bien est-il mystificateur ou pince-sans-rire? Les avis sont partagés et l'on raconte sur lui plusieurs anecdotes. Il semble avoir le plus complet mépris pour le commun des mortels, aussi éprouve-t-il parfois un choc à se découvrir des points de ressemblance — physiologiques, il est vrai — avec l'humanité ordinaire. Un jour qu'il traversait un pont, il aperçut un groupe de soldats anglais qui se baignaient; après les avoir considérés un instant, il laissa tomber ces mots :

« N'est-ce pas surprenant que la peau des races inférieures soit si blanche?... »

Et l'on assure qu'il ne plaisantait pas.

Lord Curzon pontifie : et il lui plaît que ses faits et gestes soient rehaussés par une mise en scène digne de sa supériorité. On dit que pendant son séjour aux Indes, on remarqua que, bien qu'il se rendît très régulièrement à l'église, il ne laissait jamais tomber la moindre obole dans le plateau que le quêteur lui tendait. Un jour, un patricien, plus psychologue que ses collègues, eut l'idée de se munir d'une somptueuse cuvette en or, décorée de joyaux, qu'il présenta respectueusement au vice-roi... Pour la première fois, celui-ci daigna sortir de sa rêverie, et il laissa tomber un souverain d'or.

Lord Curzon est très féministe; il éprouve un grand respect, et peut-être une certaine crainte, pour le sexe faible qui, selon lui, exercera dans un avenir très proche une influence considérable dans les affaires d'État. Pour l'explication de bien des événements politiques d'hier et d'aujourd'hui, lord Curzon conseillerait volontiers de « chercher la femme », et il s'est, pour sa part, toujours efforcé de se concilier la sympathie féminine avec un tact qui est presque un art... Très populaire

auprès des hôtesses américaines fraîchement débarquées à Londres, munies de dollars et d'une ambition mondaine effrénée, il reçoit lui-même beaucoup, aidé de sa deuxième femme, qui, ainsi que la première lady Curzon, morte en 1906, est une millionnaire américaine d'un grand charme et d'une grande beauté.

Avec ses collègues du gouvernement, lord Curzon se montre résigné et mélancolique. Lorsqu'il ne réussit pas à les convaincre, il sait s'effacer. Dans les réunions du cabinet où on ne paraît pas disposé à écouter son avis, lord Curzon se retranche dans un silence hautain. Les chefs travaillistes se sont heurtés plus d'une fois à ce mutisme méprisant, que leur langage plus ou moins coloré n'a pas réussi à troubler... Connaissant le prix du silence, pourquoi donc, récemment, a-t-il négligé une aussi belle occasion de se taire?

***

Le Théâtre et la province.

La France est un pays de 40 millions d'habitants, elle s'étend de Brest à Strasbourg et de Dunkerque à Perpignan. Cependant, quand on dit le théâtre français, c'est le théâtre parisien qu'il faudrait dire. Même en additionnant les théâtres de verdure et les théâtres antiques, on compterait sur les doigts de la main les tragédies, comédies, drames et vaudevilles qui voient le jour en une année hors de Paris et même d'un certain quartier de Paris. La scène française a pour limites extrêmes : au nord le théâtre des Arts, au sud l'Odéon, à l'est l'Ambigu et à l'ouest le théâtre Femina.

Même au temps où la vie française n'était pas encore centralisée, le théâtre l'était déjà. Il y avait dans les provinces des universités, des écoles régionales, des centres d'activité intellectuelle, il n'y avait déjà plus en France qu'un théâtre. En trois siècles, pas un chef-d'œuvre d'un art qui en a tant produit qui ait vu le jour en dehors de Paris. Corneille n'a pas fait représenter *le Cid* à Rouen et si le Parisien Molière a joué *l'Étourdi* à Lyon et *le Dépit amoureux* à Béziers, il est revenu, dès qu'il a pu, donner *les Précieuses ridicules* à Paris. Il va de soi que le Versailles du Grand Roi, que la cour même lorsqu'elle était en voyage, étaient encore la capitale.

Ne débattons pas ici si c'est un mal ou un bien : c'est un fait. Aussi longtemps que la société fut défendue par en haut, le danger ne fut pas grand. Lorsqu'on commença à la démanteler, le théâtre fut un des premiers lieux envahis. C'était un point important, sensible, facile à prendre. Aujourd'hui, le théâtre est aux mains d'une bande. Dans les limites que nous avons décrites, il subsiste peut-être

deux ou trois places où ne règnent pas le commerce et l'anarchie, l'un engendrant l'autre, indéfiniment.

De cette petite zone d'infection, le mal tend à se propager sans cesse à travers un organisme demeuré sain, qui doit constamment travailler à éliminer le poison. Ces temps derniers, plusieurs directeurs de journaux de province nous ont écrit pour nous demander un conseil. On annonce dans leur ville une ou plusieurs représentations de *la Danseuse rouge*, de M. Charles-Henri Hirsch. Un journal honnête peut-il accepter la publicité par laquelle les directeurs de la tournée s'efforcent de duper le public? La réponse n'est pas douteuses : l'affaire de *la Danseuse rouge* est un exemple magnifique, complet, des mœurs qui règnent dans le théâtre contemporain.

La pièce n'a aucune valeur. Il est impossible de la défendre par ces vagues raisons d'intérêt littéraire qui ont trop souvent servi à faire passer des tentatives du même ordre. Ici, on n'a encore pas cette ressource. C'est le commerce dans toute sa laideur. Un écrivain israélite a battu monnaie avec la grossière émotion que soulève auprès du gros public le cas d'une femme espion condamnée à mort. Notre confrère Armand Massard a démontré, pièces en main, que M. Hirsch avait volontairement déformé l'histoire de Mata-Hari, de façon à donner le beau rôle à l'espionne. Commerce et anarchie, disions-nous : en même temps qu'on emplit sa poche, on n'est pas fâché de porter un coup sournois à la société.

Après l'auteur, l'impresario. Il est directeur d'un théâtre du boulevard, fils d'un académicien. Il a été officier pendant la guerre et il est décoré. Il sait parfaitement le mal qu'il fait. Pourquoi le fait-il? Un curieux document est venu nous renseigner là-dessus. Interrogé à Deauville par un journaliste israélite, M. Richepin a répondu : « Que voulez-vous? J'aime la vie, j'ai besoin de 300 000 francs par an. » Faut-il dire à M. Richepin que d'autres que lui aimeraient la vie à ce prix? Mais quand il ajoute : « Je fais deux parts de ma vie : douze heures impresario et douze heures poète, » nous ne pouvons nous empêcher de voir là, plus encore que du cynisme, une naïveté singulière. Se figure-t-il donc qu'on peut être trafiquant pendant douze heures et avoir le cœur noble pendant l'autre moitié du jour? On entendait autrement la poésie au temps où l'honnête Boileau écrivait :

Le vers se sent toujours des faiblesses du cœur.

Au reste, M. Richepin connaît son affaire. Deux cent cinquante villes de France vont entendre la pièce de M. Charles-Henri Hirsch. Vous avez bien lu : deux cent cinquante. Il n'a même pas omis de faire décerner à son ours par un écrivain bien intentionné, mais dont tout le monde a mesuré le jugement, un brevet de patriotisme. Le public de province viendra en foule et pensera : « Voilà le sentiment de la capitale sur l'espionnage et en particulier sur la dan-

seuse qui fut l'amie d'un ministre de la République. » Et l'étranger, qui a besoin de nos faiblesses et qui les guette, dira, l'Anglo-Saxon en se voilant la face, l'Allemand en ricanant : « Voilà la France. »

*
* *

Complétons le tableau. Après le mal, le remède. Puisque nous ne cessons d'affirmer que le théâtre d'affaires ne représente pas la France, prouvons-le. Il y a, dans Paris, les théâtres d'affaires. Et puis il y a les autres : les entreprises des jeunes, les littéraires, les désintéressés. Celles qui sauvent l'honneur, qui maintiennent le flambeau. C'est là, et uniquement là, qu'on joue les bonnes pièces : *la Souriante Madame Beudet* est née dans un de ces théâtres qu'on appelle « à côté », et qui semblent voués éternellement à la faillite. Les premiers ouvrages de M. Sarment n'ont pas vu le jour sur un théâtre régulier. M. Mazaud a donné *la Folle journée* au Vieux-Colombier et *Dardamelle* à l'Œuvre. C'est le théâtre des Escholiers qui a monté les deux premiers ouvrages de M. J.-J. Bernard ; la Chimère qui a monté le troisième et le meilleur, *Martine*. C'est la Grimace qui a donné *le Loup de Gubbio* de M. Boussac de Saint-Marc et *le Souffle du désordre* de M. Fauré-Frémiet. L'atelier de M. Dullin, après nous avoir révélé un chef-d'œuvre du passé comme *la Vie est un songe* de Caldéron, nous annonce une prochaine saison d'un rare intérêt. Et par-dessus tout, il y a le Vieux-Colombier, le modèle, le guide, l'initiateur.

C'est là qu'est retirée toute vie, là qu'est tout l'avenir. Les théâtres d'affaires sont morts, morts, morts. Ils ne sont même plus capables de se tromper : ces erreurs généreuses qui sont, tout de même, les mouvements d'un cœur qui bat et d'un art qui palpite, comme les ouvrages de M. Crommelynck, ou les spectacles de la Chimère, on ne les trouve même plus sur les théâtres réguliers. Je ne vois à cette règle qu'une exception : pendant qu'il dirigeait l'Odéon, M. Gavault, qu'il est de bon ton de traiter de commerçant, a eu le mérite de monter des ouvrages de jeunes inconnus : M. Raynal, M. Piéchaud. Je ne dis pas, sans doute, que M. Donnay ou M. de Curel ne puissent faire jouer un ouvrage sur le boulevard. Je dis que s'ils étaient inconnus, ils ne pourraient pas.

A part le Vieux-Colombier, qui a rompu les barrières et qui est arrivé à l'existence régulière, normale, au plein jour, ces petits théâtres donnent trois représentations par an devant un public d'amateurs. La province ignore non seulement le meilleur de l'art dramatique, mais tout ce qui se fait à Paris de bon et de vivant. C'est pourquoi il faut soutenir de toutes ses forces l'initiative d'un groupe de jeunes écrivains strasbourgeois, *le Groupe de Mai*. Ils ont entrepris de faire venir à Strasbourg ces jeunes compagnies de comé-

diens, honneur et espérance de notre art dramatique. Le Vieux-Colombier ouvrira le feu et viendra deux fois. Puis la Grimace, l'Atelier, la Chimère. Les Strasbourgeois lettrés apprendront à connaître tous nos jeunes qui sont sortis de page : M. Sarment, MM. Amiel et Obey, M. Bernard, M. de Saint-Marc, M. Mazaud qui n'est plus tout jeune, mais qui est encore débutant, et les auteurs du Vieux-Colombier, M. Vildrac, M. Schlumberger, M. Romains. La revue d'action nationale *l'Alsace française,* qui fut fondée par le docteur Bucher, soutient la tentative et se charge de présenter au public alsacien chacune des compagnies.

A la bonne heure. Notre Marche de l'Est donne là un bel et utile exemple. C'est que le sens national y est, par position, plus aigu et plus attentif qu'ailleurs. Il y a quelques jours, André Rousseaux, dans un article de *l'Action française,* montrait quelle propagande sournoise et active les Allemands mènent à Strasbourg sous le couvert du théâtre. Le problème se pose en Alsace d'une façon plus délicate encore que partout ailleurs, puisque nous sommes obligés de laisser jouer des pièces en allemand à l'usage de la population de langue germanique : c'est une porte par où l'ennemi cherchera toujours à passer. Contre lui, rien ne peut être entrepris de plus utile que cette propagande positive : montrer aux Alsaciens qu'il existe en France un théâtre jeune, honnête, actif, vivant.

Il serait grandement à souhaiter qu'on multipliât les tentatives du même ordre. Tout le monde y gagnerait. Le public français connaîtrait enfin les ressources véritables d'un art qui ne demande qu'à refleurir. Et les auteurs seraient de la sorte mis en contact avec la partie la plus large et la plus saine de la population. Il ne manque précisément à l'art dramatique contemporain qu'une seule chose : correspondre à l'esprit, au sentiment profond de la nation. Il lui manque d'être d'accord avec la France. Le théâtre et la nation sont pareils à deux êtres qui s'ignorent. Pour rétablir leur accord, il faut d'abord qu'ils se connaissent. Rien ne peut mieux servir cette connaissance que des initiatives comme celles des jeunes patriotes strasbourgeois.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES. — *L'Allemagne, encouragée par l'attitude de M. Lloyd George, continue sa tactique. Elle déclare, le* 1er *août, qu'elle ne peut effectuer ses paiements de compensation, en invoquant la débâcle du mark. M. Poincaré répond séance tenante et annonce des mesures de rétorsion pour le* 5 *août.*

Le même jour, une note anglaise spécifie que les dettes des États européens envers la Grande-Bretagne sont matériellement inséparables de la dette britannique envers les États-Unis. En conséquence, une remise de dette de l'Angleterre à la France ne peut être envisagée que si les États-Unis font à l'Angleterre remise de la leur (hypothèse qui semble peu sérieuse, à la veille des élections générales américaines).

— A la Commission des réparations, l'Angleterre propose de dispenser l'Allemagne de tous paiements en 1922. La Commission ajourne l'examen du projet jusqu'à la conférence de Londres (3 août).

— Une nouvelle note allemande ne répondant pas de façon satisfaisante, M. Poincaré annonce l'application d'une première série de mesures de rétorsion (5 août).

— C'est dans ces conditions que s'ouvre la conférence de Londres. M. Poincaré développe la thèse française : aucun moratorium ne peut être consenti à l'Allemagne sans prise de gages productifs. M. Poincaré préconise le contrôle de la Reichsbank, le contrôle des licences d'exportation et du mouvement des devises étrangères, la perception des revenus des mines fiscales et des forêts domaniales, la taxation du charbon et des produits métallurgiques à leur sortie de la Ruhr, le rétablissement du cordon douanier à l'est des territoires rhénans occupés, une participation des Alliés de 26 pour 100 dans certaines industries allemandes.

M. Lloyd George réplique que la France n'est pas seule à souffrir de la carence allemande et se prononce pour l'octroi d'un moratorium à l'Allemagne.

On décide alors de nommer une commission d'experts pour examiner la proposition française (7 août).

— Les experts reconnaissent que les gages proposés par M. Poincaré seront productifs (8 août). Toutefois, les Anglais demeurent hostiles à l'idée de toute barrière douanière et à l'encerclement douanier de la Ruhr. M. Poincaré déclare qu'il maintient intégralement son point de vue et qu'il reprendra sa liberté si l'accord ne peut se faire (9 août).

Le cabinet français approuve à l'unanimité l'attitude de M. Poincaré; de son côté, le cabinet anglais approuve celle de M. Lloyd George (10 août).

Les ministres belges s'efforcent de trouver un compromis. Les Anglais restent intransigeants. Brusquement, M. Poincaré fait des concessions et accepte de discuter le programme de M. Lloyd George qui accorde à l'Allemagne un moratorium de plusieurs années (11 août). Effort de conciliation inutile : dans la soirée du 12, M. Lloyd George part brusquement pour les Chequers, montrant ainsi qu'il se désintéresse de la conférence et qu'il oublie que, le 15 août, la Commission des réparations doit avoir répondu à la demande de moratorium de l'Allemagne.

En son absence, les ministres alliés cherchent vainement une dernière formule de conciliation (13 août).

Le 14, après huit jours de discours, les Alliés se reconnaissent incapables de s'accorder sur le problème du moratorium et des répa-

rations. M. Poincaré et la délégation française quittent Londres, après que M. Poincaré est allé déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du Soldat britannique inconnu.

France. — *Mécislas Charrier, qui, en juillet* 1921, *avec l'aide de deux bandits, dévalisa les voyageurs du rapide Paris-Marseille (agression au cours de laquelle le lieutenant Carabelli trouva la mort) est exécuté à Paris* (2 *août*).

— *Cinq cents indésirables de nationalité allemande sont expulsés d'Alsace-Lorraine* (12 *août*).

Angleterre. — *Les Irlandais Duzz et O'Sullivan, assassins du maréchal Wilson, sont pendus à la prison de Wandsworth* (10 *août*).

— *Mort de lord Northcliffe, directeur du* Times *et du* Daily Mail (14 *août*).

Irlande. — *Mort de M. Arthur Griffith, président du* Dail Eireann. *Le même jour, les troupes régulières de l'État irlandais entrent dans Cork, dernière forteresse des rebelles* (12 *août*).

Italie. — *M. Facta reconstitue le ministère, avec la collaboration de tous les groupes, sauf les fascistes et les communistes* (1er *août*).

— *La grève générale de but politique organisée par les éléments syndicalistes et extrémistes échoue devant la mobilisation des fascistes qui, dans la plupart des grandes villes, assurent l'ordre et le travail* (3 *août*).

— *Le cabinet Facta obtient une majorité à la Chambre :* 247 *voix contre* 121 (10 *août*).

Russie. — *Huit socialistes révolutionnaires russes sont condamnés à mort à Moscou* (8 *août*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 28222.